

## M. Debré propose un dialogue aux élus de la Corse

AU LENDEMAIN de la conférence de presse nocturne de militants du FLNC-canal historique, en présence de six cents hommes cagoulés et armés annonçant une trêve conditionnelle de trois mois en Corse, le ministre de l'Intérieur a entamé, vendredi 12 janvier, une visite de deux jours dans l'île. Tout en affirmant que « l'Etat demeurera en Corse », Jean-Louis Debré a proposé l'ouverture d'un dialogue à l'ensemble des élus. Il a estimé qu'« aujourd'hui, il est peut-être ouvert, même s'il est fragile, l'espace nécessaire à la discussion et au dialogue ».

Les réactions au discours du ministre de l'Intérieur ont été prudentes. Mais Paul Quastana, conseiller territorial de Corsica Nazione, vitrine légale du FLNC-canal historique, à l'Assemblée de Corse, a estimé qu'« il y a une volonté de dialogue ».

Lire page 6

## France Télécom mise sur Internet

L'entreprise publique veut permettre à tous les Français un accès égalitaire à Internet et y offrir des services interactifs.

p. 13

## Les otages des Tchétchènes

La crise ouverte par la prise d'otages par un commando tchétchène déstabilise un peu plus un Caucase fragile.

p. 3

## Retour sur le séisme de Kobé

Le tremblement de terre qui a fait 6 548 morts le 17 janvier 1995 a souligné l'impréparation des autorités japonaises.

p. 11

## François Mitterrand par Régis Debray

Dernier volet du portrait de l'ancien président par Régis Debray : est-ce François Mitterrand qui a déçu la gauche, ou bien la politique ?

p. 10

## Alain Madelin au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Alain Madelin, ancien ministre de l'économie et des finances, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 14 janvier à partir de 18h 30. « Le grand jury RTL-Le Monde » est aussi télévisé en direct sur la chaîne câblée RTL 9.

Abonnement, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 Dr ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2 700 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 9 Dir ; Norvège, 14 Kr ; Pays-Bas, 3 Fl ; Portugal, 230 Ptas ; Roumanie, 9 F ; Singapour, 800 F S\$ ; Suède, 16 Krs ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Dir ; USA (WV), 3 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0146-0114 - 7.00 F

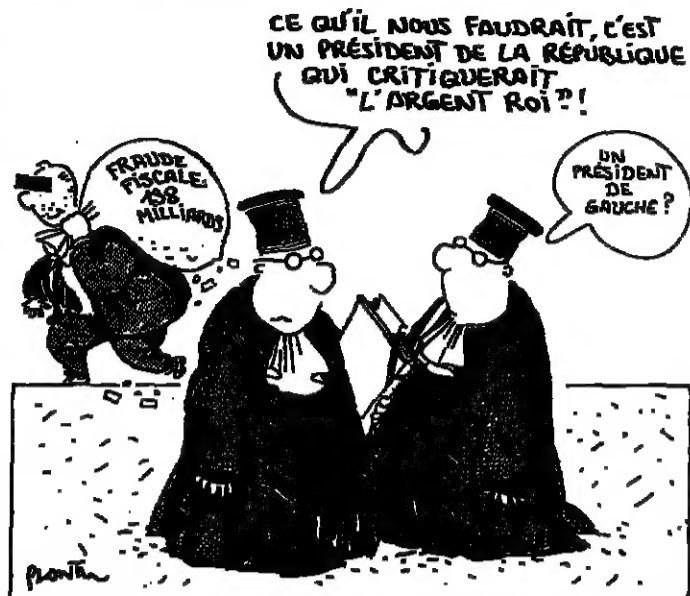


## Le coût de la fraude fiscale n'a cessé d'augmenter en France

En 1991, avec 138 milliards de francs, il était équivalent au déficit budgétaire

DANS UNE ÉTUDE consacrée au coût du crime, le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cresidp) met en valeur l'importance de la délinquance en col blanc, comme la fraude fiscale et la criminalité économique et financière. En 1991, ces criminalités « invisibles » ont coûté cher à la collectivité : la fraude fiscale a entraîné une perte de recettes de 138 milliards de francs - l'équivalent du déficit budgétaire de 1991 - tandis que la délinquance économique et financière représentait un coût de plus de 6 milliards de francs. Le coût de cette délinquance ne cesse d'augmenter - 20 milliards de plus pour la seule fraude fiscale entre 1988 et 1991. Ces sommes sont à rapprocher des pertes liées aux criminalités « traditionnelles », comme les vols : en 1991, le coût de cette infraction était de 3,5 milliards de francs, soit environ la moitié de la délinquance économique et financière.

Dans un entretien au Monde, Yves Mény, directeur du Centre Robert-Schuman - institut universitaire européen de Florence, professeur de science politique à l'institut d'études politiques de Paris et



auteur de *La Corruption de la République* (éditions Fayard), souligne pour sa part le coût étatique de la corruption, et estime que « les élites politiques françaises n'ont pas tiré la leçon des affaires ». S'agissant de la proposition de loi de Pierre Ma-

zeaud (RPR) sur la réforme des abus de biens sociaux, M. Mény se dit « sceptique » quand à la portée des opérations engagées par la justice contre la corruption en France.

Lire page 8

## La Bosnie va discuter avec la Serbie

Bill Clinton rend visite aux GI

LA VISITE que le président Bill Clinton devait rendre, samedi 13 décembre, aux troupes américaines en Bosnie a été perturbée par le mauvais temps. Attendu à Tuzla, ville du nord-est de la Bosnie qui accueille l'essentiel du contingent américain de l'IFOR, M. Clinton, victime du brouillard, a dû se poser en Hongrie, à Tazsar, base arrière des GI. Quelles qu'en soient les modifications imposées par les intempéries, ce déplacement est, avant tout, destiné à rassurer l'électorat américain sur l'engagement des Etats-Unis en Bosnie. Alors qu'il y a six mois l'envoi de troupes apparaissait comme un objectif irréalisable, tant il était impopulaire, le réflexe patriotique, largement cultivé par les médias audiovisuels, a permis d'inverser cette tendance.

Avant son départ, M. Clinton avait exhorté les Bosniaques, toutes communautés confondues, à ne pas gaspiller les chances de la paix et à traduire en actes les accords signés à Paris. « Je vous demande de traduire dans les actes l'accord de paix signé il y a un mois », a-t-il déclaré sur les ondes de La Voix de l'Amérique.

Sa déclaration a coïncidé avec

l'annonce, par le président bosniaque, Alija Izetbegovic, de la tenue prochaine de contacts diplomatiques à haut niveau entre la Bosnie et la République de Serbie (Belgrade). « Il y aura très prochainement une visite dans notre pays du ministre serbe des affaires étrangères, Milan Milutinovic, ou une visite à Belgrade de notre ministre des affaires étrangères, Muhamed Sacirbey », a indiqué le président Izetbegovic, précisant, à la suite d'une rencontre avec le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, que « des négociations sur ce thème étaient en cours ». C'est la première fois, depuis le début du conflit en 1992, qu'une telle visite officielle, dans un sens ou dans l'autre, est envisagée.

Les dirigeants serbes de Bosnie ont, pour leur part, indiqué qu'ils ne menaient plus d'évacuer les quartiers de Sarajevo où leur communauté est majoritaire. Ils ont demandé au médiateur international, Carl Bildt, de lancer un appel au calme à la télévision serbe. Leur décision pourrait permettre à l'OTAN d'enrayer l'exode des quartiers serbes de Sarajevo.

Lire page 2

et notre éditorial page 12

## Le calvaire des sans-abri aux Etats-Unis

WASHINGTON de notre correspondant

La tempête de neige qui se déchaîne sur le nord-est des Etats-Unis est éprouvante pour les *homeless*, ces sans-abri dont le nombre ne cesse de croître. Alors que les rues de New York restent encombrées d'énormes congères et de quelque 50 000 tonnes d'ordures non ramassées, et que certaines artères de Washington n'avaient toujours pas été dégagées de la neige du week-end dernier, une seconde tempête de neige a ajouté, vendredi 12 janvier, une couche poudreuse de 20 centimètres d'épaisseur dans certaines régions, notamment le Maryland.

Or, il est vraisemblable que l'aide fédérale d'urgence aux régions les plus affectées par les intempéries, promise jeudi par Bill Clinton, ne profitera guère aux milliers de gueux qui, à New York et Washington notamment, opposent à la neige, et à une température qui descend jusqu'à moins quinze degrés, de dérisoires cabanes de plastique, carton et tôles de récupération. Comme si cette offensive venue du ciel ne suffisait pas, les sans-abri doivent faire face à une menace plus redoutable encore : l'astrakisme social et politique.

Dans plus de quarante villes aux Etats-Unis, des lois ont été adoptées ou sont en cours

d'élaboration afin de contenir une population *homeless* estimée à 700 000 personnes. Officiellement, il s'agit de préserver la sécurité et la propriété des centres-villes, d'assurer le libre exercice du commerce, et de protéger l'activité touristique. Les municipalités avouent moins volontiers qu'en poussant vers la périphérie cette population errante, elles comptent économiser de précieuses ressources budgétaires. Le fait d'être sans-abri devient ainsi insidieusement un délit.

A La Nouvelle-Orléans, il s'agit d'assainir le « quartier français » de ses *gutter punks* (punks de caniveau). A San Francisco, où la municipalité dispose de 1 400 lits pour 15 000 sans-abri, haro sur les squatters du Golden Gate Park ! A Austin, au Texas, mais aussi à Seattle et Boston, on verbalise à tour de bras. A Washington, où une loi a été adoptée afin de lutter contre l'« *aggressive* », le maire, Marlon Barry, a abandonné le projet d'offrir un lit de fortune à chaque *homeless*, car la capitale fédérale étant quasiment en état de faillite (elle n'a pas d'argent pour acheter des chasse-neige !), il n'est pas question de dilapider l'argent des contribuables.

New York n'est pas mieux lotie, au contraire. Les trente-huit centres d'accueil

hébergent environ 7 000 personnes, mais on estime qu'un nombre à peu près équivalent de *homeless* passent la nuit à la dure.

Dans les soupes populaires, l'affluence ne cesse de croître : en 1995, plus de 90 000 repas ont été servis quotidiennement (dont 30 000 à des enfants), ce qui n'a pas empêché d'économiser entre 33 000 et 50 000 personnes chaque mois. Selon une enquête effectuée dans 29 villes américaines, la demande de repas gratuits a augmenté de 9 % de 1994 à 1995, cette progression atteignant 42 % à New York. Or toutes les associations d'aide aux *homeless* le disent : le pire est encore à venir.

Si le Congrès adopte les économies draconiennes proposées par les républicains, la population des sans-abri devrait connaître une brusque augmentation. Les coupes budgétaires prévues dans le Welfare (l'aide sociale) et le Medicaid (assurance-maladie des plus démunis) vont se traduire par une forte baisse des crédits alloués à l'assistance aux familles démunies (AFDC) et aux bons d'alimentation. Plusieurs centaines de milliers de personnes risquent ainsi d'être précipitées au-delà de la pauvreté.

Laurent Zecchini

## Le jugement infaillible du « Pape »



SIR JOHN WYNDHAM POPE-HENNESSY

TOUS CEUX qui le connaissent, amis comme ennemis, l'appellent « The Pope ». Le Pape. Un surnom qui convenait à merveille à Sir John Wyndham Pope-Hennessy (1913-1994), tant ses jugements éclairés sur l'art semblaient relever de l'infaillibilité pontificale. Historien d'art, directeur du Victoria and Albert Hall puis du British Museum, consultant du Metropolitan Museum de New York, auteur d'une somme sur la sculpture italienne, cet érudit britannique était le prototype de l'expert redouté des marchands souvent trop prompts à parer leurs œuvres d'attributions flatteuses.

Sir John était aussi un collectionneur, passion qu'il entretenait depuis l'enfance et qu'il partageait avec sa mère. Il dut à son grand savoir, plus qu'à sa modeste fortune, d'acquiescer des pièces rares finement choisies qui ont été dispersées par Christie's le mercredi 10 janvier à New York, en compagnie des collections de deux autres prestigieux historiens d'art d'origine allemande, Rudolf Wittkower et Richard Krautheimer.

Lire page 19

International	2	Aujourd'hui	16
France	6	Agenda	18
Société	8	Abonnements	18
Carnet	9	Météorologie	18
Horizons	10	Mots croisés	18
Entreprises	13	Culture	19
Finances	14	Radio-télévision	21

## TF 1, colosse aux pieds d'argile

TF 1 EST-ELLE ENCORE une chaîne-leader ? A priori, la question prête à sourire tant la première chaîne domine vigoureusement la concurrence. Mais le leadership en télévision ne se réduit pas à l'audience. Une chaîne-leader ne peut se borner à caracoler en tête du Médiamat. Elle est aussi, et surtout, celle qui impose ses formats d'émission aux goûts du public et qui oblige les chaînes concurrentes à aligner leur grille sur la sienne.

Ainsi, il y a huit ans, quand TF 1 a installé « Ciel mon mardi », animée par Christophe Dechavanne, dans le but de créer une vraie seconde partie de soirée (22 h 15-23 h 30), les autres chaînes ont dû elles aussi créer une seconde partie de soirée. Résultat : à cause de TF 1, le sommeil de la population française a été retardé d'une demi-heure à une heure à la fin des années 80.

TF 1 est-elle encore capable de modifier en profondeur le comportement des Français ? Le doute est permis. Depuis plusieurs mois, la chaîne n'arrive plus à imposer un seul nouveau format d'émission.

« Les Nouzettes », une émission animée par Laurent Ruquier, lancée

l'idéologie du Front national. « Maman va adorer », animée par Daniel Schick, a été boudée vigoureusement par les téléspectateurs. « Les pourquoi de M. Pourquoi » a été arrêtée et « Unis pour vaincre », qui tentait d'intéresser le public aux

malheurs des animaux domestiques, s'est plantée lamentablement. Et quand on sait que le « 20 heures » lui-même bat de l'aile, au point que les actualités régionales de France 3 font jeu égal avec lui et que le journal de France 2 le concurrence, force est de reconnaître que la première chaîne a perdu sa fonction d'entraînement. Le grand public ne suit plus les yeux fermés. Et parfois même boude volontiers.

Les audiences traduisent cette désaffection progressive. En 1993, la première chaîne obtenait une part de marché hebdomadaire (du lundi au dimanche sur les quatre ans et plus) de 40,9 %. En 1994, cette part de marché est tombée à 39,6 % et en 1995, (1<sup>er</sup> janvier-17 septembre), TF 1 a chuté à 37,8 %. Soit plus de trois points en trois ans. En un mois, entre novembre 1995 et décembre 1995, la part d'audience est passée de 36,8 à 35,3 %, soit 1,5 point de part de marché en moins.

Yves Mamou

Lire la suite page 12



Véhicules paisibles, les monospaces, apparus il y a une douzaine d'années aux Etats-Unis, s'adaptent désormais aux besoins des familles de deux enfants, tenant compte en cela de l'évolution démographique. Afin de lutter contre la concurrence des breaks et des 4x4, la nouvelle génération se veut plus pratique et plus élégante.

Lire page 17



**EX-YOUGOSLAVIE** Le président Clinton était attendu en Bosnie, samedi 13 janvier, pour rendre visite aux soldats américains déployés à Tuzla. Il devait ensuite se

rendre à Tazsar, en Hongrie, et à Zagreb, en Croatie. Dans un message diffusé sur les ondes de la Voix de l'Amérique, M. Clinton a exhorté les Bosniaques à ne pas gaspiller les

chances de paix : « Je vous demande de saisir cette promesse (...), de traduire dans les actes l'accord de paix signé il y a un mois », a-t-il déclaré. ■ À TUZLA, la vie n'a pas été boule-

versée par l'arrivée des soldats américains, même si, selon le maire, « les gens ont des réactions excessives, de joie ou de peur ». ■ À LA HAYE, le Tribunal pénal pour l'ex-Yougo-

slavie espère que la signature de la paix et le déploiement des forces de l'OTAN permettront l'arrestation des criminels de guerre. (Lire notre éditorial page 12.)

## En route pour la Bosnie, M. Clinton lance un message de paix

A dix mois de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le président veut dissiper les doutes de son électorat sur le bien-fondé de l'engagement militaire américain dans l'ex-Yougoslavie

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Bill Clinton serait-il en passe de gagner son pari ? Il y a six mois, l'envoi de troupes américaines en Bosnie paraissait un objectif irréalisable, le Congrès défiait la Maison Blanche, et l'on disait l'opinion publique résolument isolationniste. Trois mois plus tard, en octobre 1995, l'hypothèse semblait plus plausible, mais seulement 37 % des Américains se déclaraient favorables à l'envoi de troupes américaines en Bosnie. Il y a une semaine, alors que le contingent américain commençait à se déployer dans la neige et la boue de l'hiver bosniaque, l'écart s'est considérablement réduit : 50 % des personnes interrogées étaient contre, 43 % pour.

Le réflexe patriotique, largement cultivé par les médias audiovisuels, a joué. Arrivé en éclaireur avant le président Clinton, Dan Rather, le présentateur-vedette de CBS, lui machait déjà le travail, vendredi 12 janvier, en rendant hommage, à Aviano, à « ces courageux pilotes américains gardiens de la paix au-dessus de la Bosnie ». Une fois les soldats engagés, plus

question de faire du mauvais esprit, ni au Congrès ni ailleurs. Le schéma haitien se reproduit fidèlement : les 20 000 soldats déployés en Haïti en septembre 1994 ne jouissaient ni du soutien du Congrès - qui n'avait pas été consulté, mais ce n'était pas encore un Congrès républicain - ni de celui des électeurs, traditionnellement réticents à envoyer les troupes à l'étranger. Mais, une fois lancée, et surtout rondement menée, leur mission n'a plus été contestée.

Sauf incident grave, Bill Clinton peut retirer un bénéfice non négligeable de l'opération bosniaque, et même contribuer à dissiper l'impression de confusion internationale qui a suivi l'effondrement du bloc soviétique ; l'engagement américain en Bosnie commence à faire apparaître les contours de l'ordre international de l'après-guerre froide : ex-pays du pacte de Varsovie, la Hongrie accueille une base arrière de l'OTAN, et la Russie fait participer ses soldats aux côtés des Américains, généraux russes et américains se saluant par de grandes bourrades fraternelles sur l'aéroport de Tuzla devant les



caméras de CNN. Le Vietnam, bien sûr, le Liban et, plus récemment, la Somalie ont laissé des souvenirs cuisants aux Etats-Unis, que n'ont réussi à effacer ni les succès de la guerre du Golfe ni ceux de l'intervention haïtienne.

Les services de recrutement de l'armée américaine ne font plus le plein depuis plusieurs années, et les missions de maintien de la paix ne sont certainement pas un argument qui fait miroiter les agents recruteurs : selon une étude du

Pentagone, de moins en moins de jeunes Américains sont attirés par l'armée, et ceux qui s'engagent sont davantage motivés par les perspectives de formation professionnelle que par celles du combat sur des terres lointaines pour des causes incertaines.

Mais la Bosnie n'est pas la Somalie : la mission du contingent américain y est beaucoup mieux définie et les moyens militaires bien supérieurs. L'expérience d'Haïti a permis au Pentagone d'affiner sa stratégie : on retrouve dans la mission en Bosnie non seulement la revendication d'un commandement américain pour les troupes américaines, mais aussi la formulation d'un « scénario de sortie » et le refus de se laisser entraîner dans des opérations de police qui amèneraient les forces américaines à prendre parti.

Pour autant, la Bosnie n'est pas non plus Haïti, où le contingent américain faisait face à une armée locale de 7 000 hommes sous-équipés et à une situation politique relativement simple. En se rendant à Tuzla, QG du secteur américain, sans passer par Sarajevo, le président Clinton ne répond

sans doute pas seulement à des impératifs de sécurité : le message qu'il entend faire parvenir à ses concitoyens est celui d'un commandant en chef qui va soutenir le moral de ses troupes, sans s'apaiser sur la complexité politique et militaire de l'opération de l'OTAN en Bosnie. Même si les responsables américains, en particulier le secrétaire à la Défense, William Perry, laissent prévoir une certaine souplesse quant à la durée de la présence militaire américaine, a priori d'un an, il est important que le public conserve l'impression d'une mission limitée, à la fois dans le temps et par sa nature.

Mais, d'ici à l'élection présidentielle du 5 novembre, la Bosnie recèle de multiples inconnues. Et l'un des arguments utilisés par l'administration Clinton pour justifier l'envoi de troupes en Bosnie - la cohésion de l'Alliance atlantique - peut aussi justifier dans plusieurs mois qu'une partie d'entre elles y restent un peu plus longtemps... surtout si Bill Clinton est réélu.

Sylvie Kauffmann

## Les GI à Tuzla : joie, peur, et sauce tomate dans le « pohovani sir »

**TUZLA** (nord-est de la Bosnie)

de notre envoyé spécial

Dans la *carsija* (vieux quartier) de Tuzla, la vie n'a pas été bouleversée par l'arrivée des soldats américains, pour la simple raison qu'aucun GI ne déambule dans les rues pavées. Jusqu'à présent, les habitants de Tuzla ne s'aperçoivent de la présence américaine qu'à travers le vacarme des convois qui traversent la ville. Et ils n'ont vu les visages des boys que sur leurs écrans de télévision. La vie quotidienne n'est pas perturbée. La population bosniaque est quasi unanime pour saluer l'arrivée des troupes de l'OTAN, porteuses de paix. « Je suis heureuse de la présence américaine ici car nous allons avoir une sorte de paix, résume une femme. Il faut faire un choix : les Américains ou les bombardements. Entre deux, je choisis... »

Si chacun salue le respect du cesse-le-feu, les avis sont toutefois partagés sur les conséquences, pour Tuzla, de cette arrivée. La ville est divisée : il y a ceux qui pensent que les Américains amènent de l'argent, et ceux qui estiment qu'ils apportent le sida. « Les gens ont des réactions excessives, de joie ou de peur, commente le maire de Tuzla, Selim Beslagic. Les premiers ont compris qu'un soldat américain dépense en moyenne 30 deutschemarks (100 F) par jour, ce qui signifie que la région de Tuzla pourrait gagner quotidiennement 1 million de marks. Les seconds craignent qu'une arrivée aussi massive de soldats étrangers ne se traduise par un développement de la prostitution, de l'usage de la drogue et par une épidémie de sida. » Selim Beslagic tente de rassurer ses 160 000 concitoyens. Dès qu'il a appris que Tuzla

était choisie pour accueillir la base américaine, le maire s'est rendu en Allemagne, dans plusieurs villes qui abritent des camps militaires depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. « J'en ai retiré la conviction qu'il ne fallait pas être effrayé, dit-il. Apparemment, les officiers prennent soin de leurs soldats, qui restent relativement cantonnés dans leurs bases. Les maires de ces villes d'Allemagne m'ont affirmé ne connaître aucun problème particulier de prostitution ou de drogue. »

**PSYCHOSE DE L'ATTENTAT**

Le maire de Tuzla effectue deux campagnes de sensibilisation parallèles, à travers les médias et le dialogue. L'une s'adresse aux Bosniaques et essaie de ramener la sérénité au sein de la population inquiète. Il n'est parfois pas inutile d'expliquer que le sida ne s'attrape pas au contact d'un verre de Coca-Cola. L'autre est destinée aux Américains et tente de les convaincre d'investir localement afin d'être bien reçus. Un programme d'aide aux entreprises de Tuzla pourrait ainsi voir le jour lorsque le volet militaire de l'accord de Dayton sera appliqué, à partir du mois d'avril.

En attendant que les officiers américains se soient libérés de la psychose de l'attentat, et que les GI daignent quitter leurs camps de temps à autre, seule une poignée de privilégiés retire des bénéfices du déploiement de l'IFOR. En première ligne figurent les paysans du village de Gornje Dubrave, à proximité de l'aéroport. L'arrivée des chaînes de télévision américaines représente un montant de devises non né-

gligeable. Chaque organe de presse a loué une maison autour de la base « Eagle », pour un montant qui varie entre 5 000 et 15 000 deutschemarks (entre 15 000 F et 50 000 F). Une fortune pour des villageois qui ne vivaient auparavant que de la vente de lait ou de légumes sur le marché de Tuzla.

Dans les jardins en bordure de la route, les télévisions ont construit des miradors en bois. Aucun mouvement des blindés et des avions américains n'échappe ainsi aux caméras haut perchées. Le village s'est également enrichi d'un restaurant Prestige et d'un café Dayton. Au Dayton, le propriétaire, Salko Dzidic, affirme que « les gens aiment l'Amérique » : il va décorer l'endroit d'une bonne fresque représentant la statue de la Liberté. M. Dzidic déplore cependant que les soldats américains n'aient pas le droit de sortir le soir. Ses seuls clients sont les techniciens des compagnies audiovisuelles. Au restaurant Prestige, un employé porte désormais la casquette d'une équipe de base-ball de Chicago, et le *pohovani sir* (le fromage grillé, plat typique) n'a plus le même goût. Le fromage est moins cuit et arrosé de mayonnaise et de sauce tomate. « Nous nous adaptons aux désirs des clients », reconnaît la serveuse. Là encore, le patron indique ne pas avoir reçu la visite d'un seul GI. Les dollars tant espérés se font attendre.

« Personne en Bosnie n'aime beaucoup les étrangers, surtout à cause de l'expérience que nous avons eue avec la Forpro, dit un homme. Pourtant, ce débarquement américain est perçu différemment, un peu comme

un mal nécessaire. Les gens se moquent d'eux, mais apprécient l'effort des Etats-Unis pour installer la paix en Bosnie. » A Tuzla, comme à Sarajevo ou à Gorazde, les « casques bleus » ont laissé un souvenir souvent amer. La ville de Bosnie du Nord est encore marquée par le carnage du 25 mai 1995, jour où un obus de mortier s'est abattu devant la terrasse du café Kapija. Les corps ont été ensevelis dans le parc Sijana Banja, où les jeunes de Tuzla avaient coutume de déambuler dès l'arrivée des beaux jours. Les tombes sont couvertes de fleurs fraîches. Dans le centre-ville, le café est bondé chaque soir, jusqu'au couvre-feu. Les conversations évoquent toujours le massacre des jeunes de Tuzla (72 morts et 140 blessés). « Nous ne pardonnerons jamais aux « casques bleus » de s'être contentés d'une expertise balistique, raconte Samir. Ils avaient le mandat de protéger Tuzla et les autres « zones de sécurité ». Les Américains ne raient peut-être pas mieux dans la même situation, mais nous pensons qu'ils exercent une pression politique suffisante sur les chefs de guerre pour que ces massacres ne se reproduisent pas. »

**DÉBOUILLARDS**

Tuzla attend que l'IFOR offre une trêve éternelle bien que personne ne soit satisfait des accords de Dayton. « Dayton n'est pas un rêve, c'est une nécessité, dit Bahria, un vieux homme. Le rêve serait une Bosnie-Herzégovine réunifiée. Ce sera pour plus tard, peut-être... L'avantage de Dayton est la présence américaine, donc le respect du cesse-le-feu. » L'autre crainte des Bosniaques

est que les Américains ne repartent jamais. Ils citent régulièrement l'exemple allemand où les bases alliées n'ont pas disparu cinquante ans après la fin de la guerre. « Les Etats-Unis s'installent dans la région, en Macédoine, en Albanie. Ils sont déjà en Allemagne, en Italie et en Turquie, commente un journaliste de la radio de Tuzla. Pourquoi ne conserveraient-ils pas la base de Tuzla pendant plusieurs décennies ? »

Tuzla, étonnée de la discrétion des soldats d'outre-Atlantique, s'approprie toutefois à affronter la présence étrangère. « A l'école, les professeurs nous apprennent à utiliser des préservatifs, raconte Elvira. C'est drôle. » Les « princes » du marché noir réfléchissent à leur reconversion dans des activités légales et néanmoins lucratives. Des débrouillards impriment déjà des tee-shirts avec le sigle de l'IFOR et préparent des souvenirs de Bosnie pour les GI. La ville attend le printemps, persuadée qu'elle sera alors fixée sur son sort : soit la guerre reprendra, soit Tuzla devra vivre à l'heure américaine.

Rémy Oudand

■ Le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en ex-Yugoslavie, Elizabeth Rehn, a déclaré, vendredi 12 janvier, vouloir se rendre avant la fin du mois à Ljubljana, dans le nord-ouest de la Bosnie. Selon le *New York Times*, les Serbes sont en train de faire disparaître jusqu'à 8 000 cadavres de victimes du nettoyage ethnique, en partie exhumés depuis d'autres sites, dans une mine de Ljubljana sous leur contrôle. - (AEP)

## Franco Maria Ricci



la plus belle revue d'art du monde...

12, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris. Tél: (1) 46.33.96.31  
15, galerie Véro-Dodan, 75001 Paris. Tél: (1) 40.11.02.02

## Un mois de retard pour les Italiens et les Portugais

Les contingents italien (environ 2 500 hommes) et portugais (environ 1 000 soldats) seront déployés en Bosnie, dans le cadre de la division multinationale sous contrôle français, avec un mois de retard sur le calendrier de l'OTAN, c'est-à-dire à la mi-février au lieu du 15 janvier. Des raisons techniques (des difficultés de transport et l'aménagement des casernes qui doivent accueillir les troupes) ainsi que des considérations politiques et financières expliquent ce retard. Les Italiens et les Portugais doivent s'installer dans le nord de Sarajevo. Pour pallier ce retard, les Français maintiendront plus longtemps que prévu un de leurs trois bataillons de Sarajevo. Avec notamment les 1 500 Espagnols en voie de se déployer, la division de l'IFOR sous contrôle français dépassera les 12 500 hommes.

## Le Tribunal international réclame de l'argent et... les criminels de guerre

LA HAYE

de notre correspondant

40,8 millions de dollars : telle est l'enveloppe réclamée par le Tribunal pénal pour l'ex-Yugoslavie (TPI) pour 1996. Pour l'instant, l'ONU n'a accordé qu'une avance de 7,6 millions jusqu'au 31 mars, tout en demandant au bureau des enquêteurs de revoir à la baisse ses plans de voyages. Si la demande du TPI était honorée, le budget pour 1996 représenterait une augmentation de 44 % par rapport à 1995.

« Nous prévoyons une charge supplémentaire de travail suite aux accords de Dayton », déclare-t-on au TPI, en expliquant que la paix ayant été signée et toutes les parties s'étant engagées à collaborer avec l'instance judiciaire, certains des 52 inculpés devraient être inmanquablement livrés et jugés à La Haye. On n'en est pas là. Le 11 décembre 1995, à la veille de la

signature du traité de paix à Paris, le procureur Richard Goldstone se plaignait encore du manque de collaboration de la Serbie et de « l'administration croato-bosniaque de Mostar ». Or la situation a peu évolué. A ce jour, le seul détenu de la prison de Scheveningen dédiée au TPI reste le Serbe Dusko Tadic, responsable du camp de prisonniers d'Omarska.

Organisme juridique, le TPI n'a pas les moyens de mettre la main sur les individus qu'il accuse. Il doit s'en remettre au bon vouloir des Etats qui les abritent et aux troupes de l'OTAN. « Nous avons fait des propositions. Dans les grandes lignes, un soldat en exercice confronté à un accusé saura comment l'arrêter, quelles formules prononcer, quelle procédure suivre et qui contacter », explique le porte-parole du TPI, Christian Charrier. Le bureau du procureur travaille à la mise à jour des dossiers des in-

culpés. Contenant le maximum d'informations, de descriptions, parfois des photos ou des adresses, ces documents devraient permettre aux troupes en service sur le terrain d'arrêter les suspects.

En fait, l'IFOR ne mène pas de politique active de recherche des inculpés. Les arrestations par les troupes de l'OTAN ne pourront être que le fruit d'un événement fortuit ou d'une imprudence d'un inculpé. Cette question du rôle de l'IFOR a été longuement évoquée lors de la préparation de sa mission. Le compromis trouvé est jugé « acceptable » par Richard Goldstone. Ce dernier fonde ses espoirs non seulement sur l'obligation pour les Etats de l'ex-Yugoslavie de coopérer avec ses services, mais aussi sur le recours possible aux sanctions contre ceux qui manqueraient à leurs obligations.

Alain Franco



# Jorge Sampaio favori de l'élection présidentielle au Portugal

Le candidat socialiste devait l'emporter dimanche

LISBONNE  
de notre envoyé spécial  
« Une campagne sans Mario, c'est plus tout à fait ça ! » Ce peintre de Lisbonne a raison : l'absence de Mario Soares, qui, pratiquement pour la première fois depuis la chute de la dictature salazariste en 1974, n'anime pas une campagne électorale, a rendu bien terne le scrutin du dimanche 14 janvier. La pluie qui tombe depuis plusieurs semaines contribue à la morosité. Dégoulinantes d'eau, les affiches du candidat de droite, Aníbal Cavaco Silva - impeccable comme une gravure de mode déshuée -, montrent l'ancien premier ministre sur fond d'océan et de caravelles voguant vers un avenir radieux : « En Nome de Portugal » (Au nom du Portugal). « Todos » (Tous), répond le slogan du socialiste, Jorge Sampaio. Le communiste, Jerónimo de Sousa, parle de justice sociale et le porte-parole du petit parti d'extrême gauche, Alberto Matos, s'en prend à l'Europe de Maastricht. Peine perdue : ces deux derniers candidats ont décidé de se désister pour le socialiste.

Jorge Sampaio, avocat de cinquante-six ans, avait donc toutes les chances de l'emporter. Même très faible, l'appart des voix des deux « petits » candidats devait être suffisant pour permettre à l'ancien maître de Lisbonne de triompher au premier tour. Certes, son avance - considérable en début de campagne puisqu'il devançait Aníbal Cavaco Silva de 16 points - est revenue à ce pays sage : 4 points selon la dernière estimation, effectuée toutefois avant le retrait des deux candidats de gauche.

Bénédictine de la « Voz da Roseira » qui avait permis aux socialistes d'emporter haut la main aux législatives d'octobre 1995, Sampaio a été aussi servi, dans un premier temps, par les erreurs de Cavaco Silva. L'ancien premier ministre, qui avait paru déserteur lors des élections législatives en abandonnant la direction de son parti, avait tardé à annoncer sa candidature pour la magistrature suprême. Une fois candidat, il donna l'impression de chercher à rattraper le temps perdu en attaquant violemment son adversaire. Grave erreur dans un pays qui a oublié les affrontements dramatiques de la révolution des œillets. Depuis, « Cavaco » tente de se donner une image plus occupée, allant jusqu'à se réclamer de... Mario Soares. Pour lui, un équilibre satisfaisant des pouvoirs voudrait que le palais de Belem soit occupé par un social-démocrate (droite modérée) puisque le premier ministre est socialiste.

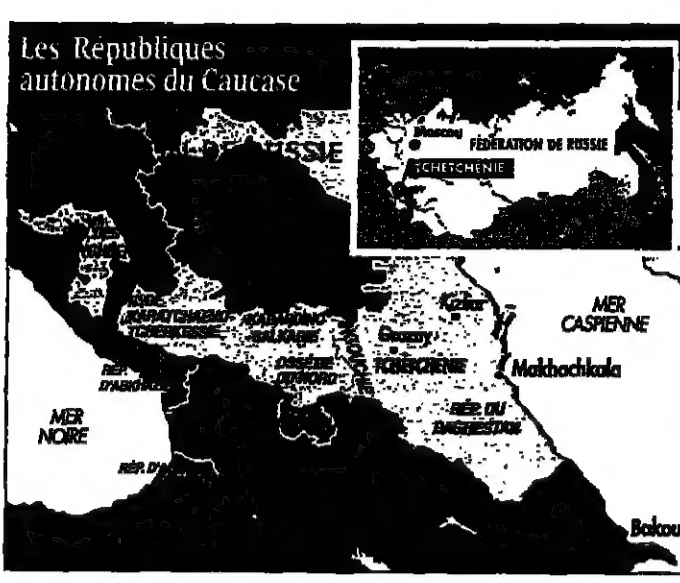
La pluie et l'ombre de Mario Soares n'expliquent pas seules l'atonie de la campagne. « S'il n'y avait véritablement d'affrontement, c'est que tous les Portugais savent bien que, au-delà des questions de

# La guerre en Tchétchénie déstabilise les Républiques voisines

L'afflux de réfugiés tchétchènes fragilise le Daghestan et l'Ingouchie

Le commando tchétchène, qui détient une centaine d'otages depuis son raid, mardi, sur la ville de Kizlar (Daghestan), a libéré huit personnes, vendredi 12 janvier.

Le président russe, Boris Eltsine, a affirmé que « rien n'est plus précieux » que la vie des otages, tout en précisant que « les bandits ne peuvent rester impunis », selon Dokou Zavgayev, le dirigeant prorusse de Tchétchénie, qui s'est entretenu, vendredi, avec M. Eltsine.



La région, et plus particulièrement par le Daghestan et l'Ingouchie, littorales de la Tchétchénie, est énorme. Non contents d'avoir vu à maintes reprises la guerre se porter sur leur territoire depuis un an, ces deux « autonomes », « sujets » de la Fédération de Russie, voient défiler sur leur sol un flot ininterrompu de réfugiés.

PROTESTATIONS  
L'Ingouchie a ainsi recueilli, depuis 1994, plus de cent mille personnes déplacées, qui s'ajoutent aux quarante mille Ingouches venus d'Ossétie du Nord après en avoir été chassés par les conflits interethniques de l'automne 1992. En quatre ans, la population ingouche (163 000) a pratiquement doublé.

Toujours par la crise économique, l'Ingouchie, pourtant transformée dès 1994 en « paradis fiscal » par un décret du président russe, ne doit sa pitre survie qu'au fait que Moscou finance à 97 % son budget. Boris Eltsine y réalisa un de ses meilleurs scores lors de son élection à la présidence de la Russie en juin 1990. C'est à Nazran, la capitale ingouche, que le président russe, grisé par le succès de sa tournée électorale, prononça cette phrase hasardeuse : « Vous voulez la souveraineté ? Prenez-en autant que vous pourrez en ingurgiter ! »

La situation n'est pas très différente au Daghestan voisin. Comme en Ingouchie, les treize mois du conflit russo-tchétchène ont poussé entre soixante mille et quatre-vingt mille personnes à gagner ce petit territoire où une vingtaine d'ethnies différentes cohabitent et où douze langues sont officiellement reconnues. Selon l'organisation Médecins sans frontières (MSF), rien qu'entre le 14 et le

Dans les médias russes, on s'est empressé de décrire les « protestations » sur la place centrale de Makhatchkala, la capitale du Daghestan, au cours desquelles les manifestants ont crié leur mécontentement contre le commando tchétchène. Moustafa Djemilev, chef des Tatars de Crimée, une minorité turcophone installée sur cette presqu'île du sud de l'Ukraine depuis le XIII<sup>e</sup> siècle puis déportée en 1944 dans des conditions atroces, a été un des seuls à défendre l'action des Tchétchènes, qu'il qualifie de « réaction adéquate au terrorisme russe ». Selon lui, « la direction russe cherche à entraîner le peuple daghestanais dans un conflit interethnique ».

Si l'embarquement et la contamination indépendantiste ont pu, jusque-là, être évités au Caucase, le pourrissement de la guerre russo-tchétchène n'en est pas moins une menace sérieuse pour les peuples de la région et pour l'avenir de leurs relations avec la Russie. De fait, plus que les scénarios catastrophes, c'est aujourd'hui l'absence totale de politique nationale de la Russie qui risque d'empêcher encore longtemps cette région et, partant, toute la Fédération russe.

Marie Jégo

Bernard Guetta Géopolitique

Éditions de l'Olivier

# Les socialistes espagnols maintiennent leur soutien à José Barriónuevo

MADRID  
de notre correspondant  
La décision du juge Eduardo Moner, vendredi 12 janvier, de laisser en liberté José Barriónuevo, ancien ministre de l'Intérieur socialiste impliqué dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération), contre le versement d'une caution de 15 millions de pesetas (600 000 francs) marque une nouvelle étape dans ce dossier délicat pour le pouvoir. Pour le moment, ce proche de Felipe Gonzalez, dont l'immunité parlementaire a été levée le 23 novembre 1995, n'est pas encore renvoyé devant les tribunaux mais les indices se sont concrétisés au cours de l'instruction du Tribunal suprême. Son passeport lui a été enlevé et il doit se présenter deux fois par mois devant la justice.

Poursuivi pour détention illégale, détournement de fonds publics et délit de relation avec une bande armée, José Barriónuevo continue de clamer son innocence. Les différentes confrontations, notamment avec d'anciens hauts fonctionnaires de police, ont tou-

jours permis d'étayer les accusations selon lesquelles il avait joué un rôle dans la première action revendiquée par les GAL, l'enlèvement de Segundo Marey, en décembre 1983, au cours duquel les auteurs se sont trompés de cible et ont kidnappé un innocent, qui fut relâché dix jours plus tard. Telle est la principale charge qui pèse contre l'homme qui contrôlait toutes les polices au moment où se produisit la guerre secrète contre l'ETA, et qui est indirectement soupçonné de l'avoir favorisée pour obliger la France à collaborer contre le terrorisme basque.

Ce nouvel épisode judiciaire se produit au moment où Felipe Gonzalez a réaffirmé, jeudi 11 janvier, qu'il « croit en l'innocence et en l'honnêteté de José Barriónuevo et [qu'] il continuera d'apporter le soutien du parti quelle que soit la décision du juge Eduardo Moner ».

Les socialistes, qui estiment que l'ancien ministre continue de bénéficier de la présomption d'innocence, qu'en dépit de son placement en liberté sous caution, aucune charge n'a officiellement

été concrétisée et qu'il n'est même pas sûr que les inculpations de détournement de fonds publics et de délit de relation avec une bande armée soient finalement retenues, pourraient faire figurer l'ancien ministre sur leur liste en vue des élections législatives du 3 mars. Ce qui est considéré comme une véritable provocation par l'opposition.

Toujours est-il qu'un membre du premier gouvernement de Felipe Gonzalez est désormais un peu plus suspect d'avoir joué un rôle dans l'enlèvement programmé d'un activiste basque, Mikel Luján, confondu avec Segundo Marey. Informé de l'erreur, José Barriónuevo aurait ordonné que l'informé soit maintenu séquestré, comme n'ont cessé de le répéter les responsables directs du rapt, de hauts policiers. Quelque temps auparavant, le 18 octobre 1983, quatre policiers avaient été arrêtés en France pour avoir tenté de capturer un autre militant basque, José María Larretxea. Le ministre de l'Intérieur n'avait pas nié l'évidence mais avait prétendu qu'il s'agissait de procéder à un in-

Michel Bole-Richard

Tout ce que l'intelligence informée peut faire briller de raison dans le déboussolement du monde.

Jean Lacouture/Le Nouvel Observateur

Contre les scepticismes et les dégoûts, une célébration de la noblesse du politique. Ce livre sage n'est pas un livre tiède. Jean-Noël Jeanneney/Le Monde

Une démarche qui ne sacrifie guère à l'air du temps. Dominique Vidal/Le Monde Diplomatique

Chez lui le point de vue ne tue jamais l'analyse, bien au contraire. Emmanuelle Bouchez/Télérama

Bernard Guetta est l'un des journalistes les plus talentueux de sa génération. Ce livre permet de constater qu'il eut très souvent raison.

Jean-François Kahn/L'Événement du Jeudi

Guetta donne de la chair aux dépêches, du sens au chaos, il écrit l'Histoire au présent. C'est passionnant.

Jérôme Garcin/Le Provençal

Ses chroniques sont écrites pour être dites, mais c'est à la lecture qu'on en découvre la vraie saveur. Henry Gibier/L'Expansion

330 pages. 130 F

Éditions de l'Olivier



## La Syrie et Israël vont reprendre les négociations avec la participation d'experts militaires

Damas exige toujours que les Israéliens s'engagent à se retirer du plateau du Golan

Après un long entretien, vendredi 12 janvier, à Damas, avec le président Hafez El Assad, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher,

qui effectue sa seizième tournée dans la région, a affirmé qu'« un seul important a été franchi » dans les négociations syro-israéliennes. La Syrie

a donné son accord pour la participation d'experts militaires aux pourparlers, qui doivent reprendre le 24 janvier, près de Washington.

**DAMAS**  
de notre envoyée spéciale  
Jusqu'à quand « la bonne atmosphère et le climat positif » vantés par les Etats-Unis, la Syrie et Israël, pourront-ils masquer le manque de substance des négociations de paix syro-israéliennes ? Pour sa seizième tournée dans la région, et après quatre heures d'entretiens avec le président syrien Hafez El Assad, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, n'a pu que confirmer à Damas, vendredi 12 janvier, la reprise des négociations syro-israéliennes le 24 janvier, à proximité de la capitale américaine, avec, cette fois, la présence d'experts militaires.

Un bien mince succès, dans la mesure où il n'y a rien d' inédit : c'est sur les questions de sécurité – ainsi remises à l'ordre du jour – que les négociations avaient échoué en juin 1995. D'autre part, contrairement à ce qui avait été prévu, M. Christopher, qui s'est ensuite rendu à Tel-Aviv, ne devait pas revenir à Damas et allait regagner Washington directement, après une nouvelle rencontre, samedi, avec le premier ministre israélien, Shimon Pérès, et un entretien avec le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Les nouvelles conversations syro-israéliennes se dérouleront, comme la fois précédente, en deux sessions de trois jours, séparées par un bref temps de réflexion. M. Christopher reviendra vers le 8 février dans la région, pour en évaluer les résultats. Ce ne sont pas les chefs d'état-major des deux pays qui participeront aux négociations, a précisé le secrétaire d'Etat lors d'une conférence de presse organisée sans la présence de son homologue syrien, Farouk El Chareh. « Ce sont des experts militaires qui auront la confiance de leurs chefs » qui iront à Washington, s'est-il contenté de dire.

« Il est encore trop tôt pour dire si nous avons un partenaire à Damas pour faire la paix »

Les deux réunions entre chefs d'état-major syrien et israélien, qui avaient eu lieu en décembre 1994 et juin 1995 à Washington, s'étaient soldées par un échec. Cette nouvelle tournée du secrétaire d'Etat, présentée comme « décisive », semble avoir plutôt été marquée par une retombée de l'euphorie, consécutive à l'accession de

M. Pérès à la tête du gouvernement israélien après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995. « Il est encore trop tôt pour dire si nous avons un partenaire à Damas pour faire la paix », affirmait ainsi, jeudi soir, avant le départ de M. Christopher pour Damas, le chef de la diplomatie israélienne, Ehoud Barak. « Je serais très étonné si nous parvenions à un accord de paix avec la Syrie en 1996, ou même à une déclaration de principes », renchéissait le ministre de l'environnement, Yossi Sarid.

Qualifiant ces propos de « guerre des mots, visant à faire pression sur la Syrie », le quotidien officiel syrien El Baas rétorquait, vendredi, que « lorsque Israël s'engagera à se retirer des territoires occupés [le plateau du Golan] jusqu'aux lignes du 4 juin 1967, la porte des négociations syro-israéliennes sera ouverte. Les tentatives israéliennes d'obtenir de la Syrie des choses qui vont au-delà des bases du processus de paix et des résolutions internationales ne servent pas les négociations », ajoutait l'éditorialiste. Il faisait ainsi référence aux demandes israéliennes de discuter d'ores et déjà d'une large coopération économique ou de l'exploitation des eaux du plateau du Golan.

Selon un responsable américain qui accompagnait M. Christopher, ces sujets ont été abordés, « mais à ce stade, a-t-il dit, nous sommes convenus » qu'il n'était pas « nécessaire » d'élargir le champ de la né-

gociation. Manière discrète de reconnaître que le président El Assad a refusé de discuter en détail, comme le réclame Israël, l'avenir des relations entre les deux pays, alors que le retrait israélien n'est pas officiellement garanti.

En affirmant devant les membres du Parti travailliste que les élections législatives israéliennes, prévues en octobre, pourraient être avancées au 4 juin s'il n'y avait pas de percée avec la Syrie, M. Pérès semble vouloir forcer une décision. Mais pour Damas, la balle est dans le camp israélien et, tout en maintenant sa disponibilité à négocier, le président syrien n'entend pas le faire sous la pression. Il attend de nouveau du parrain américain, fermement impliqué dans la négociation, qu'il obtienne d'Israël un engagement de retrait.

Françoise Chipaux

■ Jacques Chirac a informé, jeudi 11 janvier, le premier ministre israélien, Shimon Pérès – qui se trouvait à Paris pour les obsèques de François Mitterrand –, que la France était prête, « si la demande lui en était faite par l'ensemble des parties », à participer à l'établissement des garanties de sécurité nécessaires entre la Syrie, le Liban et Israël, en cas de signature d'un traité de paix. Selon le porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, l'envoi de troupes françaises n'a pas été évoqué.

## Les rivalités de factions menacent toujours la paix au Liberia

Sept « casques blancs » nigériens ont été tués dans des combats

**ABIDJAN**  
correspondance  
Les factions rivales libériennes, regroupées au sein du gouvernement de transition, se gardent, pour l'heure, de faire des commentaires sur les combats engagés, depuis le 28 décembre 1995 – les plus violents depuis la signature de l'accord de paix en août 1995 – entre la Force inter-africaine d'interposition (Ecomog) et le Mouvement uni de libération (Ullmo-K) du « général » Roosevelt Johnson. Ce dernier affirme que ses hommes « contrôlent entièrement » la ville de Tubmanburg, à 70 kilomètres au nord-ouest de Monrovia. Ce qui signifierait le repli des « casques blancs » d'un axe principal menant à la frontière avec la Sierra Leone.

Incapables de garantir la sécurité des véhicules et des passagers, les « casques blancs » de l'Ecomog continuant d'arrêter, vendredi 12 janvier, tout trafic en direction de la rivière Po, à 30 kilomètres de la capitale. Roosevelt Johnson est soucieux de souligner que, depuis la semaine dernière, les combats ont définitivement cessé. Samedi, les organisations humanitaires espèrent pouvoir reprendre la route de Tubmanburg. Les Nations unies signalent qu'au moins 13 000 personnes ont fui la région. Des témoins affirment que des civils sont utilisés comme boucliers humains par les

combattants de l'Ullmo-K. Un bilan officiel fait état de sept « casques blancs » nigériens tués et de neuf autres disparus. Après les combats, l'Ecomog a suspendu le déploiement de ses « casques blancs » à l'intérieur du pays, préalable impératif au désarmement des factions, prévu par l'accord de paix. L'Ecomog affirme que ses hommes ont été pris à partie par les miliciens du « général » Johnson, mécontents de leur interposition entre eux et le Mouvement uni de libération-branché mandingue (Ullmo-M) dirigé par Alhaji Kromah.

**DIVERS TRAFICS ILLICITES**  
Après avoir cédé beaucoup de terrain à l'Ullmo-M et aux autres factions, l'Ullmo-K s'est vu relégué au second plan dans la composition du gouvernement d'Union nationale, dans lequel M. Johnson n'est actuellement que « ministre du développement rural ». Mais selon lui, c'est le remplacement programmé d'un bataillon nigérien de l'Ecomog, impliqué dans divers trafics illicites, qui a provoqué la colère de ses miliciens : « Les soldats nigériens faisaient du petit commerce dans cette région diamantifère et en partant, ils ont décidé d'approvisionner en munitions les hommes de Kromah pour garder le contact ».

Arrivé au Liberia en août 1990, pour empêcher la prise de la capitale par le Front natio-

nal patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, l'Ecomog, sous la tutelle du Nigeria, avait souvent été accusée de se livrer aux mêmes activités de racket et de pillages que les milices libériennes. En privé, les organisations humanitaires expriment leur crainte de voir le processus de désarmement traîner en longueur. Elles redoutent que les « casques blancs » et les miliciens, qui se côtoient, s'impatientent et commencent à se disputer le droit de « contrôler » les véhicules.

Dans cette affaire, aucun chef de faction n'a ouvertement critiqué Johnson. Chacun se garde de remettre en question son autorité sur ses troupes. La Mission d'observation des Nations unies au Liberia (Monul) espère qu'au moment de rendre leurs armes, les combattants – des enfants pour beaucoup – qui patrouillaient dans les régions excentrées du pays, obéissent effectivement à leurs chefs installés à Monrovia.

Pour sa part, Roosevelt Johnson prétend contrôler « pleinement » ses gens. Il dément, en revanche, que ses combattants aient brièvement occupé la Banque nationale, jeudi, à Monrovia, bien que le gouverneur, limogé la veille et issu de l'Ullmo-K, ait mené personnellement l'assaut.

François Picard

## Le régime chinois confirme son choix d'un panchen-lama « officiel » au Tibet

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Dans le palais d'été du dalaï-lama à Lhassa, le Norbulingka, une fresque dans le style pictural tibétain, s'étalant sur les quatre murs d'une vaste pièce, décrit l'histoire mythologique, spirituelle et politique du royaume des neiges. La dernière scène, de facture récente, montre le dieu-roi tibétain et son second, le panchen-lama, reçus à Pékin par Mao Zedong et la haute direction du nouveau régime qui venait de réimposer la pax sinica au Tibet. Il faut y voir une réédition des quelques visites précédemment rendues au « trône céleste » dans les périodes où les Chinois parvinrent à régner sur le Toit du monde.

La même scène s'est reproduite, vendredi 12 janvier, à Pékin. Les vedettes en étaient, d'une part, le président Jiang Zemin, chef du régime chinois ; d'autre part, le panchen-lama, depuis son exil. On ignore tout de ce qu'il est advenu de cet autre enfant : selon les Tibétains de l'opposition à l'étranger, lui et sa famille au-

raient été emmenés, prisonniers, à Pékin. Le gouvernement chinois se défend d'avoir commis pareil geste, mais il ne fournit pas de preuves. Peut-être s'agit-il encore d'une question de lexique du même ordre que celle qui avait permis à certains de croire que des dissidents – comme Wei Jingsheng, qui vient d'être condamné à quatorze ans de prison – subsistent simplement « une vérification d'identité » quand ils étaient enlevés par la police. La Chine compte beaucoup de non-prisonniers qui sont loin d'être libres.

Il n'en demeure pas moins que la saga de la réincarnation du panchen-lama, dossier éminemment politique, est un « pétard » dangereux dans les mains du régime chinois : l'intransigeance dont il a fait preuve est une arme à double tranchant qui pourrait se retourner contre lui au Tibet, où la population n'avait guère de raison de ne pas entériner le choix du dalaï-lama. Le trait saillant de cette question est qu'au sein du

régime chinois se trouvent des gens qui comprennent le côté désirable et dangereux de cette mise en scène complexe à laquelle se livre la haute direction. Ceux-ci avaient réussi, dans les années 80, à convaincre un secrétaire général du Parti communiste, feu Hu Yaobang, de tenter de sortir la politique tibétaine de Pékin de l'ornière impériale en fustigeant sa propension à « colonialisme ».

Que, dans ces circonstances, les dirigeants actuels se replient ainsi sur des méthodes qui ont engendré à répétition en dix long sur la panne d'imagination frappant le régime à l'heure de la transition politique. L'épisode évoque un précédent historique, valant cette fois-ci pour la Chine elle-même : la dynastie mandchoue, vouée à la faillite, n'avait-elle pas placé sur le « trône céleste », en 1908, son « dernier empereur », Pu Yi, alors à peine âgé de trois ans ?

Francis Deron

## Le ministre de l'agriculture russe a été limogé

MOSCOU. Boris Eltsine a signé vendredi 12 janvier un décret limogant Alexandre Nazartchouk, le ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Il sera remplacé, à titre provisoire, par le vice-ministre en charge de l'agro-alimentaire, Alexandre Zaveroukha. En décembre 1995, ce dernier avait plaidé en faveur de « mesures urgentes et fondamentales » pour « assurer la survie de l'agriculture », après les récoltes catastrophiques de l'année écoulée. Après le remplacement du ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, par Evgueni Primakov et de celui des transports, Vitali Efimov, par Nikolai Tsakh et les départs du responsable des privatisations, Sergueï Beliaev, des ministres Nikolai Travkin et Sergueï Shakhrai, ce changement pourrait traduire de nouvelles concessions faites aux communistes. – (AFP AR)

## Une association marocaine veut lutter contre la banalisation de la corruption

RABAT. Créée, en 1993, pour lutter contre la corruption, l'organisation Transparency International, dont le siège est à Berlin, a fait des émules, pour la première fois, dans le monde arabe. Des intellectuels, des artistes et des hommes d'affaires marocains viennent d'adopter les statuts d'une association nationale, Transparency Maroc (TM). Pour les initiateurs du projet, la lutte contre la corruption entre dans « le cadre du mouvement de défense des droits de l'homme, qui se développe au Maroc » et « répond à une situation grave où l'extension du phénomène de la corruption est devenue une véritable institution ». Cette association, qui devrait avoir, dans les trois mois, l'agrément officiel, a reçu le soutien des principales organisations marocaines de défense des droits de l'homme, convaincues que « leur travail recoupe largement celui de TM ». Dénoncée de tous côtés, la corruption fait perdre, chaque année, des milliards de dirhams au royaume chérifien. Elle est considérée par beaucoup comme « normale ». C'est cette « banalisation » que TM entend combattre. – (Corresp.)

### AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : une pétition lancée le 4 janvier par plusieurs associations féministes et qui a recueilli, en moins d'une semaine, dans la seule ville d'Alger, quelque cinq cent soixante signatures, conteste l'adoption, le 12 décembre, par le Conseil national de transition (CNT), Parlement désigné par le pouvoir, d'un projet gouvernemental approuvant « avec réserves » la convention de l'ONU sur les femmes, jugée discriminatoire.

■ **TUNISIE** : l'avocate Alya Chamari a porté plainte contre X, mercredi 10 janvier, à Tunis, auprès du procureur de la République, pour « abus de pouvoir », « vol » et « violences légères ». L'assée de la surveillance policière « incessante » dont elle dit faire l'objet, M<sup>me</sup> Chamari, déjà privée de passeport, avait décidé de prendre en photo ses trois « anges gardiens » – qui n'hésitent pas, assure-t-elle, à la suivre « jusque dans le prétoire ». Au sortir du tribunal, ses derniers ont alors brutalisé l'avocate, lui arrachant son appareil photo avant de prendre la fuite.

### PROCHE-ORIENT

■ **BAHREIN** : pour la deuxième fois en une semaine, les forces anti-émirales ont été des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser les fidèles près d'une mosquée chiite, vendredi 12 janvier, à Manama, faisant plusieurs blessés, selon l'opposition. Plusieurs personnes ont été arrêtées, dont un dignitaire, cheikh Jasssem El Khayat. – (AFP)

■ **IRAK** : une mission d'information de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, conduite par Jean-Bernard Raimond, ancien ministre des affaires étrangères, se rendra en Irak du 15 au 23 janvier pour « apprécier la situation du point de vue politique et humanitaire ».

### EUROPE

■ **TURQUIE** : un député grièvement blessé lors de la récente mutinerie dans une prison d'Istanbul a succombé à ses blessures jeudi 11 janvier. Le décès de Gültekin Bayhan porte à quatre le nombre de détenus morts à la suite de la répression de la mutinerie dans la prison d'Umraniye, début janvier. – (AFP)

■ **ALLEMAGNE** : le nouveau Sénat de Berlin (exécutif municipal) a été constitué, vendredi 12 janvier. La CDU et le SPD se sont entendus pour reconduire leur « grande coalition », qui continuera à être dirigée par le bourgmestre actuel Eberhard Diepgen (CDU). Par ailleurs, toujours à Berlin, le libéral de droite Alexander von Stohr, proche des idées du nationaliste autrichien Jörg Haider, a échoué lors d'un vote qui aurait pu lui permettre de prendre la direction du FDP de la capitale allemande. – (Corresp.)

■ **POLOGNE** : la France est convaincue que le Pologne figurera parmi les premiers ex-pays socialistes à adhérer à l'Union européenne (UE), a indiqué, jeudi 11 janvier à Paris, le nouveau président polonais, Alexandre Kwasniewski, à l'issue de sa rencontre avec Jacques Chirac. Estimant que la date d'adhésion à l'UE est « plus proche qu'il n'y paraît », M. Kwasniewski a souligné que son premier déplacement officiel à l'étranger, en Allemagne et en France, visait à « démontrer que les orientations stratégiques de la Pologne depuis 1989 ne changent pas ».

■ **BULGARIE** : deux ministres ont présenté leur démission vendredi 12 janvier, celui du commerce, Kiril Tsotchev, et celui de l'agriculture, Vassil Tchitchibaba. Leur décision intervient en pleine crise parlementaire, liée à l'actuelle pénurie de blé. – (AFP)

### AMÉRIQUES

■ **CANADA** : le souverainiste Lucien Bouchard est assuré de succéder à Jacques Parizeau à la tête du Parti québécois (PQ), puis à celle du gouvernement de la province. Aucun autre membre du PQ n'ayant posé sa candidature contre M. Bouchard avant l'expiration du délai, jeudi 11 janvier à minuit, il devrait être officiellement proclamé président du parti le 27 janvier lors d'un conseil national. – (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS - MEXIQUE** : le ministre mexicain des affaires étrangères a protesté, vendredi 12 janvier, contre la possible participation de militaires américains à la surveillance de la frontière commune pour lutter contre l'immigration clandestine vers les Etats-Unis. – (AFP)

### ASIE

■ **BIRMANIE** : Reporters sans frontières s'inquiète du sort de deux journalistes incarcérés à la prison d'Insein de Rangoun, Myo Myint Nyein et Win Tin. Selon l'organisation de défense de la liberté de la presse, les deux journalistes sont soumis à de mauvais traitements en représailles à un courrier qu'ils ont fait parvenir aux Nations unies. Par ailleurs, les épouses de trente-six prisonniers politiques ont envoyé une lettre à la junte lui demandant de faire cesser les violations des droits de l'homme à la prison d'Insein. – (AFP)

■ **INDONÉSIE** : l'armée a libéré onze des vingt-quatre otages enlevés par un commando indépendantiste dans la province d'Irian Jaya (est de l'archipel) a annoncé, samedi 13 janvier, une source militaire. Les otages libérés sont sains et saufs mais qu'il ignore si l'opération a fait des victimes. – (AFP)



150

VIENT  
DE PARAÎTRE

• NI GUERRE NI PAIX AU CAUCASE — Pages 4 et 5

# LE MONDE diplomatique

Vers un univers  
de l'incommunication ?  
Par EDUARDO GALEANO

LA GRANDE RÉVOLTE FRANÇAISE CONTRE L'EUROPE LIBÉRALE

Quand la société  
dit « non »

## L'espoir

Par IGNACIO RAMONET

PAR leur formidable dévotion, les Français ont collectivement...  
Le monde diplomatique...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...

« C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale... »  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...  
C'est de France qu'est venu le premier coup de semence sérieux contre l'Europe libérale...

JANVIER  
1996

## CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

### FRANCE

La grande révolte contre l'Europe libérale  
(Christian de Brie, Dominique Vidal, Paul-Marie Colteaux, Jacques Decornoy, Asdrad Torrés, Christian Barrère, Serge Halimi, Claude Julien, Philippe Videllier, John Berger, George Ross, Michel Dreyfus, Edgar Pisani).

### OTAN

Le retour honteux de la France (Paul-Marie de la Gorce).

### BOSNIE

La paix sans la démocratie (Svebor Dizdarevic).

### AFRIQUE DE L'OUEST

Les ravages des abcès régionaux (Philippe Leymarie, Michel Galy, Thierry Cruvellier, Jean-Claude Marut).

### DÉSORDRE INTERNATIONAL

La difficile organisation du monde (Zaki Laidi, Monique Chemillier-Gendreau, Eduardo Galeano).

### COMMUNICATION

Orlando, ville hypercâblée (Yves Eudes).

## Également au sommaire

- URUGUAY : Montevideo cherche sa place au sein du Mercosur.
- POLOGNE : Le paysage politique se recompose.
- INDE : A Poona, la culture locale fait front.
- PAKISTAN : Karachi, une île à la dérive.
- PARADIS FISCAUX : Les confettis de l'Europe dans le grand casino planétaire.
- NOUVELLE : « Voyage dans la nuit », de Ken Saro-Wiwa.

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX  
22 F

e-trois  
sa fon-  
abond,  
t à di-  
ue Es-  
ur, La  
par les  
mpide,  
s à un  
lité à  
ie, Ca-  
la lit-  
tenue  
de ses

entre  
o, di-  
gé de  
avait  
, où il  
ouve-  
ourné  
posé  
ième,  
es ex-  
ateur  
très  
icem-  
r des  
mer-  
bjets

ist. Il y  
par, le  
de la  
le pro-  
prié  
hens. Il  
stif au

UR  
r des  
lan-  
de  
ar de  
étrus  
cède  
dont  
le

labre),  
clési-  
i. Il est  
ache-  
t, puis  
ciorat  
moire  
té du  
moell

base  
en en  
hudi  
Dau-  
drait  
eur),  
ther

temu  
mité  
cité  
aire  
hité

ario  
x et  
de  
sou-  
du

me  
de-  
le  
le  
en-  
bre  
à 30  
ré-  
en



## FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JANVIER 1996

**TRÈVE** Entamant une visite de deux jours en Corse, d'abord à Bastia puis à Ajaccio, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, a affirmé que « le devoir du gouvernement » est

« d'écouter et d'être attentif à tout et à tous ». ● **AU LENDEMAIN** de l'annonce par le FLNC-canal historique, l'une des principales organisations nationalistes de l'île, d'une

suspension conditionnelle de ses actions militaires pendant trois mois, M. Debré a estimé que s'était peut-être ouvert, même s'il est « fragile », « l'espace nécessaire à la discussion et au dialogue ».

● **ALORS** QUE le ministre a affirmé que « l'Etat demeurera en Corse comme la Corse restera dans la France », un élu nationaliste a noté qu'« il y a vo-

lonté de dialogue ». Certains élus nationalistes se satisfont d'institutions comparables à celles que prévoit le projet de nouveau statut de la Polynésie.

# Jean-Louis Debré propose un dialogue à l'ensemble des élus corses

Au lendemain de la trêve conditionnelle de trois mois annoncée par le FLNC-canal historique, le ministre de l'intérieur, en visite de deux jours dans l'île, juge que « l'espace nécessaire à la discussion » s'est peut-être ouvert

**AJACCIO**  
de notre correspondant  
« La Corse est à la croisée des chemins », en tout cas « à une heure grave de sa longue histoire tourmentée où son destin va basculer d'un côté ou de l'autre ». C'est par ces mots que Jean-Louis Debré, le ministre de l'intérieur, a commencé le discours qu'il a prononcé, vendredi 12 janvier en fin d'après-midi, à la préfecture d'Ajaccio, devant des centaines d'élus et de personnalités représentatives de l'île. Un constat qui, d'entrée de jeu, a paru à beaucoup excessif, tant il est vrai qu'il n'a pas précisé sa pensée en définissant les deux volets de l'alternative. Mais il est vrai aussi que « la longue histoire tourmentée » de la Corse pourrait témoigner que son destin a souvent basculé et qu'après tout l'avenir n'est pas nécessairement apocalyptique.

Pourtant, le tableau brossé par Jean-Louis Debré, qui a commencé sa visite de deux jours en Corse par des entretiens, le matin, à Bastia, est extrêmement sombre. On tue, on vole, on rackette, on plastique, on bafoue la loi chaque jour et chaque nuit, et, selon le ministre, « le silence (...) empêche de donner aux enquêtes policières les suites judiciaires qu'elles appellent pourtant ». L'économie est exsangue (le Monde du 13 janvier). En août 1995, en recevant des parlementaires corses, M. Debré avait exprimé sa volonté de « conduire dans la clarté et la transparence » les discussions relatives aux problèmes de l'île. Il n'empêche que « le devoir du gouvernement est aussi d'écouter et d'être attentif à tout et à tous ». La matinée du samedi 13 janvier devait précisément être consacrée à des entretiens avec les représen-

tants des dix groupes politiques qui composent l'Assemblée de Corse. « Ce dialogue sera naturellement, pour ceux qui le souhaitent, prolongé bien au-delà de cette simple journée, ici ou ailleurs, mais en dehors de toute volonté de dissimuler », a-t-il précisé. La question qui se pose est de savoir qui - et par quelles voies pratiques - est disposé à prolonger ce dialogue, et surtout pour aboutir à quoi, dans quels délais.

**LES VOIES DE RÉFORME**  
Quelles sont les voies possibles de réforme ? Sur les institutions, le ministre de l'intérieur renvoie la balle dans le camp de l'Assemblée de Corse. Il ne s'opposera pas à certaines « améliorations », bien que la loi de 1991 ait « poussé très loin le particularisme corse ». Il ne voit pas d'obstacles à une réflexion sur la suppression récla-

mée par le FLNC-canal historique et sa vitrine légale, Corsica Nazionale, des deux départements et de leurs conseils généraux, mais c'est là un débat national dans le cadre de la future réforme de l'Etat. La reconnaissance du peuple corse ? Il n'en parlera pas, sauf à inviter ses interlocuteurs à préférer « l'approche concrète et technique » aux « débats idéologiques et conflictuels », surtout lorsque leur issue est « incertaine, parce que en dehors des certitudes constitutionnelles ». Le Conseil constitutionnel, en effet, avait, en 1992, annulé l'article premier de la loi Joxe reconnaissant le peuple corse.

Pour le reste, le ministre de l'intérieur a déclaré à Ajaccio que la place à donner à la langue et à la culture corses est d'abord l'affaire des Corses eux-mêmes, l'Etat étant toutefois décidé à « une démarche dégagée de toute incompréhension ». Il demande en outre au préfet de Corse, dans les trois mois, de rédiger un rapport sur l'état de la consommation des crédits publics.

**RÉACTIONS PRUDENTES**  
M. Debré n'a pas écarté l'idée d'améliorer le statut fiscal de 1983, complété en 1995, ni le soutien à des propositions émanant des responsables insulaires tendant à demander à la Commission européenne des mesures dérogatoires. Il a enfin défini un objectif commun à toutes les parties en cause : « dans le cadre d'un dialogue loyal et approfondi » : l'organisation d'un minimum de services maritimes à assurer en toutes circonstances pour le fret et les voyageurs, qualifiant cette garantie de « point majeur de leur action ». Sur tous les dos-

## « L'Etat demeurera en Corse comme la Corse restera dans la France »

**DANS SON DISCOURS** à Ajaccio, Jean-Louis Debré a déclaré : « Ce ne sont pas les moyens qui manquent à l'Etat en Corse, ni en hommes, ni en crédits, car ils sont plus importants ici que partout ailleurs sur le continent. Ce qui manque, c'est la possibilité (...) d'utiliser efficacement ces moyens, y compris juridiques, dans le contexte d'une société jadis culturellement et socialement structurée et qui, aujourd'hui, se délite tragiquement sous l'influence des grands phénomènes contemporains. » « Je ne suis pas venu pour porter un jugement lointain ou récent sur les responsabilités respectives », a-t-il ajouté, en précisant « avoir compris le désarroi qui monte de toutes parts ».

« L'Etat demeurera en Corse comme la Corse restera dans la France. Aucun espoir de développement de l'île n'est concevable sans le rétablissement parallèle du respect des lois. Il y faudra de grands efforts de la part de tous, de l'Etat comme des Corses. » M. Debré a précisé qu'il avait donné des instructions « pour que la criminalité sous toutes ses formes soit combattue avec la plus extrême rigueur ». Mais « c'est dans l'apaisement progressif et, un jour, je l'espère, au bout du chemin, dans la réconciliation de la Corse avec elle-même à travers le débat légitime, dans le respect des lois de la République, que cette politique trouvera son aboutissement ».

« Oui, j'ai le sentiment profond qu'aujourd'hui s'est peut-être ouvert, même s'il est fragile, l'espace nécessaire à la discussion et au dialogue, qui nous permettrait d'aborder à nouveau et de façon constructive les trois grands chapitres qui correspondent aux dossiers de fond dont dépend l'avenir de la Corse : les institutions, la culture, l'économie et donc l'emploi et le développement social. » M. Debré a donné « des instructions fermes » pour que « les demandes de réajustement des dettes fiscales et sociales soient examinées et satisfaites en fonction des besoins des entreprises, et ce dans les plus brefs délais ».

## Entre solution « polynésienne » et exemple « calédonien »

**STATUT polynésien**, ou scénario calédonien ? Les références à la France d'outre-mer font florès ces temps-ci en Corse. Les nationalistes de la Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique, demandent pour la Corse un statut de territoire d'outre-mer, dans le cadre de l'article 74 de la Constitution. Mais, bien qu'ils n'y fassent pas référence publiquement, les membres de cette organisation se satisfont sans doute d'institutions comparables à celles que prévoit le projet de nouveau statut de la Polynésie adopté par le conseil des ministres le 20 décembre 1995. Ce texte, taillé sur mesure pour le président RPR du gouvernement territorial, Gaston Flosse, renforce l'autonomie de la Polynésie et prévoit un bilinguisme officiel.

Un autre archipel français du Pacifique, la Nouvelle-Calédonie, est aussi évoqué dans les conversations politiques. José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud, aussi bien que Dominique Bianchi, président du groupe MPA (vitrine légale du FLNC-canal habituel) de l'Assemblée de Corse, évoquent l'hypothèse d'une solution « calédonienne », en référence aux accords de Matignon de 1988 qui ont ramené la paix sur le Caillou. En somme, un médiateur aurait pour mission de préparer une réunion entre l'Etat, les élus traditionnels et

les nationalistes, afin de dessiner l'avenir de l'île. Cela suppose, notamment, que la tension soit retombée entre les groupes nationalistes rivaux.

Le problème de la « reconnaissance du peuple corse » se poserait alors de nouveau. Dans sa récente conférence de presse clandestine, le FLNC-canal historique a fait de cette reconnaissance un « préalable » à toute solution durable. Mais Dominique Bianchi, représentant d'un MPA pourtant plus modéré que la Cuncolta, fait état de la même exigence. Or le Conseil constitutionnel a définitivement écarté toute mention de ce type dans la Constitution. Les nationalistes des deux groupes actuellement rivaux se satisfont-ils d'une autre solution ? Ou bien exigeraient-ils une réforme de la Constitution, ce qui reviendrait, de nouveau, à bloquer le processus ?

Autre question épineuse : le sort des groupes clandestins. M. Rossi fait du dépôt des armes un préalable à toute discussion. M. Bianchi redoute, lui, que l'autodissolution des groupes clandestins encore en activité ne soit qu'un « remède pire que le mal », qui ouvrirait la voie à la « multiplication de groupuscules clandestins », si cette autodissolution intervenait avant qu'une solution politique ne soit dégagée.

**Jusqu'au 22 janvier**  
*Si vous rêviez de changer de voiture, c'est le moment de faire un vœu.*



**AX à partir de 43400 F\***  
avec 6000 F d'économie Citroën et l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez.

Offrez-vous une **AX**  
à partir de  
**30 F** par jour  
avec 6000 F d'économie Citroën.

**ZX à partir de 59100 F\***  
avec 8000 F d'économie Citroën et l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez.



**Xantia à partir de 92400 F\***  
avec 8000 F d'économie Citroën et l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez.

**Citroën Evasion à partir de 125900 F\***  
avec 15000 F d'économie Citroën et l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez.



*En janvier chez Citroën, votre vœu le plus cher est au prix le plus bas.*

CITROËN pour TOTAL

2015 CITROËN L237 mm \*Offres non cumulables, réservées aux particuliers pour l'achat d'un véhicule neuf disponible dans les points de vente participants. Tarif conseillé du 2-01-96 A.S. 9%.

**CITROËN**

Portes ouvertes le week-end du 13 janvier

مركز من لاجل



## Ville-test du mécontentement social, Marseille se rebiffe

Après plus d'un mois de grève, les tramonts viennent de remporter une nette victoire

Dans une ville frappée par la crise, les manifestations de décembre 1995 ont drainé d'autant plus de monde que les syndicats ont présenté un

front unitaire. Née de ce mouvement, la longue grève des conducteurs de bus marseillais s'est soldée par la suppression des différences de

traitement entre les salariés. Dans ce contexte, alors que le secteur public continue de s'agiter, le mouvement social ne semble pas près de finir.

### MARSEILLE

de notre envoyée spéciale  
Lundi 8 janvier, quelques centaines de tramonts défilent, une fois encore, sur la Canebière, mine tendue et fatiguée en ce trentième jour de grève. Le lendemain, c'est au tour des gaziers d'EDF de manifester, aux côtés des mineurs de Gardanne, devant le conseil régional. Les protestataires marqueront la journée de plusieurs coupures de courant. Le 10, les salariés du centre des transports postaux mettent, eux, fin à une lutte, commencée le 4 décembre 1995, en faveur de la titularisation de cinq auxiliaires. Ils ont gagné.

A Marseille, une effervescence diffuse a succédé à la gigantesque fête du mardi 12 décembre, qui a vu défilier plus de 100 000 personnes dans les rues, sous les applaudissements des riverains. Par l'ampleur de sa mobilisation, la ville est apparue alors comme une sorte de tête de pont du mécontentement français. Parce que le mouvement social n'en finit pas et parce qu'il marque ici des points, elle est en passe de se muer en test pour le gouvernement. Aussi la visite du premier ministre, pour présenter, jeudi 18 janvier, son Plan national d'intégration urbaine, est-elle attendue avec gourmandise par les organisations syndicales, fortes de leur unité toute neuve et d'un regain d'adhésions.

« Tous ensemble » : ce slogan simple est un peu court pour comprendre une telle lame de fond. Mais il résonne à l'occasion du moindre rassemblement depuis l'imposante manifestation de la fonction publique, le 10 octobre 1995. « Ici existe une solidarité que l'on ne retrouve pas ailleurs, dit Gérard Dossuto, secrétaire général de Force ouvrière dans les Bouches-du-Rhône. Les mouvements y ont une autre dimension, mais aussi d'autres réussites. » Justement, la victoire des salariés des transports marseillais (RTM) fera date (Le Monde du 13 janvier). Très unis malgré leurs quatorze organisations syndicales, ces derniers ont obtenu la suppression des différences de traitement entre les anciens et les nouveaux embauchés et ils ont décroché une augmentation substantielle des salaires pour tous.

Né du mouvement de novembre-décembre 1995, ce conflit a pris un caractère exemplaire. Dans un premier temps, Jean-

Claude Gaudin avait reconnu devant le conseil municipal que deux statuts ne pouvaient durablement coexister et avait proposé une enveloppe financière correcte pour y remédier, raconte Guy Hiermer (PCF), maire d'arrondissement dans le secteur nord de Marseille. Puis le ministre l'a emporté sur le maire. Il a durci sa position, probablement par cohésion gouvernementale. A la direction de la CFDT, comme à celle de la CGT, on brandit un éditorial de Franz-Olivier Giesbert dans Le Figaro du 5 janvier à l'appui de cette thèse. Puis qu'il y apparaissait clairement que la RTM faisait figure de « laboratoire » national, que le bras de fer était même devenu « un conflit droite-gauche classique », à en croire Lucien Weygand (PS), président du conseil général, la tension est inéluctablement montée durant le week-end suivant, émaillé d'incidents violents avec les forces de l'ordre. Le lundi, il a bien fallu négocier.

### CÔTE À CÔTE

« Tout le monde s'attend à ce que l'agitation redémarre », constate Robert Manchertin, sans être contredit. Cet historien, spécialiste du mouvement ouvrier dans la cité phocéenne, voit dans les événements récents une sorte de répétition inversée des grandes grèves de 1947. Ces dernières avaient été marquées par la scission très dure de FO de la CGT. Selon lui, « aujourd'hui, plus aucune raison objective ne s'oppose à une recomposition syndicale ». Déjà, à la CFDT, règne l'émiettement. Le secrétaire départemental, Gilles Marcel, ne comprend pas l'attitude de sa direction. Dans les Bouches-du-Rhône, où la confédération est encore une nouvelle venue, elle menait les manifestations aux côtés de la CGT, avant que FO ne l'en déloge. Depuis, M. Marcel observe ce rapprochement inédit.

Avant de se serrer ostensiblement la main en tête du cortège du 12 décembre, les leaders départementaux de la CGT et de FO ne s'étaient jamais rencontrés, disent-ils. Tous deux ont fait aboutir ce jour-là un curieux flirt, au cours duquel leurs troupes se sont d'abord croisées avec courtoisie, puis ont terminé ensemble des manifestations disjointes, avant de marcher côte à côte. Si chacun souligne la « loyauté » de l'autre, aucun ne veut parler de réconciliation. N'empêche, « fou qui ferait le

délicat, note Marcel Carbasse, responsable de l'union départementale CGT. Avec une telle mobilisation, la base nous aurait reproché de ne pas réaliser l'unité. »

Pour lui, avec le feuillet des mineurs, des dockers, les longues luites font partie du paysage social des Bouches-du-Rhône. Elles ont non seulement préparé les militants au « tous ensemble » des actions intersyndicales, mais aussi à la prise en compte des chômeurs depuis que « La Ciotat a été casée ». Le camion-sonde de ces chantiers-là, fermé depuis 1988, roulait encore en tête des manifestations de décembre. Les comités de chômeurs CGT, qui se battaient pour leur prime de fin d'année, ont contribué à occuper les rues d'une cité où près d'un cinquième de la population active n'a pas d'emploi.

« C'est une ville très politisée, qui souffre énormément, se sent maltraitée », reprend en écho M. Weygand, du haut du somptueux hôtel du conseil général. Dans le registre de la deuxième ville de France, mal aimée de la capitale, les propos des dirigeants locaux reviennent en

leitmotiv : Marseille-la-rebelle, bouillante comme des supporters de l'OM, serait victime de clichés éculés. Et chacun de certifier, au final, l'authenticité de ses origines provençales en gage de sa loyauté.

Renand Muselier (RPR), premier adjoint au maire, n'échappe pas à cette habitude. La différence tient dans sa sobre analyse du mouvement social : « Les manifestants étaient majoritairement des fonctionnaires gagnant de 6 000 à 10 000 francs par mois. Or ici, nous en avons beaucoup. » Il est vrai qu'avec un tissu industriel qui ne cesse de s'effiloche, Marseille pourrait s'apparenter à une grosse cité hospitalo-administrative. M. Muselier mise sur le projet de centre d'affaires Euroméditerranée pour redresser la barre et « créer 5 000 emplois ». C'est promis, à l'occasion de la Coupe du monde de football 1998, la ville formera 30 millions de télé spectateurs potentiels de ses atouts. Reste, d'ici là, à en convaincre les Marseillais.

Martine Valo

## Protection sociale : report du débat patronat-syndicats

Malgré les réserves des centrales, Jean Gandois juge nécessaire une rencontre pour empêcher l'Etat de « se réapproprier le dialogue social »

LE PRÉSIDENT DU CNPF, Jean Gandois, a écrit le 13 janvier aux cinq organisations syndicales qu'il lui semblait « préférable d'ajourner » la réunion qui devait être consacrée à la protection sociale, le vendredi 19 janvier. Il avait adressé, le 29 décembre, une lettre aux syndicats pour leur demander s'ils souhaitaient le maintien de cette réunion après le sommet de Matignon et la mise en place du plan Juppé destiné à redresser la Sécurité sociale. Il se disait « vif partisan du dialogue » et souhaitait « examiner si [nous] avons des idées communes pour renforcer le rôle des partenaires sociaux dans la gestion de certaines branches du régime général de la Sécurité sociale ». En fait, M. Gandois voulait reformer un front commun avec les syndicats face à l'Etat qui avait manifesté, à l'occasion de la crise de décembre, son désir « apparent de se réapproprier le dialogue social au détriment des relations directes entre les partenaires sociaux ».

Les séquelles de la crise et la mise en place accélérée des ordonnances ont déçu ses espoirs. Plus

sieurs syndicats considèrent que le plan Juppé est trop avancé pour qu'il soit utile d'en débattre avec le patronat. C'est le cas notamment de la CFDT et de la CGC. Forte ouvrière, la CGT et la CFTC se seraient rendues sans enthousiasme et avec un autre ordre du jour à cette table ronde à laquelle ils ne croyaient guère.

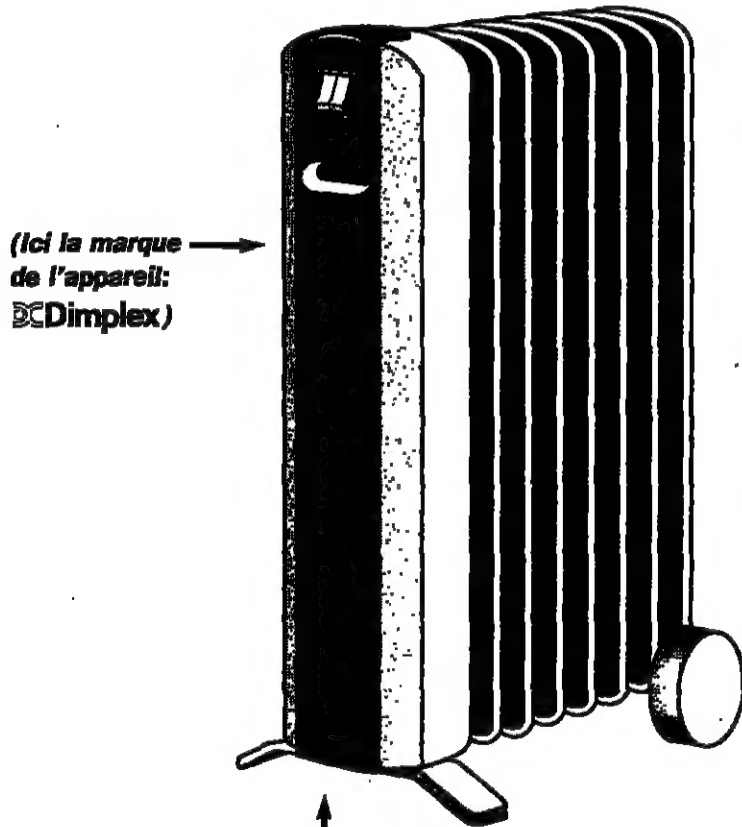
Devant cette réserve syndicale, M. Gandois a préféré reporter la réunion, mais il ne désarme pas. Il compte prendre « prochainement contact » avec ses partenaires habituels pour fixer une date et arrêter un ordre du jour. En effet, il lui faut empêcher que l'Etat ne vienne jouer les trouble-fête dans le dialogue social et ne décide de mesures coûteuses pour les entreprises. La reprise des discussions avec les syndicats lui est indispensable et notamment dans les domaines où le gouvernement pourrait être tenté d'intervenir, le chômage des jeunes et, bien sûr, la réduction du temps de travail, entre autres.

AL F.

## COMMUNICATION TRES IMPORTANTE

SI VOUS POSSEDEZ UN RADIATEUR BAIN D'HUILE Dimplex DE LA SERIE "CR" SUIVANT LE DESSIN CI-DESSOUS, CETTE ANNONCE VOUS CONCERNE.

Rappel immédiat de tous les radiateurs à bain d'huile Dimplex de la série "CR" achetés depuis le 1er Septembre 1995



Dans certains cas, ces radiateurs à bain d'huile peuvent présenter un risque pour la sécurité des utilisateurs (dégagement de fumée ou de flammes). Si vous êtes possesseur de l'un de ces appareils veuillez SVP:

- Ne plus utiliser et débrancher votre appareil immédiatement.
- Téléphoner à notre service consommateurs, du Lundi au Vendredi au (16) 32.25.33.03, qui vous communiquera, de 8h30 à 17h30, la procédure de reprise et de remboursement de votre radiateur.
- Si vous êtes dans l'impossibilité de téléphoner, nous vous remercions de bien vouloir nous écrire: Dimplex Service Consommateurs, BP 328, 27403 Louviers Cedex.

Acceptez toutes nos excuses pour la gêne que nous vous apportons. Notre seul souci est la totale satisfaction de nos clients, à travers des produits que nous fabriquons et commercialisons.

Dimplex

## Jacques Chirac et Alain Juppé en hausse dans les sondages

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE enregistre une hausse de 10 points des « bonnes opinions » en un mois, d'après le sondage CSA-Le Parisien réalisé les 10 et 11 janvier, après ses vœux aux Français et son hommage à François Mitterrand. La cote du chef de l'Etat reste cependant négative : seules 44 % des 1 002 personnes interrogées disent avoir une « plutôt bonne opinion ». Le premier ministre, Alain Juppé, gagne 5 points et affiche un score de 35 % de bonnes opinions. D'après ce baromètre mensuel, tous les dirigeants politiques profitent de cette embellie, à l'exception de Jean-Marie Le Pen, président du FN, qui perd 2 points (14 % de bonnes opinions), et de Robert Hue, secrétaire national du PC. Ce sondage confirme la tendance enregistrée par le baromètre mensuel Louis-Harris-Valeurs actuelles, réalisé le 4 janvier (auprès d'un échantillon de 1 006 personnes) : M. Chirac gagnait 13 points d'approbation de son action (41 % contre 28 % en décembre), et M. Juppé 7 points (34 % contre 27 %).

### DEPÊCHES

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : une première réunion entre indépendantistes du FLNKS et anti-indépendantistes du RPCR, destinée à dégager une solution consensuelle sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, a eu lieu le 11 janvier à Nouméa. Selon un communiqué commun, elle a permis aux deux délégations de faire « ensemble le constat de divergences » et de « mesurer le risque d'échec » de ces discussions. Une nouvelle réunion est prévue le 15 janvier. (Corresp.)

■ PARLEMENTAIRES : Alain Juppé a convié les présidents de groupe de la majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat pour un déjeuner, mardi 16 janvier, à l'occasion de la reprise des travaux parlementaires. Le premier ministre recevra le lendemain à l'hôtel Matignon députés et sénateurs du RPR et de l'UDF, à qui il adressera quelques mots. La presse est conviée à cette rencontre.

■ EMPLOI : les contrats à durée déterminée (CDD) ont presque doublé entre mars 1994 et septembre 1995, indique une enquête de l'INSEE publiée le 12 janvier. Ces emplois précaires représentent l'essentiel de la progression de l'emploi, qui a augmenté de 647 000, en glissement annuel, durant cette période. Le nombre des CDD a dépassé le million en septembre 1995, avec 1 024 millions de contrats (en données brutes). En septembre 1994, on dénombrait 944 000 contrats. De mars 1994 à septembre 1995, les CDD ont progressé de 410 000.

e-trois  
sa fon-  
t à di-  
ue Es-  
ur, La  
par les  
mpide,  
s à un  
ilité à  
ne, Ca-  
la lit-  
tenue  
de ses

entre  
o, di-  
gé de  
avait  
où il  
ouve-  
ourné  
posé  
lerme,  
es ex-  
teur  
: très  
cém-  
re des  
mber-  
jets

si, il y  
part, le  
de la  
le ppe-  
a pour  
hors, il  
stus au

UR  
r des  
i jan-  
ré de  
ar de  
etins  
cède  
dont  
le

serai,  
dém-  
« Il est  
nich-  
A puis  
stout  
staire  
té du  
muel

thèse  
si en  
lundi  
Dau-  
éait  
supr,  
ther

leu  
nté  
aire  
bâ-  
rie  
t et  
de  
ses-  
du

me  
de-  
le  
la-  
cr-  
bre  
e à  
vo-  
ré-  
or-  
et



**JUSTICE** Dans une étude sur le coût du crime, le Centre de recherches sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) souligne l'importance de la délinquance en col

blanc. ● EN 1991, la fraude fiscale représentait une perte de recettes de près de 138 milliards de francs, soit l'équivalent du déficit budgétaire de cette même année. Le coût de la dé-

linquance économique et financière est évalué à environ 6 milliards de francs, soit la double de celui des vols. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, Yves Mény, professeur de

science politique à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur du Centre Robert-Schuman, estime que les élites politiques françaises n'ont pas tiré la leçon des

affaires. «Aucun des mécanismes qui sont à la racine du problème français du conflit d'intérêts n'a été modifié», déclare l'auteur de *La Corruption de la République*.

## L'essentiel du coût de la criminalité est dû à la délinquance financière

Une étude pointe le poids grandissant de délits souvent « invisibles » face auxquels la justice est peu armée. Les fraudeurs du fisc, tout comme les escrocs en col blanc, pèsent des dizaines de milliards de francs, loin devant les cambrieurs

DEPUIS le début des années 70, le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) évalue tous les ans le coût de la délinquance. Cette démarche, exclusivement financière, n'épuise pas le débat sur la criminalité : elle ne s'attarde ni sur la gravité de l'acte délinquant ni sur la condamnation morale qui s'y attache. Mais elle permet de mettre en lumière des criminalités « invisibles » qui se révèlent très coûteuses pour la collectivité, comme la fraude fiscale ou la délinquance économique et financière. « L'usage, note le Cesdip, veut que, pour mesurer l'ampleur du phénomène criminel, on s'appuie sur des statistiques d'affaires ou d'auteurs d'infractions, ce qui conduit à surestimer l'importance de la petite délinquance traditionnelle et à fortement minimiser la criminalité financière et d'imprudence. La pondération monétaire fait apparaître une image différente du phénomène criminel. »

Cette comptabilité du crime permet ainsi de mettre en valeur l'importance de la fraude fiscale. Cette délinquance, qui entraîne peu de réprobation sociale, constitue – et de très loin – la criminalité la plus coûteuse de France. En 1991, elle a entraîné une perte



La fraude fiscale est, de loin, la criminalité la plus coûteuse pour la collectivité. En 1991, elle s'élevait à près de 138 milliards de francs, soit l'équivalent du déficit budgétaire de la France (131 milliards de francs).

d'environ 138 milliards de francs pour la collectivité. « Lorsqu'on recourt à une unité de compte monétaire pour mesurer les délits », souligne le Cesdip, cela revient avant tout à faire émerger une délinquance sans victimes et peu visible : la fraude fiscale. »

Au cours des quatre dernières années, cette fraude n'a cessé d'augmenter : elle s'élevait à 118 milliards en 1988, à 129 en 1989, à 134 en 1990 et à environ 138 en 1991. A titre de symbole, le Cesdip rapproche ces chiffres du dé-

ficit budgétaire, dont on ne cesse de souligner l'ampleur. En 1991, alors que la fraude était évaluée à 138 milliards de francs, le déficit s'élevait à 132 milliards de francs.

### DES JUGES DÉMUNIS

Les plaintes de l'administration concernent quasi exclusivement deux infractions : les défauts de déclaration et les dissimulations. Les premières sont majoritairement le fait des professions libérales et du secteur du bâtiment ; les secondes viennent la plupart

du temps des salariés, et notamment des dirigeants d'entreprise.

Face à la fraude fiscale, et malgré l'importance des sommes en jeu, la justice se trouve souvent démunie. Avant de dénoncer les faits, l'administration doit en effet obtenir l'avis favorable d'une instance créée en 1977, la commission des infractions fiscales de Bercy. Le nombre de plaintes est très faible – 750 en 1991 –, et les condamnations – 510 en 1991 – aboutissent en règle générale à des peines de prison avec sursis.

« Dans plus de 95 % des cas, la peine d'emprisonnement est assortie de sursis simple, remarque le Cesdip. Les peines fermes (40 en 1991) ne sont généralement prononcées qu'en cas de confusion avec des peines prononcées pour d'autres délits. »

La comptabilité monétaire du Cesdip permet également de mettre en valeur l'ampleur de la délinquance économique et financière. Qu'il s'agisse d'escroquerie, d'abus de confiance ou d'infractions au droit des sociétés, cette criminalité représente, selon la police judiciaire, plus de 6 milliards de francs en 1991. Le Cesdip estime cependant que ce chiffre est largement sous-estimé. « Ces statistiques ne sont pas le reflet de

toutes les affaires économiques et financières connues des services de police ou de gendarmerie, note-t-il. Un certain nombre d'affaires ont pu être traitées par d'autres services – en matière d'escroquerie ou d'abus de confiance notamment – sans que la police judiciaire ait pu les appréhender statistiquement. De plus, ces chiffres n'intègrent pas ceux de la préfecture de police de Paris, qui traite souvent des affaires impor-

### Evaluation difficile

Pour chiffrer le coût des différentes délinquances, le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) se fonde sur les études administratives, les travaux des organismes professionnels ou les estimations des experts. Pour la fraude fiscale, il s'appuie sur les données de Bercy, les rapports parlementaires, les évaluations syndicales et les travaux du conseil des impôts. Pour les vols, il fait appel aux chiffres des compagnies d'assurances. Pour la délinquance économique et financière, il recense les évaluations de préjudices faites par la direction centrale de la police judiciaire.

A. C.

★ Thierry Godefroy et Bernard Laffargue, *Les Coûts du crime en France, estimation monétaire des criminalités, données pour 1988 à 1991*, Cesdip, n° 71, 1995, 43, boulevard Vauban, 87280 Guyancourt.

## Yves Mény, directeur du Centre Robert-Schuman - Institut universitaire européen de Florence

### « Les élites politiques françaises n'ont pas tiré la leçon des affaires »

« Que pensez-vous des chiffres sur la délinquance économique et financière présentés par le Cesdip ? »

« Il faut souligner que ces estimations monétaires sont des estimations globales. Or le coût de la délinquance économique et financière, notamment celui de la corruption, est souvent réparti sur plusieurs années et sur plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, de personnes. Quand un entrepreneur obtient un contrat de distribution de l'eau grâce à un baluchon de 10 millions de francs, cette somme sera par exemple ventilée pendant cinq ou dix ans sur l'ensemble des consommateurs d'eau de la ville. En conséquence, le coût par citoyen sera assez léger. Si l'on raisonne uniquement en termes financiers, on se rend donc compte que le préjudice monétaire de la délinquance économique et financière est faiblement ressenti par ses victimes. Il est donc difficile de se révolter contre la corruption sur la simple base du coût supporté par le consommateur ou le contribuable. »

« Le préjudice le plus lourd est le préjudice éthique. Comment l'évaluer ? »

« Effectivement, le véritable problème est éthique. La démocratie n'est pas un système neutre : c'est un ensemble politique fondé sur un certain nombre de valeurs comme l'égalité, la transparence et le fair-play des transactions. Toutes ces valeurs sont profondément meurtries, voire totalement annihilées par la corruption. »

« Le Parlement n'a sans doute jamais

autant légiféré que ces dix dernières années sur le financement de la vie politique ou la transparence des marchés publics. Estimez-vous que cet effort a été suffisant ? »

« Paradoxalement, je dirai que l'effort du législateur a été excessif. Plus on légifère, plus la propension à la violation des règles est forte parce que les règles deviennent tellement minutieuses qu'elles sont insupportables. Plutôt que de multiplier les réglementations, il vaudrait mieux réintroduire dans la vie publique des principes éthiques qui mettent les individus dans des situations où les faux pas deviennent difficiles. L'un de ces principes fondamentaux, c'est d'éviter le conflit d'intérêts. L'Etat, puis la démocratie, se sont construits en distinguant d'abord le religieux du public, puis le public du privé. Sous l'Ancien Régime, le domaine public s'est ainsi progressivement distingué de la propriété privée du monarque. La démocratie n'a fait que raffiner ce principe en tentant d'empêcher les conflits d'intérêts. Elle interdit ainsi à un maire d'acheter, au nom de la mairie, son propre terrain pour la construction d'un équipement. »

« En France, la notion de conflit d'intérêts est pourtant largement ignorée, comme en témoigne le problème du cumul des mandats. La plupart des élus détiennent à la fois un mandat local et un mandat national. Ils savent que leur mandat local est le plus intéressant, mais ils savent aussi que ce mandat local est

conforté par un mandat national, qui permet d'avoir accès à des ressources et des canaux d'influence importants. Ce phénomène a deux conséquences : la première est qu'il n'y a que quelques députés en séance pour discuter des grands problèmes nationaux ; la seconde, que les ministres, qui n'ont ni le temps ni l'énergie de s'occuper de leurs mandats locaux, délèguent la gestion des affaires municipales ou départementales à des chargés de mission. C'est le cas de M. Juppé à Bordeaux. Il y a là une véritable illusion quant au fonctionnement démocratique des institutions. »

« Avez-vous le sentiment qu'en France on a tiré la leçon des « affaires » ? »

« Je crois que les élites politiques françaises n'en ont pas tiré la leçon. Elles en ont tiré une certaine crainte du gendarme, mais cette crainte semble très relative : les affaires récentes ont montré que la corruption s'est poursuivie après l'adoption des textes régissant le financement de la vie politique. Les élus se sont contentés de sophistiquer les processus en internationalisant le recyclage de l'argent destiné au financement des partis politiques. Aujourd'hui, cet argent transite par des paradis fiscaux ou des banques offshore des Caraïbes, de Hongkong, du Luxembourg ou de Genève. »

« En réalité, aucun des mécanismes qui sont à la racine du problème français du conflit d'intérêts n'ont été modifiés, qu'il

s'agisse du cumul des mandats, du pantouflage ou de l'excessive concentration du pouvoir au niveau local ou national. Les quelques hommes politiques qui avaient mis l'accent sur ces problèmes sont retombés dans les ornières du passé, notamment en matière de cumul des mandats. C'est le cas de Raymond Barre, de Charles Millon ou de Philippe Séguin. Tant qu'il n'y aura pas au sommet, c'est-à-dire à la présidence de la République, une véritable volonté de réforme, il y a peu d'espoir de voir la corruption s'affaiblir. Une réforme de cette ampleur ne peut se faire que par voie référendaire, sur l'impulsion du chef de l'Etat. »

« Dans un tel contexte, que pensez-vous de la proposition de loi de Pierre Mazeaud sur les abus de biens sociaux ? »

« Je comprends aisément l'exaspération des chefs d'entreprise à l'égard du régime de prescription des abus de biens sociaux, qui permet à la justice d'engager des poursuites plusieurs années après la commission des faits. Mais ce délai est nécessaire en raison des dysfonctionnements des modes de contrôle de la société française. Les contrôles fiscaux sont aléatoires et peu fréquents. Les contrôles internes sont insuffisants : les syndicats sont extrêmement faibles et les organismes sociaux des entreprises ne sont pas faits pour cela. Du coup, la plupart des abus de biens sociaux sont découverts par hasard, lorsqu'un informaticien licencié ou une maîtresse éconduite dénoncent les faits. Ce délai étant difficile à

décrocher, il est nécessaire que les délais de prescription soient plus longs. En modifiant la règle du jeu, la proposition de loi de Pierre Mazeaud équivaut à supprimer purement et simplement ce délai. »

« Diriez-vous que la justice française a engagé une véritable opération de lutte contre la corruption ? »

« Je suis assez sceptique sur l'ampleur de ce mouvement. En réalité, les affaires démarrent souvent de manière accidentelle : un heureux hasard permet de découvrir les faits, et l'affaire est ensuite confiée à un magistrat un peu plus déterminé que les autres. Ces enquêtes sont en outre souvent freinées par le ministère public. Le ministre de la Justice affirme qu'il ne donne pas d'instructions de non-poursuite dans les affaires individuelles, mais il s'agit d'une version pieuse pour enfants sages ! Il y a en effet mille et une façons de faire savoir à mi-voix ce que souhaite le gouvernement. Prenez le récent discours du procureur général de Paris, Jean-François Burgelin : en s'interrogeant sur la notion d'abus de biens sociaux et en recommandant la prudence en matière de lutte anticorruption, il répond en fait directement aux préoccupations de son maître. »

Propos recueillis par Anne Chemin

★ Yves Mény est l'auteur de *La Corruption de la République*, éditions Fayard, 350 pages, 140 francs.

## Condamné, Jacques Médecin s'apprête à repartir en Uruguay

**GRENOBLE** de notre bureau régional Jacques Médecin, qui a passé vingt-huit mois dans les prisons uruguayennes et françaises, va pouvoir retourner dans son refuge de Punta Del Este (Uruguay), d'où il avait été extradé le 16 novembre 1994. Reconnu coupable, vendredi 12 janvier, de « corruption passive et recel d'abus de biens sociaux » par la cour d'appel de Grenoble, l'ancien maire de Nice a été condamné à deux ans de prison ferme, 1 million de francs d'amende et cinq ans de privation de ses droits civiques. Mais la cour a ordonné la confusion entre cette peine et celle, équivalente, qu'elle lui avait déjà infligée, le 30 juin 1995, dans l'affaire des détournements de fonds de l'association Nice-Opéra.

Libre, l'ancien maire de Nice sait que dans un mois il devra avoir quitté le sol de son pays s'il ne veut pas être rattrapé par d'autres af-

aires. Plusieurs plaintes courent toujours contre lui et auront bien peu de chances d'enclencher à terme de nouvelles demandes d'extradition. L'une émane des services fiscaux pour avoir soustrait en 1987 de l'association Nice-Opéra une somme de 4 millions de francs d'impôt sur les sociétés. La seconde concerne le versement de 13 millions de francs de commissions lors de la renégociation de la dette de la ville de Nice. Enfin, une troisième porte sur une série de fausses factures, d'un montant de 8 millions de francs, effectuées à l'occasion de la construction de « solles multimédias ».

Vendredi 12 janvier, M. Médecin savourait son bonheur, malgré un arrêt qui reconnaît sa culpabilité dans l'affaire « dite de la Serel ». Entre 1986 et septembre 1990, cette société spécialisée dans l'installation de feux de circulation a versé à Jacques Médecin ou à ses plus

proches collaborateurs au moins 4 millions de francs en échange de l'octroi de marchés publics. « L'existence d'un pacte passé entre le corrupteur et le corrompu est clairement établie », juge la cour. Mais les magistrats grenoblois soulignent que « l'enrichissement personnel [de Jacques Médecin] ne paraît pas suffisamment établi ». En effet, Jacques Guillot, PDG de la Serel, a toujours affirmé que l'argent versé était destiné au financement des activités politiques du maire de Nice.

La cour a également constaté l'amnistie pour les versements antérieurs à la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques. Dès lors, les sommes versées irrégulièrement à M. Médecin ne s'élèveraient qu'à environ 700 000 francs. « Pouvaient-on condamner M. Médecin à plus de deux ans de prison ferme alors que les autres procès qui devraient sou-

venir à Grenoble portent sur des sommes autrement plus élevées ? », constatait un magistrat.

L'ancien maire de Nice n'a pu s'empêcher de crier victoire. « Dès le départ, il y a eu truquage complet de mon dossier. (...) J'ai été le rideau de fumée que l'on sortait périodiquement pour masquer les turpitudes qui ont été la marque des quatorze années du régime mitterrandiste. » Les trois autres prévenus du procès de la Serel ont également été condamnés. Reconnu coupable de corruption active et d'abus de biens sociaux, Francis Guillot a été condamné à cinq ans d'emprisonnement avec sursis et à 2,5 millions de francs d'amende. Ses collaborateurs Gérard Canarie et Philippe Reich se sont vu infliger des peines de deux ans et un an d'emprisonnement avec sursis assorti d'une amende, pour complicité de corruption active.

Claude Francillon

## L'ancien proviseur de Saint-Denis relaxé après la mort d'un élève

FRANÇOISE LOUYS, ancien proviseur du lycée Paul-Erhard de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où un élève de dix-sept ans avait été tué en décembre 1991 par la chute d'un panneau de basket, a été relaxée, vendredi 12 janvier, par la 12<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris. La cour a jugé qu'il n'était pas établi que le proviseur avait été informé d'un danger imminent. La peine de l'intendant du lycée a en revanche été confirmée : Marc Agasse avait été condamné par le tribunal correctionnel de Bobigny, comme M<sup>me</sup> Louys, à deux mois de prison avec sursis, pour homicide involontaire.

■ **JUSTICE** : le procureur général de la cour d'appel de Paris, Jean-François Burgelin, a demandé au procureur de Paris, vendredi 12 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire sur la gestion de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). M. Burgelin a décidé de saisir le parquet de Paris « en raison de la grande complexité de l'affaire, de la nature des faits précis et graves mis en évidence dans le rapport de la Cour des comptes, et de l'émotion très vive qu'elle suscite dans l'opinion publique et auprès des donateurs ».

■ **DÉCÈS** : l'homme le plus âgé de France, Emile Fourcade, est mort vendredi 29 décembre à l'hôpital de Grenoble à l'âge de cent onze ans, 4-4-on appris vendredi 12 janvier. Né à Tiemcen en Algérie le 28 juillet 1884, M. Fourcade était à la retraite depuis 1940.



## DISPARITIONS

## Paul Vialar

Un romancier prolifique

L'ÉCRIVAIN Paul Vialar est mort à son domicile de Vaucresson (Haute-Savoie), lundi 8 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Né le 18 septembre 1898 à Saint-Denis, ce romancier prolifique commence sa longue carrière littéraire en publiant, au début des années 20, deux recueils de poèmes, témoignages sur la guerre qu'il fit dans un corps franc de l'infanterie. Paul Vialar connaît ensuite ses premiers succès au théâtre – sa pièce *Les Hommes* est créée en 1928 par les Pitoëff.

*Fantôme* (1931) inaugure une œuvre romanesque dont le cadre se situe souvent dans les milieux de la chasse. Étalée sur cinquante années, cette œuvre, qui mêle étude sociale, étude de mœurs, psychologie et préoccupation morale, comporte, souvent sous forme de

cycles – *La Chasse aux hommes* (six volumes), *La mort est un commencement* (six volumes), *Choumou* (plus de soixante titres, dont plusieurs furent adaptés au cinéma). En 1939, le prix Femina récompense *La Rose de la mer* (Denoël). En 1948, c'est le grand prix littéraire de la Ville de Paris qui couronne Paul Vialar. Son dernier éditeur fut Flammarion, où parurent ses derniers livres : *Rien que la vérité* (1980) et *L'Homme du fleuve* (1981).

Président de la Société des gens de lettres de 1952 à 1953, président du Syndicat national des auteurs et compositeurs dans les années 60, Paul Vialar se présenta à cinq reprises (de 1959 à 1982), sans succès, à l'Académie française.

P. K.

■ JEAN ARTHUYS, ancien membre du bureau national du Parti socialiste unifié (PSU), est mort à Bordeaux, mardi 9 janvier. Né le 19 mars 1926, il a été un des initiateurs du rassemblement des gauches non communistes au début des années 50 : il fut « responsable de l'organisation » du Comité d'action des gauches indépendantes, de la Nouvelle gauche et de l'Union de la gauche socialiste qui regroupaient, autour du *France Observateur* de Claude Bourdet et Gilles Martinet, des chrétiens et des militants de gauche en rupture avec le Parti communiste français, la SFIO et le trotskisme. Membre du bureau national du PSU, Jean Arthuys a été responsable de son service d'ordre au temps de la guerre d'Algérie : c'est lui qui organisa la manifestation du 1<sup>er</sup> novembre 1961, protestant contre le massacre de militants du FLN, le 19 octobre 1961. Jean Arthuys adhéra tardivement au Parti socialiste, à Savigny-sur-Orge, dont il fut conseiller municipal, puis se retira au Pays basque où il anima un comité de soutien aux prisonniers politiques.

■ CLAUDE CORNAC, sénateur (PS) de Haute-Garonne, est mort, vendredi 12 janvier, d'une crise cardiaque à son domicile de Fontbeaud, près de Toulouse. Né le 1<sup>er</sup> octobre 1939 à Salvagnac (Tarn), titulaire d'un brevet élémentaire du premier cycle, Claude Cornac fut directeur et gérant de concessions Berliet puis Renault véhicules industriels (RVI) de 1959 à 1979. Attaché à la direction générale, chargé des relations extérieures de Renault Véhicules industriels de 1979 à 1989, administrateur de la société Gaz de France de 1984 à 1989, il a été maître d'Aucamville, près de Toulouse, de 1971 à 1983, puis adjoint au maire de cette même commune jusqu'en 1995. Élu conseiller général du canton de Toulouse-14 en 1978, et réélu depuis sans interruption, il était devenu sénateur de la Haute-Garonne le 24 septembre 1989. D'abord membre de la commission de la défense nationale, il était, depuis 1995, membre de la commission des lois. Claude Cornac devait être remplacé au Sénat par son suppléant, Guy Le-guevaques.

■ EMMANUEL PAYEN, architecte des Bâtiments de France, s'est tué accidentellement sur un chantier, mardi 9 janvier. Il procédait à une visite technique de la petite église romane de Parcou (Dordogne), fermée pour travaux, quand la voûte de celle-ci a cédé sous ses pas. L'architecte, après une chute de 8 mètres, a succombé à ses blessures à l'hôpital de Libourne. Né à Agen en 1953, fils d'architecte, petit-fils d'architecte, Emmanuel Payen s'engage dans la même voie que son père et son grand-père. Diplômé en 1979, il est lauréat du concours des architectes des Bâtiments de France l'année suivante. Il est alors envoyé dans le département du Gers, puis des Hautes-Alpes, avant d'être nommé chef du service départemental de l'architecture de la Dordogne en 1987. Dans ce département il a réussi, après de multiples concertations, à mettre en place une cinquantaine de zones de protection du patrimoine architectural et paysager (ZPPAP).

■ CATHERINE TURLAN, spécialiste de littérature de jeunesse, est morte d'un cancer, le 26 décembre

1995, à l'âge de cinquante-trois ans. Elle collaborait depuis sa fondation au journal *Enfant d'abord*, ainsi qu'à France-Culture et à diverses publications telles que *Esprit*, *Le Nouvel Observateur*, *La Quinzaine littéraire*, *La Joie par les livres*, etc. Par son écriture limpide, l'humour et la fantaisie allées à un sens aigu de la responsabilité à l'endroit de l'enfance, Catherine Turlan a su donner à la littérature pour enfants, tenue souvent pour mineure, un de ses plus vifs éclats.

■ TARO OKAMOTO, peintre japonais, est mort à Tokyo, dimanche 7 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il avait résidé à Paris de 1929 à 1940, où il avait étudié l'art et rallié le mouvement abstrait. Puis il était retourné dans son pays où il s'était posé en leader de la peinture moderne, contre les traditions artistiques extrême-orientales. Cet admirateur de Picasso était une figure très populaire au Japon, où, récemment encore, il travaillait pour des spectacles de télévision commerciale et produisait des objets industriels.

## Ramon Vinay

Une voix d'une tenue exceptionnelle

LE TÉNOR et baryton chilien Ramon Vinay est mort, jeudi 4 janvier, dans une maison de retraite de Puebla (Mexique). Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. La santé de Ramon Vinay s'était brusquement détériorée à la fin de l'année dernière. Le chanteur avait subi des traitements psychiatriques aux États-Unis et souffrait d'artériosclérose et de sénilité, selon des informations parues récemment dans la presse de son pays.

Ramon Vinay était considéré comme l'un des meilleurs Otello. Il avait commencé sa carrière au Mexique à l'âge de dix-huit ans alors qu'il était baryton. Il avait ensuite débuté aux États-Unis, en interprétant notamment le rôle de Don José dans *Carmen* de Georges Bizet, en 1946, au Metropolitan

Opera de New York. Vinay s'était aussi produit en Italie, notamment sur la scène de la Scala de Milan, où il avait joué pour la première fois le rôle d'Otello dans l'opéra de Giuseppe Verdi, sous la direction d'Arturo Toscanini. Ramon Vinay avait aussi été l'un des plus grands interprètes de Tristan et des opéras de Wagner qu'il chantait à Bayreuth.

À partir de 1962, Ramon Vinay se produisit à nouveau comme baryton, chantant les rôles de Scarpia dans *La Tosca*, de Falstaff, et de Iago dans *Otello*. Ramon Vinay fut aussi metteur en scène. La voix de Ramon Vinay était d'une tenue exceptionnelle, d'un éclat et d'une vaillance qui s'appuyaient sur un timbre chaud et un grave solide.

## NOMINATIONS

**JUSTICE**  
Gilbert Aubert a été nommé directeur de l'Administration pénitentiaire au ministère de la Justice par le conseil des ministres du mercredi 10 janvier. Il remplace à ce poste Bernard Prevost, nommé récemment directeur général de la gendarmerie nationale.

Né le 2 février 1947 à Marseille, Gilbert Aubert est titulaire d'une licence de droit et d'un diplôme de sciences politiques. Substitut à Marseille de 1975 à 1981, il a ensuite été nommé substitut au parquet de Paris (1981-1984). Conseiller référendaire à la Cour de cassation de 1984 à 1989, conseiller à la Cour d'appel de Versailles de 1989 à 1994, Gilbert Aubert était président du tribunal de Nîmes depuis mars 1994.

**PARC DE LA VILLETTE**  
Jean-Claude Moreau a été nommé président du conseil d'administration de l'Établissement public du Parc de la Villette dans le dix-neuvième arrondissement de Paris par le conseil des ministres du mercredi 10 janvier. Il remplace Marcel Li-

net, qui occupait ce poste depuis le mois d'août 1992.

Agé de 55 ans, Jean-Claude Moreau est passé par l'École nationale d'administration (promotion 1985) avant d'être affecté à l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale. En 1989, il quitte le monde de l'enseignement et devient directeur administratif et financier de la mission interministérielle de coordination des grands travaux. De février 1991 à mars 1994, il est conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État chargé des grands travaux, Étienne Bédier. Ce secrétaire est remplacé par Édouard Balladur, qui lui succède à Matignon. La mission interministérielle sera renforcée. Jean-Claude Moreau la présidera jusqu'à son nomination à la tête de l'établissement public du Parc de la Villette – distinct de la Grande Halle et de la Cité de la musique.

**FÉDÉRATION PROTESTANTE**  
Le pasteur Christian Seytre a été nommé secrétaire général de la Fédération protestante de France. Il succède au pasteur Louis Schweitzer, qui était en fonctions depuis 1987.

Né en 1946 à Carcassonne (Aude), Christian

Seytre a fait ses études de théologie à l'Institut biblique de Kolbe, au Danemark, avant de devenir pasteur de l'église protestante, membre de la Fédération protestante de France. Pasteur à Epauville-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) et conseiller en communication de diverses entreprises et organismes de formation, Christian Seytre est membre du conseil de la Fédération protestante depuis 1984 et de son bureau depuis 1987.

**ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**  
Le professeur Lucien Israël vient d'être élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil laissé vacant par la disparition du professeur Jérôme Lejeune.

Lucien Israël est né le 14 avril 1926 à Paris. Diplômé de la faculté de médecine de Paris, il devient en 1954 chef de clinique dans cette même faculté. Agrégé de pneumologie en 1963, il est nommé chef de service à l'hôpital Lariboisière en 1971. Titulaire de la chaire de cancérologie de Paris-XIII depuis 1983, il prend la tête du service de cancérologie médicale à l'hôpital

Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Il y tiendra une consultation jusqu'à son départ, le 1<sup>er</sup> octobre 1995. Directeur de la rédaction de la revue spécialisée *Les Cahiers d'oncologie*, le professeur Israël est aujourd'hui consultant privé dans différents établissements hospitaliers. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages relatifs au cancer.

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**  
Claude Ozyana, professeur des universités, a été élu, vendredi 5 janvier, président de l'université de Franche-Comté au premier tour de scrutin par 90 voix et 27 bulletins blancs. Il succède à Michel Woronoff, élu en 1991, dont le mandat s'achève le 6 février.

Né le 9 octobre 1939 à La Mure (Isère), Claude Ozyana a effectué ses études scientifiques à Grenoble et à Besançon (Doubs). Il est nommé assistant à l'université de Franche-Comté en 1964, maître-assistant en 1969, puis professeur en 1980. Titulaire d'un doctorat d'État en sciences en 1977, il dirige le laboratoire de médecine appliquée. Il est déjà élu au conseil vice-président de l'université et du conseil scientifique.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Jean-Louis BONAN et Stéphanie SCHREURS, sont heureux d'annoncer la naissance de Eva-Pauline, le 11 janvier 1996. 2 bis, avenue Carnot, 13000 La Ciotat.

Isabelle CAMPS, Denis SOTINEL, et Lella, ont la joie d'annoncer la naissance de Suzanne, à Brest, le 7 janvier 1996.

## Anniversaires de naissance

Sur la long chemin de sa vie, Je t'ai trouvée, mon bébé, Je t'ai aimée, mon poulain, Je t'aime encore, mon trésor.

Baby Junior, pour tes dix-huit ans. Je te souhaite un heureux anniversaire.

## Décès

M<sup>me</sup> Geneviève Ilouz, sa fille, M<sup>me</sup> Serge Bibes, son fils, Pascale, Stéphanie, Patricia, Christian, ses petits-enfants, Étienne, son arrière-petit-fils, Le docteur Jean Ilouz, son gendre, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacques BIBES, professeur honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu le 9 janvier 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'incinération aura lieu le jeudi 18 janvier, à 10 h 45, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part. 40, rue Poliveau, 75005 Paris.

— Elisabeth Girard, sa fille, sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain GIRARD, professeur émérite à la Sorbonne, ancien directeur du département de psychosociologie, de l'Institut national d'études démographiques, survenu le 11 janvier 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Hippolyte d'Hyères, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, le mardi 16 janvier, à 9 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Montparnasse.

Eva LEBEAUT, née CAZANSECH, nous a quittés le 30 décembre. Elle repose auprès de son mari Michel LEBEAUT, décédé le 26 juillet 1995.

« J'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans. » Les familles Lebeaut, Lebovici et Feric.

— Ses enfants et sa petite-fille ont la douleur de faire part du décès de

Léda LEMANSKI, née BLAUSZTEIN, Elle nous a quittés le 9 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 12 janvier, au cimetière de Bagneux.

— Le groupement d'intérêt public « Écosystèmes forestiers » fait part du décès de Jean-Pierre TROY, ingénieur général du Génie rural des eaux et des forêts, directeur du groupement d'intérêt public « ECOFOR », chevalier de l'ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, officier des Palmes académiques, survenu le 9 janvier 1996, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 janvier, à 14 h 15, en l'église Saint-Rémy de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière de Gif-sur-Yvette.

15, avenue du Maine, 75015 Paris.

— François Larché, Nicolas Grimal, Et les membres du Centre franco-égyptien d'étude des temples de Karnak ont la douleur de faire part du décès de

Daniel LEFUR, ingénieur de recherches au CNRS, à Paris, le 12 janvier 1996.

Guy de LESTRANGE, officier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre avec palmes, officier de l'ordre national du Mérite, Distinguished Service Order, Silver Star Medal, médaille de la Résistance, médaille des évadés, grand officier « au mérite » de l'ordre souverain et militaire de Malte, ancien ambassadeur.

De la part de La comtesse Guy de Lestrang, son épouse, Du comte et de la comtesse Aymon de Lestrang, De Laure et Ariane de Lestrang, ses enfants, Et de ses petits-enfants, Du général et de la baronne Fernand de Lestrang, son frère, Et de toute sa famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 24 janvier à 19 heures, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, 13, place Joffre, Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Paillard, Thierry (Don Thomas More en religion), Xavier et Alexis Paillard, M. et M<sup>me</sup> Michel Paillard, M<sup>me</sup> Anne Paillard, M. Alain Brossault, Laure Teyssier, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre PAILLARD, née Manonkha CAPRARA DI MONTALBA, survenu le 9 janvier 1996.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 37990 Meymay, 16410 Dinc.

**Remerciements**  
— M<sup>me</sup> Véronique Virlogeux, très sensible aux marques de sympathie qu'elle a reçues lors du décès de Henri VIRLOGEUX, remercie tous ceux qui ont témoigné de leur affection.

**Messes anniversaires**  
— À la mémoire de Paul DELOUVRIER, une messe sera célébrée, le mardi 16 janvier 1996, à 19 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois (92, rue Saint-Dominique, Paris-VII).

**Services religieux**  
— Les prières du mois, à la mémoire de M<sup>me</sup> Raymonde JAIS, épouse de l'ancien grand rabbin de Paris,

seront dites le jeudi 18 janvier, à 19 heures, à la synagogue, 14, rue Camille-Loubet, 75015 Paris.

**Anniversaires de décès**  
— Il y a deux ans, disparaissait Kaled.

Ceux qui l'ont aimé se souviendront de lui. M. et M<sup>me</sup> Hédiel, Alger/Paris.

— Il y a un an, à cinquante et un ans, le 15 janvier 1995, disparaissait

Pierre ZUCCA, au dernier mot a été de son Astrée. Nous l'aimons et ne l'oublions pas. Ni son sourire, Ses obsèques, Ses films.

— Il y a un an, disparaissait Roselyne REY.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Communications diverses**  
— Alliance Israélite Universelle, Collège des Études Juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Journée d'études : « Le pur et l'impur », avec M<sup>me</sup> Armand Abecassis, David Benon, Gilles Bernheim – dimanche 14 janvier, de 14 heures à 18 heures. (PAF).

Malika et Olivier sont heureux de faire part de leur projet de fiançailles.

**Conférences**  
— À l'occasion des 3 000 ans de Jérusalem, M<sup>me</sup> Mirielle HADAS-LEBEL,

professeur à Paris-IV-Sorbonne, donnera une conférence au synagogue Victoire, 17, rue Saint-Georges, 75009 Paris, le mardi 16 janvier à 19 heures. (Collation avec pay 40 F.)

— Mouvement juif libéral de France – 45-75-36-01. Cycle sur « Qu'attend-on par l'Éthique dans le judaïsme », par M<sup>me</sup> Colette Kessler ; Première conférence lundi 15 janvier, à 20 h 30, 11, rue Gaston-de-Callaure, 75015 Paris.

**Soutenances de thèse**  
— Françoise DIBON a soutenu sa thèse d'habilitation à diriger des recherches en mathématiques pures et appliquées, lundi 8 janvier 1996, à l'université Paris-Dauphine.

Le jury, présidé par Yves Meyer, était composé de J.-M. Morel (coordonnateur), O. Faugeras, G. David, S. Osher (rapporteurs), R.-L. Liou.

— M<sup>me</sup> Emmanuelle LOYER a soutenu le jeudi 4 janvier 1996, à l'université Lille-III, sa thèse de doctorat en histoire sur : « Le théâtre national populaire (1961-1972) : médiation pour une histoire culturelle du théâtre ».

Le jury, composé de MM. Yves-Marie Hilaire, Pascal Ory, Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (directeur de thèse), lui a attribué à l'unanimité la mention très honorable avec félicitations du jury.

— M. Serge BIANCHI a soutenu une thèse d'État sur « Vie, pratiques et sociabilités politiques en milieu rural dans le sud de l'Île-de-France (Essonne et Val-de-Marne), de 1787 à 1890 », à l'université Paris-I (Sorbonne), le 9 décembre 1995. Il a reçu la mention très honorable à l'unanimité des membres du jury, composé de M<sup>me</sup> Catherine Dupont (Paris-I, présidente), MM. Michel Vovelle (rapporteur), Maurice Agulhon, Jean Jacquart et René Rémond.

## Le Monde en ligne

en partenariat avec **THOMSON**

Pour se connecter sur Internet, il faut disposer d'un ordinateur doté d'un modem et souscrire un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès.

## CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94

Télécopieur 45-66-77-13



## HORIZONS

UN PORTRAIT DE FRANÇOIS MITTERRAND

## L'or et le plomb

**L**A longévité abîme. Qui va entrer dans les mémoires ? Pas un fondateur. Ni un juste. Un grand caractère, curieusement rehaussé par de maigres actions. Grand par la fermeté d'âme, l'endurance aux coups, et ses paradoxes. La Bruyère feint ! Quel microscope de moraliste classique pourrait mettre au carreau l'audacieux timoré, le condottiere centriste, le sensible froid, le calculateur imprudent, le cauteux à panache, le virtuose gaffeur, et ainsi de suite ? L'homme oblique prend nos grilles en écharpe, désarme les antithèses, remplace le « ou » par le « et ». Débrouillez-vous avec cela, mes petits chats. Moi, j'ai régné.

Et nous, les hussards, les grognards rameutés pour une campagne d'Italie, nous l'avons aimé - d'autant plus qu'il ne nous aimait pas. Nous avons suivi en piaffant d'impatience ce Koutousov halluciné en Bonaparte, parce qu'il nous promettait les plaines magnifiques, et que nous passerions les Alpes derrière lui pour rejoindre Fabrice à Milan, et tomber les duchesses à Parme. Nous lui donnâmes notre foi, à lui qui en avait peu, européen certes convaincu mais socialiste de renouveau, qui se fit élire, en 1981, sur le socialisme et non sur l'Europe, et ondoya ensuite à la surface des choses. Se retrouver au terme de cette « longue marche » - 1965-1995 - en Charente intérieure, Chardonne en Stendhal, fut le dégrèvement d'une génération distraite. « Nous étions habillés pour un autre destin » - pas pour une carrière, ni pour ce retour à la terre.

Faut-il lui en vouloir de cette humilité ? Handicap pour les âmes, à distance, le radical-socialisme respecte au moins les vies et les corps. Les croisés avaient un idéal, Lénine aussi, pas Mitterrand ?

Heureusement, en un sens. Cela économise les morts, les sacrifices inutiles. Quand l'absolu manque, l'héroïsme manque mais les calamités aussi, et la part d'ombre demeure bénigne : sous ce satrape débouaillonné, légaliste et tolérant, on n'a ni tué, ni enlevé, ni prosaïté. Ni tortures, ni masques de fer, ni culs de basse-fosse. Des écoutes téléphoniques et des entourloupes judiciaires : en fait du prince, on a vu pire.

Laissons là les moralismes cafards et nos déceptions plus ou moins vaines, nous à qui la Sanevernia a posé un éternel lapin. Gardons le regard froid. C'est le pire. Voir un génie de l'action s'enliser dans l'anodin ; un grand lueur terminer un long petit règne dans une arène de sous-préfecture, faute d'incarner plus que lui-même, rend triste. Ce qui naît l'amateur d'émotions, c'est un extraordinaire sens des moyens au service de fins aussi ordinaires que la cohabitation et l'alternance démocratique, conçue comme ventilation des élites, moitié-moitié. Il ne s'agissait pas au départ d'occuper une aile dans la propriété du baron, mais d'en rebâtir une autre, sans baronnie. « L'Histoire me rendra justice, j'ai assuré l'alternance dans l'Etat » : oui, à l'intérieur des moulins, sans toucher aux matrices du parti unique.

Des notables de gauche siègent donc à présent à la Trilatérale et au Conseil d'Etat, touchent des jetons de présence, dirigent des journaux et dînent au « Siècle ». Grand bien leur fasse, mais la coquille fait le mollusque, et cette « pacification » l'a pétrifiée. Il aura suivi de deux septennats à l'establishment libéral, interne et externe, pour coopter « les couches

nouvelles », anciens contestataires, nouveaux conformistes.

Bilan positif, certes, mais pour qui, et pour quoi ? Notre but de guerre en 1974 et 1981 n'était pas exactement le *spoils system* et la rotation des places, plus le franc fort et une totale liberté de presse, ou de l'argent dans la presse. Pour ramener les amicales de la IV<sup>e</sup> sous les portiques de la V<sup>e</sup>, pour réconcilier la brasserie et le château, les élites créolises avec les Bourbons ; pour remplacer les technocrates de la croissance de 1960 par les technocrates des grands équilibres de 1980, fallait-il mobiliser le ban et l'arrière-ban de l'espérance, les frites et les tambours (et ajouter, non sans mélancolie, un petit théologien qui avait mieux à faire ?)

De Gaulle avait mille ans d'histoire au-dessus de la tête, Mitterrand a eu Mitterrand, ce qui n'était pas rien mais pas assez. Cette autonomie un peu courte, il l'appela « liberté ». Ce malheureux crut en effet qu'on devenait un homme libre en se détestant des valeurs et des fins suprêmes - quand c'est le contraire. Pour qui est sûr de pouvoir faire moyen de tout (ruffians inclus), plus de tabou, le voilà catapulté par-delà le bien et le mal.

Reste que des moyens sans fin, du pragmatisme sans foi, cela ne fait que la moitié du programme. Le Che détestait l'autre. D'un continent à l'autre, je suis passé de la foi sans la méthode à la mé-

**« Est-ce Mitterrand qui était l'illusion ou la politique elle-même ? Et n'était-ce pas « notre » illusion ? » Régis Debray conclut son portrait de feu l'ancien président, description d'un homme mais aussi histoire du « dégrèvement d'une génération distraite »**

thode sans foi. Il est trop tard pour que je trouve mon troisième homme idéal, celui qui réunirait les deux fragments de la tessère. La bonace des temps ne s'y prête pas, et un grand homme, en politique, n'est jamais que la rencontre d'un grand caractère et d'une grande circonstance. Du côté gauche, qui est le mien, je n'ai vu personne du premier rang réussir cette jonction du rêve et de la raison, ou, comme dirait Freud, du principe de plaisir et du principe de réalité, que de Gaulle à su opérer dans son ordre, en subordonnant un romantisme des fins à un classicisme de méthode.

Pas de chance. Mauvaise série ou dés pipés ? Beaucoup de peines et de compromissions pour se voir finalement reconduire au divorce des deux royaumes, fondement de cette conscience malheureuse qui inspire la gauche intellectuelle et dont j'avais tout fait pour m'écarter, en plongeant dans les eaux sales de l'efficacité. Tel est peut-être le destin de « l'homme de gauche » contemporain, espèce orgueilleuse issue au XIX<sup>e</sup> siècle du croisement entre la Révolution comme mythe et le Livre comme outil, anachronisme technique en voie de disparition dans la vidéo-sphère, nouvelle écologie planétaire.

On s'était raconté des histoires, on vivait dans l'imaginaire au-dessus de ses moyens réels. Comme la France dans le monde, la gauche en France, depuis 1945, voyageait en première avec un billet de seconde. Un contrôleur chartré est arrivé, affable et malin, et nous avons regagné en douceur le bon compartiment. Exit l'exception française, exit l'arrogance. Exit aussi la guerre de religions. Apaisement, modestie, décontraction. Une démocratie comme les autres,

enfin ! Un tour gauche, un tour droite. Oui ! En somme, ce président socialiste a délivré une ultime génération de socialistes rêveurs d'un siècle de mensonges. Les fidélités survivent aux « grands hommes », puisqu'on appelle ainsi les petits qui se subordonnent à plus grand qu'eux. Mitterrand emmènera les siennes dans la tombe, ou dans les nôtres, tout de suite après. Et pour cause : ego sans transcendance, volonté sans finalité, il passera à la postérité comme une longue étoile filante. Les aventuriers politiques, contrairement aux littéraires, font

**La mouvance socialiste a sauté, en quinze ans, de la tendance à « l'écurie », du militant au supporter, du programme au sondage, du concevoir au gérer, de la conviction à l'opinion, du projet de société à l'ambition personnelle**

des comètes sans queue. De celle-là, qui n'aura pas beaucoup de suivants posthumes, je crois cependant qu'on aurait tort de faire le bouc émissaire de nos illusions perdues, sans mettre en cause leur bien-fondé.

La tête de Turc des feux re-tombées ne paie-t-elle pas les pots cassés du temps ? Est-ce lui qui nous a déçus, ou la chose politique à travers lui ? Est-ce Mitterrand qui était l'illusion ou la politique elle-même ? Et n'était-ce pas notre illusion ? Oui, le trafic de rêves n'est pas un délit comme le trafic d'influence, mais il fait plus mal, et à des populations entières. Nous

avons confié nos folies à cet ambitieux solitaire, il nous les a rendues changées en vil plomb : équilibre du commerce extérieur, grand marché et RMI.

Avions-nous donc de l'or en tête ? Nous cions à la trahison, au voleur. « Nos rêves, rendez-nous nos rêves ! » Faisons-nous bien de rêver encore, et sur ces réalités-là ? L'activité politique ne consiste-t-elle pas, trivialement et en définitive, à traduire l'espérance en gestion, l'absolu en petite monnaie, comme le photographe transforme une surface en points, un négatif couleur en papier noir et blanc ? Traduttore, traditore,

en quoi consiste ce métier-là ? A se faire être maître, puis député, à savoir attendre, à serrer des mains, à déjouer au restaurant, à monter des coups, à tisser des réseaux, à renvoyer les ascenseurs, à débiter d'aménages plati-tudes dans les studios, à faire sa revue de presse matin et soir et à chasser en meute.

C'était de coûteux malentendus que les miens, mais c'est dommage pour l'avenir. Le temps des professionnels, donc des mécréants, est arrivé. L'ennui, c'est que les professionnels, eussent-ils science et conscience, n'ont aucune imagination. En politique comme ailleurs, seuls les amateurs ont des idées neuves. L'idée que d'ordinaire, à chaque finale de présidentielle, l'ancien énarque fera face à l'ancien énarque laisse pressager de bien moines duels.

Résumons cette période qui, je le crains, ne fera pas époque, en prenant, pour plus de sûreté, la pire des hypothèses quant au protagoniste. Porté par un reste de zéphyr millénariste, surfant la dernière vague d'espérance révolutionnaire suscitée en France par mai 68, ultime résurgence de la religion du XIX<sup>e</sup> dans le XX<sup>e</sup>, se servant du vieux Gulf Stream égalitaire d'autant mieux qu'il n'en provenait pas, sans prendre donc les mots pour les choses (« changer la vie », « rupture avec le capitalisme », « programme commun », etc.), un cynisme perspicace suit le mouvement ; et comme il a de la ténacité, il l'accompagne jusqu'à son terme.

Il aurait dû se noyer avec lui, vers 1983. Pour surmager, ce socialiste se métamorphosa, via le mythe Europe, en libéral malgré lui et reprit pied in extremis au bord extrême du siècle, plage politiquement plate. Ainsi, une gauche

religieuse qui avait une République et deux révolutions techniques de retard sur le cours des choses a-t-elle pu passer grâce à cet homme-pont, en une génération, de 1948 au New Deal, ou de Marx à Roosevelt. La mouvance socialiste a sauté, en quinze ans, de la tendance à « l'écurie », du militant au supporter, du programme au sondage, du concevoir au gérer, de la conviction à l'opinion, du projet de société à l'ambition personnelle.

En 1980, j'entendais parler des patrons, non des entrepreneurs. En 1995, l'expert socialiste ne dit plus « la classe ouvrière » mais « le facteur travail ». On avait pu sonder un traitement moins brutal, mieux contrôlé et surtout plus franc, mais le peuple de gauche a quelque chose en lui d'assez incroyable, d'assez immortel, pour résister à cette chute de poids, quitter à y laisser un peu de son âme.

Et puis, ne fallait-il pas en passer par là, la graine des mots morts, empêchant d'avancer ? Car il n'y a pas de la France seule : la France de bois fin internationaliste, et l'ère mitterrandienne, la forme française d'une déramatization universelle, plus éloquent chez nous qu'ailleurs pour avoir eu comme théâtre le pays d'Europe qui passait, depuis Mitterrand, de la politique à la politique.

Nous avons eu, en le contrecoup d'une cure mondiale d'amaigrissement, l'Europe d'Italie, et toute l'Europe latine ont été frappées au même moment de plein fouet. Nous voilà donc plus légers, au physique et au moral. Tel serait le contenu général de cette volonté purement individuelle, et creuse de l'être trop ; la vérité de notre illusion ; ou, si la Vérité définitive d'un épisode historique n'existe pas, du moins celle qui peut permettre de s'en relever vaillamment. « Prière de ne pas déposer de la musique au bas de ces vers », disait Victor Hugo à sa postérité. Un homme d'Etat aujourd'hui devrait interdire à la sienne de déposer de l'idée en marge de ses activités. Du spirituel au bas de ce temporel-là.

En se maintenant quatorze ans à flot, l'ex-gauche française a connu une remarquable réussite politique, et un non moins remarquable échec philosophique. Ceci monnayait cela. Elle ne nous a pas donné de raisons de vivre, elle nous en a enlevé quelques-unes. « Et depuis quand, nous répondra-t-elle, le rôle d'un gouvernement serait-il de donner aux hommes des raisons de ne pas se tuer ? On n'est plus en 1793, 1848 ou 1944. » Comment lui donner tort ? Le sens de la vie, il y a des religions pour cela. Chacun son métier.

Digne mandataire d'une fin de siècle peu fidèle (mais quel siècle aura été fidèle à ses débuts ?), truchement involontaire d'un message qui la dépasse, la méconnaissance de ces années de vent appelle sans doute une lecture à la Hegel, mais la tête en bas. Elle en perdra de son importance, mais aussi de son amertume. Le non-génie de l'univers a aussi ses hommes d'affaires. Comme l'autre après la bataille d'Iéna vit passer sous ses fenêtres l'esprit du monde à cheval, je pourrais dire à mes petits enfants, sourire en coin, que j'ai vu quelquefois l'esprit d'un monde sans esprit passer dans une R 25 blindée sous les fenêtres de mon bureau, devant les plumets rouges des gardes républicains, en faisant criser le gravier blanc d'une cour d'homme.

Régis Debray

FIN

© Régis Debray



DAVID JONES

Kobé

Les Guignols sans PPD

هكذا من لأصل



# Kobé, un an après le grand séisme

Le tremblement de terre qui fit 6 548 morts le 17 janvier 1995 dans le port japonais fut plus qu'une catastrophe naturelle : il fut aussi le révélateur de l'impréparation des autorités nippones et de leur lenteur de réaction en situation de crise

**C**ET HABITANT du quartier de Nada, l'un des plus ravagés de Kobé, se souvient : « J'ai été réveillé par un tremblement qui semblait venir des entrailles de la terre et me faisait bondir sur mon lit. Puis la maison trembla horizontalement : c'était comme si un démon la secouait. » Il était 5 h 46, le 17 janvier 1995. Le séisme d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, baptisé plus tard le « Grand tremblement de terre de Hanshin » (région de Kobé-Osaka), allait durer une vingtaine de secondes. Il a fait 6 548 morts, réduisant en miettes 100 000 maisons et en démolissant partiellement autant. C'était une des rares fois, excepté le séisme de Tokyo en 1923 (140 000 morts) et celui de Fukui en 1948 (1 000 morts), qu'une grande ville japonaise était victime d'un tremblement de terre d'une telle force. Le foyer était situé à la verticale de l'île d'Awaji, à une quinzaine de minutes en bateau de Kobé.

Le Kansai (région d'Osaka-Kyoto-Kobé) semblait épargné par les séismes : il n'en avait pas connu d'important depuis trois siècles. Cette fois, des monuments des anciennes capitales impériales, Kyoto et Nara, furent endommagés, ainsi qu'Osaka, deuxième métropole du Japon, mais la plus touchée fut Kobé, grand port de la Mer intérieure et ville éligée marquée par une séculaire présence étrangère. Kobé fut dévastée. Les buildings du centre effondrés sur eux-mêmes ou de gutois, les chaussées fissurées, les autoroutes aériennes effondrées et les voies ferrées tordues sur elles-mêmes représentaient l'apocalypse. Mais le vrai drame était ailleurs : dans les quartiers populaires dont les familles modestes et les petits ateliers ne formaient plus qu'un amas de débris, souvent calcinés, un immense bric-à-brac où se mêlaient dans un collage sinistre les restes de ce qui avaient été des vies. A la suite des secousses, des incendies éclatèrent en deux cent quinze endroits et ravagèrent 65 hectares de la ville. Un cinquième de la population se retrouva sans-abris. Ça et là dans les décombres étaient épinglés de pathétiques messages qui s'agitaient dans le vent : « Notre mère n'est plus » ; « Un tel est mort » ; « Nous sommes à tel endroit ».

L'étendue du drame et de ce qui révéla l'impréparation des autorités locales et nationales à une telle catastrophe devint évidente dans les heures qui suivirent le séisme. C'est par la télévision que le premier ministre de l'époque, M. Murayama, fut informé de ce qui se passait. Les forces d'auto-défense (armée) n'intervinrent que vingt-deux heures plus tard. Entre-temps, les secours sur place s'étaient révélés mal organisés : au cours des premières vingt-quatre heures, nous racontèrent

alors des victimes du quartier populaire de Nagata (120 000 habitants), à l'ouest de Kobé, les victimes ont été laissées à elles-mêmes. Un abandon qui fut l'origine de drames : des personnes prisonnières des décombres furent brûlées vivantes ou étouffées sous les yeux des survivants impuissants et contrainsts par le feu à abandonner leurs proches à leur sort.

Outre le paysage d'apocalypse qu'offrait Kobé, ce furent l'entraide spontanée et la dignité dans l'épreuve faite d'endurance et de discipline qui frappèrent le plus les témoins de ce drame. Dans les écoles et les gymnases où les vic-

times avaient trouvé refuge, on mettait en commun le peu qui restait. Les morts reposaient sur de simples couvertures recouvertes d'un linceul blanc, avec l'inscription d'un nom et d'une adresse. Il était impossible de procéder à des funérailles et les crématoires ne pouvaient incinérer autant de corps à la fois. Pendant des jours, le petit peuple des ruines fouilla les décombres calcinés avec un pic pour chercher les restes de ses proches (selon le dogme bouddhique, les morts sans sépulture deviennent des âmes errantes).

Un autre phénomène marqua le drame de Kobé : ce fut la flamme de solidarité qui se manifesta à

travers tout le pays en faveur des sinistrés. Dès le lendemain du drame, des milliers de bénévoles, souvent des étudiants, marchèrent des heures le long des rares voies d'accès praticables pour apporter vivres et aide aux victimes. Dans le mois qui suivit le séisme, on compta en moyenne 20 000 bénévoles par jour dans les décombres de Kobé.

Les autorités reprurent la situation en main avec lenteur et confusion. Par ignorance des procédures, la préfecture n'a fait appel aux forces d'auto-défense (qui ne peuvent agir que sur sa demande) que quatre heures après le séisme. L'autorisation de les

faire intervenir n'a été obtenue que dans la nuit du 17 janvier et les 9 000 premiers soldats ne sont arrivés sur les lieux qu'à 6 heures du matin le lendemain.

Ce retard n'est qu'une illustration de l'impréparation du pays à gérer une situation de crise. Les interventions dans l'acceptation par Tokyo des secours offerts par les pays étrangers en furent une autre : dues à un mélange de pesanteurs bureaucratiques et de fierté nationale, elles réduisirent considérablement la portée des interventions de secours étrangers. Hésitations d'autant plus regrettables que, souvent, le Japon ne possédait pas les moyens qui lui étaient proposés. Ce fut, entre autres, le cas des équipes de secours françaises, qui ne purent arriver sur les lieux que 22 jours.

Une intervention dont les victimes furent néanmoins reconnaissantes. « Vous êtes français ? Merci d'être venus. » Enlevant son bonnet et s'inclinant profondément, un vieil homme édenté et pauvrement vêtu suivait l'action des membres de l'unité d'intervention catastrophe aéro-mobilité de Nogent-le-Rotrou qui venait d'arriver à Kobé avec quatre chiens dressés à localiser une présence humaine sous des décombres. Il habitait un des hô-

tes de ses humbles. Cependant, des terrains inoccupés ou transformés en parkings, le bruit des engins de génie civil et des embouteillages monstrueux car l'autoroute aérienne Hanshin, le grand axe reliant Kobé à Osaka (100 000 véhicules par jour), est encore en réparation (elle s'est effondrée sur 600 mètres) ou, dans le quartier nocturne de Sannomiya, des établissements à demi effondrés, présentent encore, au centre-ville, les traces du drame.

L'impression euphorisante d'un Kobé-Phoenix que s'est efforcée de promouvoir la municipalité avec une débauche d'illuminations pour la fin de l'année est moins évidente dans les quartiers populaires de Nagata ou de Nada. La vie a certes repris, mais on a plutôt le sentiment d'être dans une ville pionnière installée dans un provisoire qui dure : habitations précaires et échoppes en préfabriqué se dressent çà et là au milieu de terrains inoccupés couverts de gravats et délimités par des cordes. Nagata était le quartier des gagne-petits qui vivaient et travaillaient sur place. Il a été ravagé par les secousses, et surtout les incendies. Beaucoup sont partis. Dans les récits et les yeux de ceux qui restent transparaît la résignation. Les autorités veulent imposer un plan d'urbanisme et en profiter pour chasser les indésirables. Dans certains cas, la pègre harcèle les occupants récalcitrants qui campent sur un lopin de gravats.

Quarante-six mille familles vivent dans des logements provisoires à la périphérie ouest de Kobé, un lieu perdu, loin de tout : plus de quarante minutes de bus puis une quinzaine en train pour arriver au centre, soit un coût de 1 500 yens (70 francs), trop élevé pour beaucoup. Ceux qui ont refusé de s'exiler là-bas (un millier) vivent encore dispersés dans des tentes. Rares sont ceux qui font de gaieté de cœur dans les villes nouvelles que construit la municipalité.

Les récits des habitants de Nagata ou de ceux des logements provisoires sont révélateurs de drames qui échappent aux statistiques : suicides, alcoolisme, dépression. « On ne parle plus de ce qui s'est passé car nous sommes prisonniers de l'inquiétude pour le futur », nous dit ce poissonnier qui, il y a un an, parlait haut et fort contre les autorités. Aujourd'hui, il est résigné : « On n'a pas le choix. » La municipalité s'efforce de redresser l'image de Kobé. Dans le cœur des habitants, elle reste brisée.

Philippe Pons

\* Dans sa dernière livraison (février 1996), *Cipango*, revue d'études japonaises de l'Institut des langues et civilisations orientales et de l'Ecole française d'Extrême-Orient, publie l'ensemble des articles sur le séisme de Kobé parus dans *Le Monde* au cours du mois qui a suivi le drame.



Des infrastructures routières prétendues conformes aux normes antisismiques...

## Les dégâts se chiffrent à 470 milliards de francs

A 500 kilomètres à l'ouest de Tokyo, la ville de Kobé (1,6 million d'habitants) a été la plus touchée par le séisme, qui a fait 6 548 morts et 34 900 blessés. 200 000 maisons et immeubles ont été entièrement ou partiellement détruits et 20,5 millions de tonnes de gravats ont dû être déblayés. Le nombre des sinistrés s'est élevé à 316 000. Un an après, 46 300 ménages vivent dans des logements provisoires et un millier de personnes campent encore dans des tentes. Les dégâts sont évalués à 10 000 milliards de francs (470 milliards de francs environ). L'état a consacré un budget extraordinaire de 3 200 milliards de francs (150 milliards de francs) à la reconstruction de Kobé, dont le port a repris à 70 % ses activités de transit des conteneurs. Mais la ville a perdu 40 % de ses emplois.

LE SÉISME DE KOBÉ est-il un révélateur des faiblesses du système social et décisionnel japonais, dont, par ailleurs, l'efficacité a permis à ce pays de devenir la seconde puissance économique du monde après les Etats-Unis ? Beaucoup d'experts le pensent. Les carences des autorités locales et nationales à prévoir une catastrophe de cette ampleur puis à répondre aux besoins des sinistrés ont été largement dénoncées par la presse dans les jours et les semaines qui suivirent le drame. Un an plus tard, ce n'est plus seulement la gestion de la crise qui est en cause, mais les priorités des autorités, les choix de société qu'elles supposent.

Un développement urbain mal maîtrisé dans un pays pourtant à forte probabilité de séisme et l'insuffisance des budgets affectés à la prévention des catastrophes sont les premières questions soulevées. L'effondrement de structures que les autorités affirmaient résistantes aux séismes a fait voler en éclats les illusions dont elles berçaient l'opinion publique. C'est une grande chance que le séisme de Kobé ait eu lieu alors que les trains étaient encore arrêtés et les autoroutes, peu fréquentées : quelques heures plus tard, le nombre des victimes aurait été considérablement plus élevé.

Dans Les Villes bâties par les promoteurs, un architecte qui se cache derrière le pseudonyme de « Kiyoshi Takeshima » met sévèrement en cause la responsabilité des entreprises de construction (non-respect des normes), mais aussi celles des autorités, qui ont délivré les permis de construire. Compte tenu de ces carences, une question lancinante se pose : que se passera-t-il demain en cas de fort séisme à Tokyo ?

LA GESTION MUNICIPALE EN CAUSE Les priorités de la municipalité de Kobé sont également en cause. La ville a dépensé des centaines de milliards de francs pour construire Port Island (quartier résidentiel et commercial sur une île artificielle), alors que le quartier de Nagata ne disposait pas d'équipements nécessaires pour circonscrire les incendies ni de zones d'évacuation, prescrites par la loi sur les catastrophes naturelles : une bonne partie de la zone fut ravagée par le feu sans qu'interviennent les pompiers.

« Ce ne sont pas les secousses, mais la gestion de la ville qui est à l'origine du plus grand nombre de victimes », écrit Katsuhiko Ishibashi, chef du département de sismologie à l'Institut d'architecture du ministère de la construction. Rien

n'avait été fait pour prévoir une catastrophe naturelle : il y a des choix de société erronés (primauté du profit et ignorance des hommes) derrière ce drame.

Les autorités tirent-elles des leçons de ce qui s'est passé ? Leurs priorités restent largement concentrées sur les grands projets de reconstruction (Kobé Phoenix) en négligeant les drames silencieux du petit peuple. Le docteur Hiroo Kawanishi, auteur d'un *Journal des soins médicaux après un séisme*, qui en est déjà à sa troisième édition, s'occupe les victimes affectées sur le plan psychologique. Les suicides, en particulier de personnes âgées, sont les plus tragiques expressions de ces traumatismes.

« Les Japonais acceptent les forces de la nature, nous dit-il. Mais la dépression qui suit normalement la phase fébrile consécutive à un état de choc est due au heurt avec une administration qui décide de votre sort arbitrairement donnant une priorité aveugle à l'économie. Beaucoup s'effondrent. Ce qui se passe ici devrait être une leçon pour toute la société. » Comme nous dit un sinistré : « On a déjà oublié les victimes : cela on doit s'en souvenir. »

Ph. P.

## Les choix de la société japonaise ébranlés



La rapidité de la flambée de solidarité fit pendant à la mise en place chaotique des secours officiels.

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani, Dominique Lévy, Directeur général : Noël-Jean Bergeon, Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferey, Robert Solé  
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gellier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Llorens, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig  
Directeur adjoint : Dominique Roynette  
Rédacteur en chef technique : Eric Ayan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier  
Directeur de la gestion : Eric Platon, Directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseillers de la direction : Alain Rollot, Directeur des relations internationales : David Vernet  
Médiateur : Ayel Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, Président : Olivier Bittard, Vice-président : Jacques Fauriol  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Jem Presse, Le Monde Prévoyance  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, rue Valguigne 75001 PARIS CEDEX 02  
Tél. : (01) 40-45-25-26 Télécopieur : (01) 40-45-25-29 Fax : 700 100 F  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Beuve-Méry 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (01) 40-45-25-25 Télécopieur : (01) 40-45-25-26 Fax : 241 311 F

## TF1, colosse aux pieds d'argile

Suite de la première page

Tous les observateurs s'obstinent à expliquer la chute d'audience de TF1 par les modifications survenues dans l'environnement audiovisuel des Français au cours de ces dernières années. Il est vrai qu'entre 1987 et 1995 le câble s'est renforcé (un peu) et que le satellite a pris son essor. Il est non moins vrai que les chaînes en clair se sont professionnalisées : à l'école de TF1 et sur les décombres de La Cinq, les chaînes publiques et privées ont dû s'adapter pour ne pas périr. France 2 a réduit ses erreurs de programmation, la Trois joue subtilement de son ancrage régional et M6 fait des incursions répétées dans le prime time des grands. Toutes ont appris le Médiamat et se sont préoccupées des goûts changeants du public.

Mais si les causes du déclin progressif de TF1 étaient exogènes, les chaînes concurrentes, notamment France 2, auraient dû profiter de la perte d'audience de TF1. Or il n'en est rien. La deuxième chaîne est toujours en position défensive par rapport à TF1. Sa part de marché a même décliné passant de 24,1 % à 23,9 % d'audience entre décembre 1994 et décembre 1995. M6, de son côté, est stabilisée depuis trois ans entre 11,1 % et 11,5 % de part de marché. Seule France 3, se cachant presque, recueille les fruits d'une ligne éditoriale décalée : en trois ans, la troisième chaîne a gagné presque trois points de part d'audience. Faut-il en conclure que la programmation de France 3 attaque celle de TF1 au cœur ? Non bien sûr. La Trois monte pour des raisons qui ne tiennent qu'à elle.

Pourquoi la première chaîne, souvent décriée ces dernières années comme une mécanique bien huilée, donne-t-elle le sentiment de maîtriser aussi peu la situation ? Première explication : les dirigeants de TF1 ont perdu le contrôle d'une bonne partie de leur antenne. Au profit des vedettes du divertissement comme de l'information avec lesquelles la chaîne est liée par des contrats mirifiques et de longue durée. L'affaire Patrick Poivre d'Arvor le montre : ni Patrick Le Lay, ni Etienne Mougeotte n'ont réussi à éloigner le présenta-

teur de « 20 heures » pour une année comme ils le souhaitaient après la confirmation de sa condamnation en appel dans l'affaire Botton. Ils lui ont même promis par écrit de le reprendre à la tête du « 20 heures » au mois d'avril.

Christophe Dechavanne a aussi révélé le pouvoir que les présentateurs célèbres avaient de chambouler la grille à leur gré. En 1995, les téléspectateurs, sidérés, ont ainsi vu l'un de leurs animateurs préférés lâcher brusquement une émission qu'ils aimaient, « Coucou c'est nous », pour se placer à 20 h 30 avec « Tout le toutim », un concept usé avant d'avoir servi, puis se replacer à nouveau à 19 heures avec un « remake » de « Coucou », le tout assaisonné de procès avec la direction de la chaîne, de noms d'oiseaux en public, et de petites phrases du style « Dechavanne est un accident industriel »...

### LES INTERVENTIONS DE LA RÉGIE

Ces palinodies ont surtout révélé une chaîne fausement puissante, entièrement dans la main d'un petit nombre de vedettes, sans parler de certains producteurs... capables d'imposer leur personne, leurs émissions et leurs horaires à la faveur de contrats mirifiques et n'hésitant pas à traîner Patrick Le Lay, PDG, devant un juge au moindre désaccord commercial. Deuxième facteur négatif : cette perte de contrôle sur l'antenne s'est accélérée par les interventions répétées de la régie publicitaire. Depuis septembre 1994, date à laquelle une émission animée par Philippe Bouvard, et refusée par la direction des programmes, a été reprogrammée sur demande insistante du service publicitaire, la cohérence de l'antenne a été en permanence remise en question par la régie. Celle-ci tend évidemment à imposer des émissions que l'on peut couper à son gré par des inserts publicitaires.

Colocée par ses stats, pressée par les exigences de la régie, la direction de TF1 dispose d'une marge de manœuvre fort réduite. Au point d'apparaître comme paralysée. Une réflexion concernant l'ensemble de la grille a toutefois commencé au sein de la chaîne. Ira-t-elle jusqu'à remettre en question le système qui a fait son succès et qui semble aujourd'hui périmé ?

Yves Mamou

## DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

### THE ECONOMIST

Au mois de novembre, après quatorze ans de présence ininterrompue au pouvoir, Helmut Kohl sera le chancelier resté le plus longtemps en fonction depuis Bismarck. Avec une détermination digne du chancelier de fer, mais mise en œuvre avec une méthode non-bismarckienne et strictement démocratique, il a réalisé l'unification de l'Allemagne, en dépit du scepticisme dans son pays et des suspensions à l'étranger. Maintenant, il rêve de couronner une carrière remarquable en voyant l'Allemagne unifiée, pacifique et démocratique au cœur d'une Europe, non moins unie, démocratique et pacifique (...). Personne ne doute de l'engagement de M. Kohl en faveur de la monnaie unique. Il la considère comme la première pierre d'une Europe fédérale avec de fortes institutions centrales et un Parlement puissant, bref une union véritable. (...) Mais si la monnaie unique est établie selon le calendrier prévu, elle pourra avoir comme conséquence de diviser l'Europe occidentale au lieu de l'unir. En insistant sur la rigidité des critères de convergence et sur la nécessité pour l'avenir d'une

union de type fédéral, l'Allemagne prend le risque d'une présence plus fondamentale, cette fois-ci avec la France, dont le partenariat avec l'Allemagne a été le roc sur lequel s'est construite la solidarité européenne. (...) M. Kohl affirme qu'il veut à la fois l'approfondissement et l'élargissement de l'Union. Mais en forçant les feux pour le premier de ces objectifs, il risque au bout du compte de n'en réaliser aucun. Il aura subi le destin de Bismarck, dont les efforts de toute une vie furent réduits à néant.

### FINANCIAL TIMES

Si l'intention des autorités européennes était de persuader les électeurs que l'instauration d'une monnaie unique était une entreprise masochiste, il ont parfaitement réussi. Si ce n'est pas leur intention, il faut d'urgence réviser les critères de convergence en matière de politique fiscale fixés par le traité de Maastricht. (...) Le danger est que la poursuite pénible et même vaine des objectifs fiscaux ne gomme béant entre les intentions des constructeurs de l'Europe et les désirs des électeurs. (...) Mais la patience des peuples a des limites. Les dirigeants européens devraient bien prendre garde à ne pas trop tirer sur la corde.

On le disait volontiers indécis, dépourvu de sens de l'état ou manquant de leadership sur la scène internationale. Pourtant Bill Clinton - qui devait, samedi 13 janvier, passer quelques heures avec le contingent américain en Bosnie - a pris dans l'ex-Yugoslavie son pari le plus risqué. Il lui a fallu une bonne dose de courage politique pour dépêcher quelque 20 000 GI en Bosnie, pays que la majorité de ses concitoyens ne pourraient pointer sur la carte et dont le sort leur est largement indifférent. Il l'a fait pour des raisons à l'évidence de cristal. Il en allait de l'avenir de l'OTAN : à quel bon maintien 100 000 soldats américains en Europe s'ils ne participent pas au maintien de la paix en Bosnie ? Il en allait aussi de la prééminence que les Etats-Unis veulent conserver au sein de l'Alliance atlantique, à tort ou à raison.

Mais, ce faisant, M. Clinton va à l'encontre d'une opinion restée sceptique sur le bien-fondé de cette opération. Il brave également la majorité républicaine au Congrès, une génération de jeunes élus ignorants des questions internationales, ouvertement isolationnistes, dépourvus de

## Le Monde

ÉDITORIAL

## M. Clinton en campagne

toute vision en politique étrangère. Sans la sagesse de deux de ses dirigeants au Congrès qui ont soutenu le président - les sénateurs Robert Dole et Richard Lugar - le Parti républicain se serait déshonoré dans cette affaire.

C'est dire que, si les choses tournaient mal, en clair si le contingent américain de l'IFOR devait subir des pertes jugées trop lourdes aux Etats-Unis, Bill Clinton serait en mauvaise posture pour l'élection présidentielle du 5 novembre. Il est d'ores et déjà dans la tourmente, engagé dans une bataille de principes sans merci avec le Congrès sur le vote du budget. Le président démocrate et la majorité républicaine sont d'accord sur l'objectif : en finir, d'ici sept ans, avec le déficit. Mais sur les modalités, c'est-à-dire sur les coupes à décider dans

un système de protection sociale en faillite, se dessine une vraie ligne de fracture. M. Clinton a le souci de protéger les plus faibles, notamment les personnes âgées : les ayatollahs de l'ultralibéralisme républicain placent l'équilibre budgétaire au-dessus de toute autre considération.

D'un côté l'évolution ; de l'autre la « révolution » (anti-étatisme). Si la bataille autour de ce terrain-là, M. Clinton n'aurait qu'à s'en féliciter. Jusqu'à présent, le bras de fer avec le Congrès a plutôt tourné à son avantage. Réincarné en centriste bon teint, le président rassure, là où les jeunes idéologues du Parti républicain inquiètent.

Mais Bill Clinton devra mener la bataille sur un autre terrain, celui des « affaires ». D'une opération humanitaire peu claire, celle dite du Whitewater, à une sombre histoire de plainte pour harcèlement sexuel, elles resurgissent à point nommé pour les républicains. Et quelques bonnes images de télévision d'un Bill Clinton parmi les GI de Tuzla risquent de ne pas suffire pour dissiper les doutes persistants que nombre d'électeurs peuvent avoir sur la « personnalité » du président.

## AU COURRIER DU « MONDE »

Dans le débat ouvert parmi nos lecteurs sur les récentes grèves, Le Monde a publié la semaine dernière, à cette place, un premier contingent de lettres cherchant à tirer les leçons d'une crise sociale dont on n'a pas fini de parler (« La Crise sociale, parlons-en », Le Monde daté dimanche 7-lundi 8 janvier, p. 10). En



voilà pour preuve une autre livraison d'extraits de cette correspondance. Elle souligne la dimension européenne de cette crise, le décalage entre les perceptions qu'en ont eues les « élites » et les intéressés, le rôle que s'attribuent ceux qui prétendent l'analyser, et sa signification du point de vue de la psychologie sociale.

### UNE RÉPLIQUE SOCIALE EUROPÉENNE

(...) Le divorce, constaté entre le peuple et les élites, ne pourrait-il pas être examiné selon un autre prisme, qui oppose des conceptions divergentes quant à la construction de l'Europe ? Paradoxalement, la proposition d'Alain Juppé d'inscrire la référence au « service public » à la française dans le préambule de la Constitution illustre ce malentendu : en effet, il ne s'agit pas de maintenir un village d'Astérix, ultime point de résistance (faillite au demeurant) face à la défiance libérale portée par l'Europe de Maastricht, mais de débattre justement d'une conception européenne d'un pacte social et politique. (...) De ce point de vue, et comme l'illustrent les mouvements sociaux en cours en Belgique et au Luxembourg contre des projets similaires à ceux du gouvernement français, ces trois semaines de grève peuvent être perçues autant comme une défense du « pacte républicain » (dont se prévalait le candidat Chirac, avant d'être supplanté par le président élu) rendu aux raisons de la pensée unique (tant dénoncée) que d'une certaine conception - au moins implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

Cela pourrait se traduire par une confrontation sur l'élaboration de revendications communes, et déboucher sur des campagnes et actions communes ayant pour exigence l'ouverture de négociations avec les instances communautaires et les organisations patronales européennes. Pourquoi ne pas organiser une grève européenne sur la réduction du temps de travail, par exemple ? (...) A une construction européenne libérale et monétariste, il faut pouvoir opposer un modèle cohérent, qui, tout en conjuguant le respect des diversités locales, permette à la majeure partie des peuples européens de s'identifier de façon positive : le devoir de cette gauche implicite - de l'Europe. (...) A cette nécessaire coordination de l'action des salariés, il convient d'ajouter l'indispensable prise en compte de l'expression des « exclus » du monde du travail, que le mouvement syndical européen se doit de promouvoir (...).

poids à l'hégémonie des marchés internationaux, c'est l'adhésion au syndicat : organisation de résistances et de luttes par essence.

Les contraintes économiques sont incontournables pour autant que personne ne s'y oppose. Si une opposition unie, solidaire, fait front, alors tout devient négociable. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes propositions, il faut aussi avoir « la raison sociale » avec soi ! (...) J'entends une autocritique quant à l'analyse du mouvement social perçu par la confédération. Je sais ce que ce terme peut avoir de ringard, et de douloureux à la CPDT, mais il sera beaucoup moins ringard que le débat qui s'annonce entre exclusion-démision. Et surtout, on gagnera du temps ! Le pari de l'efficacité, je le veux y croire.

Claude Delorme, Vénissieux (Rhône)

### LA FACTURE DU PLAN JUPPÉ

Pour un couple ayant trois enfants à charge : le chef de famille gagne 7 900 F par mois, son conjoint 4 800 F par mois. Le revenu du ménage est inférieur au seuil d'exonération, donc non imposable (104 900 F pour quatre parts). Avec le plan Juppé, il faudra déclarer les allocations familiales, qui s'élèveront à 41 592 F (37 092 F d'allocations familiales et 4 500 F d'allocation de rentrée scolaire). Par conséquent, le revenu imposable du ménage passera à 146 500 F (104 900 F + 41 592 F), et pour quatre parts, l'impôt sur le revenu s'élèvera à 7 068 F.

Pour ce couple devenant imposable, tous les droits sociaux s'évaporeront : - 3 500 F de bourses scolaires ; - 12 000 F d'allocation logement ; - 4 500 F d'allocation de rentrée scolaire ; - 400 F de dégrèvement partiel sur la taxe d'habitation ; total : 20 400 F.

La facture sera donc la suivante : 7 068 F d'impôt sur le revenu ; 20 400 F de droits sociaux ; 1 000 F RDS (remboursement dette sociale) ; soit 28 468 F par an.

Madeleine Marill, Reynes (Pyrénées-Orientales)

### UNE RÉACTION BIO-PSYCHO-SOCIALEMENT CORRECTE

(...) Cette grève est bio-psycho-socialement correcte, car elle est celle d'êtres humains dont les différents niveaux d'organisation biologique, psychologique et sociale ne sont pas d'adhésion, mais agissent, interagissent, rétroagissent et réagissent à l'unisson.

Cette grève, cette ré-action, est en partie due au réveil de l'émotion ancestrale qui est la peur, et de l'instinct de survie chez des hommes, personnes, citoyens, à qui il est demandé toujours plus (la bourse ou la vie, pour vivre il faut choisir).

Cette peur n'est pas une angosse, car elle n'est pas sans objet, sans motif sérieux. Elle est celle d'un avenir bio-psycho-social qui se dessine malheureusement avec de plus en plus de précision - négative.

Si cette peur, croissant depuis plusieurs années, a été atténuée, rassurée par les promesses d'avant mai 1995, elle a manifestement été dé-

copiée par les prétendus lapsus des ministres démissionnaires, et bien évidemment, par les décisions « politico-économiques » en complète opposition avec les promesses.

L'être humain, la personne, le citoyen, n'a alors schématiquement que trois solutions : la fuite ; l'abandon ; la lutte. La troisième solution a finalement été choisie pour ne pas sombrer dans la dépression tant psychologique que socio-économique. Si, pour survivre, tout être vivant doit s'adapter à son environnement, cette adaptation chez l'être humain, qu'elle se nomme changement ou réforme, doit être « éthiquement correcte » pour être humaine. Elle ne peut être seulement « comptable » on bénéficie qu'à un nombre de plus en plus restreint d'habitants de notre « terre-paire ».

Docteur Valtaggio-Lucas, Chinnon (Indre-et-Loire)

### LA FRANCE MYTHIQUE

« La France vit au-dessus de ses moyens », proclament nombre de nos experts du haut de leur savoir. Mais de quelle France s'agit-il ? De celle des SDF ? De celle des chômeurs ? De celle des RMistes ? De celle des petits salariés ou retraités aux confins de la pauvreté ou du minimum vital ? De celle des salariés ou retraités qu'une relative aisance incite à mettre de l'argent de côté pour protéger l'avenir d'enfants ou petits-enfants vulnérables au chômage ou déjà privés de leur emploi ?

Cela fait beaucoup de monde qui n'appartient pas à la France mythique de nos experts, et contribue à expliquer pourquoi s'élargit de plus en plus le fossé entre les habitants ordinaires de la France 1995 et leurs

Yves-Marie Choupault, Lédénon (Gard)

### LES TÉLÉPENSEURS

Le mouvement social de décembre 1995 a consacré un nouveau concept. Les militants de mai 68, frottés de maoïsme, s'en prenaient aux « classes dominantes » ; c'est aujourd'hui l'« élite » qui est clouée au pilori (...). Il faut toutefois noter qu'au sein de cette élite certains ont étonnamment prospéré durant cette crise : les intellectuels en général, et les sociologues en particulier. Pas de journée sans table ronde, débats, entretiens, interviews, micro-crochets et autres « Marchés du siècle », où on n'a lu, vu, et entendu la même poignée de sociologues, consultants et autres essayistes nous expliquer ce qu'il fallait penser à la fois de l'arrêt des trains et de la marche du monde (...). On nous a refait le monde, la crise, la société française, la modernité, le marché mondial, le service public, l'état et les exclus à longueur d'antenne, avec la même présomption, la même arrogance et les mêmes certitudes que celles qu'on dénonce dans notre énararchie.

Plus gravement, on a, au passage, confisqué la parole des acteurs, tout d'abord en saturant tout l'espace public et, ensuite, lorsque par miracle un gréviste pouvait hasarder trois mots, en lui expliquant docilement ce qu'il avait voulu dire.

Les intellectuels, et les sociologues plus peut-être que les autres, devraient pourtant être les plus vigi-

lants à l'égard de toutes les formes de corruption de la pensée.

L'incapacité à résister devant un micro, ou une pétition, est sans doute aujourd'hui une des plus insidieuses. Peut-on rappeler aux uns et aux autres qu'on leur demande d'abord de savoir écouter ?

Dominique Monjardet, Paris

### « ON » A CHOISI POUR MOI

La construction de l'Europe, que le croyais naïvement être une Europe des individus au sein de laquelle il eût été possible de construire des chemins humains d'information, d'influence, d'enrichissement et de collaboration entre gens préoccupés par des problèmes identiques, un peu à la manière du rayonnement artistique qui baigna l'Europe au XIV<sup>e</sup> siècle, sans se soucier des frontières de duchés, de royaumes ou de comitats, se révèle être l'édification d'une puissance financière mégalo-mane capable de chahuter avec le reste du monde... En quoi cela me concerne-t-il ? En rien... En rien parce que cette orientation n'est pas le résultat d'une concentration à laquelle j'aurais pris part : « on » a choisi pour moi. Dans l'intérêt supérieur de l'Etat ? J'en doute. Dans l'intérêt de quelques multinationales dont je connais à peine les noms ? Je doute déjà moins. (...) Alors, je n'ai rien à perdre, et c'est parce que je n'ai











Journal 150

# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Le prix de la garantie de l'Etat

QUE VAUT LA GARANTIE de l'Etat ? Entendons-nous bien. La signature de la France est une des plus respectées du monde, et ce n'est pas de cela dont il s'agit. La question qui se pose est celle du coût d'un emprunt d'un établissement public, bardé de tous les privilèges et assurances inimaginables, selon qu'il bénéficiera ou non de la garantie explicite de la République française. De nombreuses enquêtes sont actuellement menées à ce sujet auprès des investisseurs internationaux qui donnent des résultats assez surprenants. Tous les professionnels attachent du prix à la garantie, mais dans des proportions très variées. Un sondage récent montre que les avis divergent dans une fourchette de 2 à 20 centimes de rendement ; si par exemple un emprunt garanti devait rapporter 6,02 %, certains se contenteraient de 6,02 % dans le cadre d'un emprunt non garanti, alors que d'autres exigeraient jusqu'à 6,20 %.

De telles consultations ont pour but de préparer la voie aux grandes émissions de ce printemps destinées à financer le déficit de la sécurité sociale. Rien n'a encore été officiellement annoncé quant aux modalités de ces opérations, mais

la plupart des spécialistes estiment qu'il sera nécessaire de faire appel au marché international des capitaux et de lancer une ou plusieurs transactions libellées en devises étrangères. On sait que le débiteur ne sera pas l'Etat lui-même mais un établissement public. Il y a une semaine encore, on pensait généralement pouvoir se passer de la garantie. On en est moins sûr à l'heure actuelle. Les investisseurs se montrent difficiles, échaudés qu'ils sont par le nouvel et surprenant effondrement des cours des obligations du Crédit foncier de France.

Quoi qu'il en soit de la sécurité sociale, le marché international s'apprête, de toute façon, à accueillir sous peu une émission garantie dont le bénéficiaire sera la Banque française du commerce extérieur. L'affaire devrait porter sur 500 millions de deutschemarks, soit le montant total de deux emprunts anciens qui auraient encore eu un et deux ans à courir mais qui ont été dénoncés. Lorsque ces emprunts anciens ont été contractés, les taux d'intérêt étaient beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui, et leur remplacement permettra de faire une économie importante. En même temps, il sera possible de prolonger un peu la durée du fi-

nancement, allant au-delà de 1998. Seules deux entreprises françaises ont actuellement le privilège d'émettre des emprunts étrangers garantis, la BFC et la Caisse française de développement, dans les rares cas où elles agissent pour le compte de l'Etat.

L'emprunt de la BFC représentera la première euro-emission en mars de l'année du débiteur français. Le marché allemand a connu une activité étonnante depuis le début du mois, une gamme très étendue d'emprunteurs s'y sont procurés des ressources par milliards de deutschemarks. On y a vu plusieurs pays européens de premier plan aussi bien que des Etats d'Amérique du Sud dont le crédit est discuté. Le calendrier de la troisième semaine de janvier est tout aussi chargé. Souhaitant lui épargner la vive concurrence qui s'exerce dans le domaine des durées de quatre à dix ans, les banques conseillent à la BFC de retenir une échéance de trois ans qui lui permettra d'obtenir d'excellentes conditions.

Un même souci d'éviter la confrontation dans un compartiment encombré a conduit, ces derniers jours, la Banque européenne d'investissement à lancer l'opération la plus remarquable de ce début d'année. Cette organisation cherchait un énorme montant de deutschemarks pour une durée de dix ans. Elle est parvenue à ses fins en faisant un détour par le marché de la devise néerlandaise, où elle a offert en souscription pour 2,5 milliards de florins d'euro-obligations. Sa proposition a été couronnée de succès.

Christophe Vetter

## DEVICES ET OR

### Le dollar à l'aveuglette

LA CONFIRMATION des difficultés de l'économie allemande n'a guère affecté, cette semaine, le deutschemark. Malgré l'annonce d'une forte progression du chômage en Allemagne au mois de décembre, d'un drapage du déficit public en 1995 (3,6 % du produit intérieur brut) et des sombres perspectives de croissance pour cette année (1 % seulement, selon l'Institut de conjoncture berliinois DIW), la monnaie allemande est restée ferme face à l'ensemble des devises européennes. Le mark s'échangeait vendredi soir 13 janvier à 3,4280 francs, 2,23 livres sterling et 1 092 lire italienne. S'il a coté un peu de terrain face au dollar, à 1,4410 mark, ce repli résulte pour l'essentiel du rebond de la monnaie américaine face à la devise japonaise (105,10 yens).

Ce dernier reste toutefois très fra-

gile, en raison de l'impasse budgétaire américaine. De surcroît, l'absence de publication d'indicateurs économiques aux Etats-Unis, pour cause de fermeture des services fédéraux chargés de les établir, fait que le dollar donne l'impression de monter à l'aveuglette. C'est ainsi que la parution des statistiques du commerce extérieur américain au mois d'octobre, déterminante pour l'évolution du billet vert, initialement prévue le 20 décembre, aura finalement lieu mercredi 17 janvier.

Un repli du deutschemark serait pourtant aujourd'hui le bienvenu. Comme le soulignent les économistes de Louis Dreyfus Finance, « le modèle allemand reposait en grande partie, dans les années 80, sur une amélioration régulière de la compétitivité réelle. L'appréciation nominale continue du mark contre les monnaies de ses principaux partenaires était continuellement compensée par un différentiel d'inflation très favorable à l'Allemagne. Depuis 1992, la désinflation mondiale et les conséquences de la réunification sur l'inflation allemande ont inversé ce phénomène et la compétitivité des prix des exportations allemandes est régulièrement érodée par l'appréciation du mark ».

Les malheurs de l'économie alle-

mande pourraient toutefois constituer, selon certains analystes, un facteur de stabilité sur le marché des changes européen. L'Allemagne n'étant plus en position de force pour imposer à ses partenaires le strict respect des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht, la naissance de l'euro s'en trouverait facilitée, ce qui favoriserait la hausse des monnaies européennes réputées faibles face à un deutschemark voué à disparaître.

P.-A. D.

L'OR		Cours 5-1	Cours 13-1
Or fin (kg barre)		62 320	62 400
Or fin (en lingot)		62 350	62 430
Pièce française (20 F)		76	76
Pièce française (10 F)		38	38
Pièce suisse (20 F)		35	35
Pièce suisse (10 F)		18	18
Pièce luxembourgeoise (20 F)		35	35
Souverain		62	62
Souverain Eilatshah		62	62
Demi-souverain		31	31
Pièce de 20 \$		235	235
Pièce de 10 \$		118	118
Pièce de 5 \$		59	59
Pièce de 50 pesos		235	235
Pièce de 20 marks		46	46
Pièce de 10 marks		23	23
Pièce de 5 marks		12	12

\* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la semaine hebdomadaire supplémentaire.

### COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 5 AU 12 JANVIER

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Francfort	Bonnheim	Amsterdam	Bruxelles	Madrid	Tokyo
Libre	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400	1,5400
DM	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280	3,4280
Yen	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10
Franc suisse	2,23	2,23	2,23	2,23	2,23	2,23	2,23	2,23	2,23
Franc belge	36,36	36,36	36,36	36,36	36,36	36,36	36,36	36,36	36,36
Franc italien	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36
Franc espagnol	166,67	166,67	166,67	166,67	166,67	166,67	166,67	166,67	166,67
Franc portugais	200,48	200,48	200,48	200,48	200,48	200,48	200,48	200,48	200,48
Franc grec	340,75	340,75	340,75	340,75	340,75	340,75	340,75	340,75	340,75
Franc turc	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36	1,36
Franc japonais	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10	105,10

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### La Bundesbank sous pression

TOUS LES REGARDS se tournent, une fois encore, vers Francfort, siège de la Bundesbank. La banque centrale allemande va-t-elle prendre en compte les nouveaux signes de ralentissement de la croissance outre-Rhin et réduire à nouveau ses taux directeurs ?

Les statistiques du chômage publiées lundi 8 janvier ont provoqué un véritable choc outre-Rhin, mais aussi dans les autres pays européens, où l'Allemagne fait figure d'élève modèle. Le taux de chômage a fortement augmenté, à 9,9 %, au mois de décembre, après 9,3 % en novembre. Cette brusque envolée a confirmé le ralentissement de l'économie allemande, intégré depuis longtemps par les investisseurs sur les marchés obligataires. Le rendement du Bund (emprunt d'Etat allemand) à dix ans s'est détendu de 6,70 % à 5,90 % depuis le mois d'octobre. Après la publication des statistiques du chômage, la pression, émanant notamment des milieux industriels

allemands, est devenue très forte pour que la Bundesbank procède, dans les plus brefs délais, à un nouvel assouplissement de sa politique monétaire.

Les opérateurs des marchés financiers se montrent à cet égard relativement optimistes. Selon les cours des contrats à terme sur l'euro-mark, qui reflètent leurs anticipations, ils prévoient des taux à trois mois à 3,3 % à la fin du mois de juin en Allemagne (contre 3,6 % aujourd'hui), ce qui engendrerait une réduction du taux d'escompte de la Bundesbank, fixé à 3 % depuis le 14 décembre.

De nombreux économistes écartent pourtant un tel scénario. La première raison est que la Bundesbank ne croit pas à l'efficacité des baisses de taux d'intérêt pour lutter contre la surévaluation du deutschemark, dont elle reconnaît toutefois l'impact négatif sur la compétitivité de l'économie allemande. Autre frein : la banque centrale allemande attendra sans doute plusieurs mois

afin d'étudier précisément l'impact de la réduction d'un demi-point de ses taux directeurs qu'elle a décidée à la mi-décembre. En agissant trop précipitamment, la Bundesbank donnerait au contraire l'impression qu'elle cède à la panique, ce qui nuirait à sa crédibilité et compromettrait à long terme les investisseurs. Ces derniers comprendraient d'autant moins une action rapide de la Bundesbank qu'ils sont habitués à ce que, en Allemagne, détente monétaire rime avec rigueur budgétaire. Or les dernières statistiques ont montré un dérapage inquiétant des déficits publics sans que le gouvernement annonce des mesures précises pour y mettre un terme.

### LA PENTE BAISSE DES TAUX

Dans ce contexte, la Bundesbank peut craindre que son « *lindens* » monétaire ne se révèle contre-productif et ne se traduise par une désaffection des investisseurs à l'égard des emprunts d'Etat allemands. Un tel scénario serait néfaste au financement de l'économie outre-Rhin, principalement financée sur les taux d'intérêt à long terme. Hans Tietmeyer et ses collègues ne veulent pas courir le risque, par une action prématurée, d'accroître la pente de la courbe des taux allemands, déjà particulièrement raide. L'écart entre les taux d'intérêt à court et à long terme s'établissait vendredi à 2,3 % en Allemagne contre 0,5 % aux Etats-Unis. Cette comparaison ne peut que dé-

plaire à la Bundesbank dans la mesure où elle semble signifier que les investisseurs internationaux font davantage confiance à la Réserve fédérale américaine qu'à elle-même pour maintenir l'inflation à un bas niveau au cours des dix prochaines années.

Plus fondamentalement, la Bundesbank ne croit pas que l'économie allemande soit confrontée à un processus déflationniste à la japonaise. Elle n'a donc pas de raisons d'utiliser la monnaie monétaire de façon aussi brutale que l'a fait la Banque du Japon (le taux d'escompte nippon a été réduit à 0,5 %), d'autant que le système bancaire allemand reste solide. Résumant la pensée sans doute dominante au sein de la banque centrale allemande, Franz Christl, Zettler, membre du conseil central, a estimé que « *toute une série de facteurs fondamentaux suggèrent que l'économie va reprendre son souffle et qu'une rupture (de la croissance) n'est pas à craindre* ». Selon lui, l'industrie allemande, fortement exportatrice, devrait profiter cette année de la croissance du commerce mondial, de la consolidation du dollar face au deutschemark et d'une progression de la consommation privée, encouragée par les allègements d'impôts.

Dans cet environnement, les économistes parlent pour une détente monétaire d'ampleur modeste au cours des prochains mois en Allemagne. Selon eux, la Bundesbank se contentera d'abaisser, très progressivement, le taux de ses prises en pen-

sion - le REPO -, qui détermine directement l'évolution des rendements de marché. Le « *tempo* » aurait été donné mercredi, avec la baisse symbolique du REPO, réduit de 3,75 % à 3,73 %. Ce taux pourrait être ramené à 3,5 %, selon les spécialistes de la banque américaine JP Morgan, à la fin du premier trimestre. C'est seulement à cette date, si la progression des prix et des agrégats monétaires reste favorable, que la Bundesbank pourrait décider une action plus énergique sous la forme d'une baisse de son taux d'escompte et de son taux Lombard.

En attendant cet éventuel heureux événement, la Banque de France devra utiliser au mieux le maigre potentiel de baisse des taux directeurs qui lui reste. Les analystes estiment qu'elle dispose, à court terme, d'une marge de réduction d'environ 0,5 % de son taux d'appel d'offres, au-

jourd'hui fixé à 4,45 % et qui est étroitement corrélé à celui des prises en pension allemand. L'institut d'émission français devra donc faire preuve de beaucoup de doigté pour préserver l'ambiance de détente monétaire dans laquelle les agents économiques se sont habitués à vivre depuis plusieurs mois et qui a permis de réduire au silence des détracteurs de la politique du franc fort.

Sur le marché obligataire français, la SNCF n'a pas eu à souffrir de ses récentes difficultés et de son avenir incertain. Sous la direction du Crédit agricole, elle a levé aisément, à un prix très honorable (le rendement des titres s'est inscrit à 0,12 % seulement au-dessus de celui des emprunts d'Etat) 3 milliards de francs d'obligations d'une durée de onze ans.

Pierre-Antoine Delhommeaux

### MATIF

Echéances 12-1	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	184 225	121,54	121,54	121,28	121,46
juin 96	1 097	121,52	121,52	121,28	121,50
Sept. 96	131	121,50	121,50	121,28	121,50
PRON 3 MOIS					
Mars 96	88 937	95,08	95,17	95,06	95,14
juin 96	10 915	95,05	95,43	95,25	95,41
Sept. 96	5 217	95,00	95,50	95,43	95,45
Déc. 96	2 319	95,34	95,43	95,34	95,42
ECU LONG TERM					
Mars 96	2 330	91,40	91,44	91,20	91,32
juin 96					

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Tristes tropiques, précieux métaux

LES PRODUITS tropicaux traversent une période morose. Ce n'est pas le désespoir absolu - les tendances fondamentales ne sont pas si mauvaises - mais les cours évoluent comme si toute perspective favorable leur était enlevée. Et le phénomène demeure à peu près identique pour le cacao, le café, et même le caoutchouc qui a pourtant connu il n'y a pas si longtemps des jours meilleurs.

Le cacao semble pris de timidité. Les cours ont progressé non sans hésitations jusqu'à 915 livres la tonne. « *C'est un niveau raisonnable pour les pays fournisseurs, juge un opérateur de chez Tardivat International, même s'il n'a pas vraiment de quoi se réjouir* ». Les négociants dans leur ensemble affirment que tous les pays producteurs sont sur

le marché, qu'il s'agit de « *gros cailloux* » comme la Côte-d'Ivoire (près d'un million de tonnes) ou de pays considérés comme plus marginaux, à l'exemple du Ghana (300 000 tonnes). « *Le grand jeu consiste à anticiper sur la récolte prochaine* », affirme un autre opérateur qui ne souhaite pas être cité.

Or les analystes prévoient une récolte record de cacao pour l'année à venir. Les rumeurs à ce propos se contredisent : d'autres n'hésitent pas à expliquer que le cacao entre dans sa sixième année de déficit. Mais les déficits n'ont plus guère d'impact sur les cours, surtout lorsque ceux-ci s'établissent à « *seulement* » 100 000 tonnes. D'autres négociants arguent encore que les stocks s'accumulent. En vérité, ils s'établissent à moins d'un

million de tonnes, soit quatre mois et demi de consommation, un chiffre dérisoire au regard d'autres matières premières. Mais dans ce marché sans boussole les chutes de prix s'expliquent a posteriori, tout ce qui pourrait les augmenter est ignoré.

Ainsi d'une étude néerlandaise sur le broyage du cacao aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne : on y lit que la consommation des Pays-Bas a augmenté de 6,24 % et celle de la Grande-Bretagne de 15,6 %. Même si les broyages en Allemagne ont diminué de 11 % en 1995 (par rapport à 1994), ces statistiques pouvaient alimenter un éventuel optimisme des courtiers.

### INFORMATION A LONDRES

Les fluctuations du café se reviennent tout aussi étranges. Après des semaines de chute vertigineuse, les cours se sont un peu renchérissés sans que de nouvelles informations ne le justifient. La tonne de café se vendait cette semaine entre 1 750 et 1 800 dollars la tonne, soit une hausse de près de 100 dollars par rapport à la semaine dernière. L'Association des producteurs de café (APCC) se réunira le 15 janvier au Brésil, puis le 23 janvier à Londres, afin de mettre en place un nouveau

plan de réduction susceptible de soutenir les cours. Mais ce calendrier était déjà connu des opérateurs il y a au moins quinze jours. Ils ne l'avaient pas vu très au sérieux, mais le considéraient avec plus de respect aujourd'hui. Ils savent que les pays fournisseurs nourrissent des opinions divergentes sur la question : le Costa Rica a déjà annoncé qu'il allait demander aux autres exportateurs la suspension pure et simple des ventes. Les Africains se sont prononcés pour une limitation drastique sans préciser le quota qu'ils envisageaient d'exporter. Par contre, un responsable colombien a mis en garde ses homologues contre une limitation trop sévère des ventes.

Le programme mis en place en 1995 s'est en définitive révélé onéreux et inefficace, estime-t-il. Les pays consommateurs ne sont pas très inquiets : même si les pays fournisseurs de café lançaient un nouveau plan - entreprise des plus hasardeuses -, les torréfacteurs se retireraient aussitôt du marché pour faire échouer ce plan. Une donnée climatique pourrait toutefois inverser la tendance baissière (en dépit du renchérissement de cette semaine) : la vague de froid qui touche le Mexique, sixième pro-

ducteur mondial. Les opérateurs savent pertinemment que les cafés sont des arbustes fragiles, sensibles au froid. Ils ont également bonne mémoire : ils se souviennent des gels catastrophiques, d'ailleurs responsables de l'explosion des cours à cette époque, qui ont sévi au Brésil en 1994.

Sans plus de raisons, la nouvelle année continue à sourire aux métaux précieux. Quelques fonds d'investissement américains, organismes de haute spéculation qui parient sur le court terme, ont déci-

dé de « *miser sur l'or* ». « *L'or n'est plus un métal ternes, estime un analyste. Il a retrouvé sa valeur mystique et mystérieuse* ». Mystérieuse, en effet, cette nouvelle poussée - l'once vaut actuellement près de 400 dollars - qui n'est étayée par aucun nouvel élément favorable. Bien sûr, l'argent, sur les ailes de l'or, a grimpé à son plus haut sommet depuis septembre : l'once se vendait 5,55 dollars, celle de platine 415 dollars.

Marie de Varney

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	12-1	11-1
Dow Jones comptant	225,82	226,64
Dow Jones à terme	321,61	323,28
MÉTALLS (Londres)		
Cuivre comptant	2 620	2 612
Cuivre à 3 mois	2 538	2 598
Aluminium comptant	1 633,50	1 629
Aluminium à 3 mois	1 622,50	1 627
Plomb comptant	700	699
Plomb à 3 mois	692	698
Etain comptant	6 320	6 305
Etain à 3 mois	6 342	6 335
Zinc comptant	1 014,50	1 012
Zinc à 3 mois	1 040	1 041
Nickel comptant	7 680	7 688

Nickel à 3 mois	7 750	7 725
MÉTALLS PRÉCIEUX (New York)		
Argent à terme		
Platine à terme	415	415
Palladium		
GRANDES ET DENRÉES		
Biz (Chicago)		
Mais (Chicago)	3,61	
Graine soja (Chicago)		
Tour. soja (Chicago)		
R de terre (Londres)	200	200
Orge (Londres)	115,60	
SOFTS		
Cacao (New York)		
Café (Londres)	1 935	
Sucre blanc (Paris)	1 555,52	
OLÉAGINEUX, AGRUMES		
Coton (New York)	0,82	
Jus d'orange (New York)	1,17	



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**TENNIS** Monica Seles, qualifiée samedi 13 janvier pour la finale du Tournoi de Sydney, apparaît comme la favorite des Internationaux d'Australie qui se disputent à Mel-

bourne du 15 au 28 janvier. ● **IN-VAINCUE** à Hinder Park où elle fut trois fois championne (1991, 1992, 1993), l'Américaine est tête de série n° 1, en l'absence de Steffi Graf, qui

vient de subir une opération au pied. ● **LE TIRAGE AU SORT**, qui a placé la tenante du titre, Mary Pierce (n° 4), dans le bas du tableau, permet à celle-ci d'espérer la ren-

contrer en finale. ● **DANS UN ENTRETEN** accordé au Monde, la Française affirme en effet qu'elle aborde la saison avec sérénité et joie. ● **VICTORIEUSE** à Melbourne en

1995, Mary Pierce avait déçu dans les trois tournois du Grand Chelem suivants, éliminée dès son entrée aux Masters de New York, à Hambourg et à Philadelphie.

## « Mon objectif reste de devenir numéro un mondial »

La Française Mary Pierce, tenante du titre des Internationaux d'Australie, vient de traverser une saison difficile. Dans un entretien au « Monde », elle affirme qu'elle revient à Melbourne avec une confiance renouvelée

**ENTRAÎNEMENTS RYTHMÉS** en force et en sourires, Mary Pierce revient en pleine forme et apparaît mûrie, plus sereine. Elle qui s'en était allée piteuse à la fin de l'année est bien décidée à garder son titre des Internationaux d'Australie et, par la suite, faire mieux qu'en 1995.

Après sa victoire à Melbourne sur Arantxa Sanchez-Vicario, son tennis s'est étoilé et Mary Pierce a accumulé les défaites et les déceptions. Dix longs mois de frustrations pour celle qui rêvait de venir cueillir un nouveau titre du Grand Chelem à Roland-Garros. Elle n'y dépassa pas le quatrième tour. A Wimbledon, elle fut dominée dès le deuxième tour ; puis elle quitta l'US Open au bout de trois matches. Une victoire, en finale du tournoi de Tokyo, contre la même Arantxa, en septembre, ne l'a pas consolée de sa saison. Séparée de son entraîneur, Sven Groeneveld, Mary Pierce vient de reprendre les études qu'elle avait abandonnées, dans ses fatigues de 1995. Vendredi 12 janvier, à Melbourne, la tête de série numéro 4 a accueilli le tirage au sort avec gourmandise. Il lui permet d'espérer une rencontre en finale avec Monica Seles, tête de série numéro 1, comme l'était Arantxa Sanchez-Vicario quand Pierce l'avait dominée en finale à Melbourne en 1995.

« Quelle impression vous donne votre retour sur un central où vous avez gagné le premier tournoi du Grand Chelem de votre carrière ?

— Quand j'y suis revenue, mardi, pendant les cinq premières minutes j'ai pensé à la finale et les images se sont bousculées. Après, je me suis dit qu'il fallait se concentrer sur cette quinzaine et oublier pendant quelque temps. Je pense que ce sera facile parce que cette victoire est à moi, c'est un souvenir que je garderai toute ma vie.

— Qu'espérez-vous du tournoi 1996 ?

— D'abord, il y a l'Australie. J'aimerais y revenir. Les gens y sont sympathiques et tout contribue à ce que je m'y sente détendue. Surtout, je suis bien préparée, je joue bien. J'arrive avec le même état

d'esprit que l'an dernier. Je n'attends rien de moi-même et je ne veux pas m'imposer de pression. Bien sûr, je veux aussi gagner. Je souhaiterais arriver jusqu'à la finale et je voudrais y rencontrer Monica Seles. J'adore jouer contre des meilleures joueuses que moi.

— Quel bilan tirez-vous de votre saison 1995 ?

— Cela aura été une saison intéressante. J'ai gagné un tournoi du Grand Chelem. Je suis rentrée parmi les meilleures joueuses mondiales, et cela, ce n'est pas si mal. Bien sûr, je suis sans doute allée un peu vite. J'ai tellement bien commencé l'année en gagnant en Australie... Alors, les gens se sont mis à beaucoup attendre de moi, en disant : « Vous voyez, Mary Pierce, elle commence à bien jouer, elle peut remporter des tournois. » Après, j'ai connu des moments



MARY PIERCE

moins heureux, je n'ai plus fait grand-chose et cela a été difficile mentalement. Pourtant, je continuais de jouer et de travailler dur. Je me suis fatiguée, j'ai été malade, puis blessée. C'était de plus en plus difficile car mon jeu exige que je sois à 100 % de ma forme physique. Alors, certains se sont éloignés.

Quand on joue bien, on a plein d'amis. Quand on perd, les gens ne sont plus là. J'ai accepté tout cela et j'ai beaucoup réfléchi. Dans les moments difficiles, on apprend le plus de soi-même, et sur son tennis.

— Vous vous êtes séparée de votre entraîneur, Sven Groeneveld ?

— Ce n'était plus comme avant, il n'y avait plus l'intensité, l'entente des débuts. Aujourd'hui, je m'entraîne avec Jose Rincón, mon préparateur physique, avec qui je vais travailler toute l'année. Nick Bollettieri est avec moi en Australie. Mon *sparring partner* pour le tournoi vient de Melbourne.

— Avez-vous privilégié des compartiments de votre jeu ?

— J'ai plus travaillé ma montée au filet, le service et le retour. Ce coup me faisait défaut à la fin de l'année,

et il est indispensable dans mon jeu puissant. J'ai changé de diététique en juin l'an dernier. Je suis gourmande. J'avais tendance à manger trop de sucres et de sucres lents et je manquais de protéines. Du coup, je me sens mieux. Pour bien jouer, j'ai besoin de me sentir forte.

— Comment abordez-vous cette nouvelle saison ?

— J'ai grandi. Parce que j'ai beaucoup appris, cela va être une saison intéressante. Elle est ouverte et je la veux pour moi. Aujourd'hui, je sais ce dont j'ai envie et comment je parviendrai à réaliser mes rêves. J'ai compris qu'il n'y avait pas de secret. Je sais que je dois bien manger, me coucher tôt, parce que je suis une joueuse de tennis de haut niveau et que j'aime cela. Avant, j'étais une joueuse de tennis, mais je n'en étais pas complètement

fière. Aujourd'hui, je me regarde jouer et j'accepte que ce soit ma vie. Dans les cinq, six, sept huit prochaines années, je vais jouer au tennis et après cela je pourrai faire ce que je veux, faire la grasse matinee, par exemple !

— Mon but reste de gagner Roland-Garros et d'être la première joueuse mondiale, mais je ne suis plus pressée. Ce sera cette année, dans deux ans, dans quatre ans : je sais que je le ferai au moins une fois dans ma vie. Je suis aussi très fière de compter parmi l'équipe de France qui disputera les Jeux olympiques d'Atlanta en 1996.

— Travaillez-vous toujours au

rant ?

— J'ignore pourquoi les gens

pensent que je travaille moins

qu'avant. Je consacre trois à

sept heures par jour au tennis.

— Que vous manque-t-il pour

être numéro un mondiale ?

— Toutes les joueuses qui sont dans les dix meilleures mondiales peuvent être numéro un mondiale. Pour y parvenir il faut se montrer la plus constante, la plus forte mentalement, physiquement, posséder un bon jeu, complet. Il faut aussi être capable de vivre avec ce but.

Travailler tous les jours, tout en trouvant des temps de répit pour essayer de se laisser vivre un peu.

— Vous allez avoir vingt et un

ans le 15 janvier. Vous semblez

avoir très bien digéré toutes les

péripéties de la séparation d'avec

votre père pendant l'année écoulée. Est-ce du courage ou de l'optimisme ?

— Il faut avoir un peu de tout. Il

faut savoir ne pas oublier tout en

sachant mettre parfois ces choses

de côté. Cela n'a pas été facile. Je

me suis souvent dit que j'étais

jeune, que j'avais ma vie devant

moi. L'an dernier, d'ailleurs, je

n'avais pas très envie d'avoir vingt

ans. Vingt et un ans, ça va, même si

je pense, parfois, que j'en ai tou-

jours quinze. Et si j'ai aussi quel-

quefois l'impression d'avoir quar-

ante ans parce que j'ai beaucoup

voyagé.

Propos recueillis par  
Bénédicte Mathieu

## Un enfant guinéen tué par un motard du Grenade-Dakar

UNE FILLETTE guinéenne de trois ans a été mortellement blessée par un motard au cours de la treizième étape du rallye-raid Grenade-Dakar, disputée vendredi 12 janvier entre Kayes (Mali) et Labé (Guinée). L'accident s'est produit 2 kilomètres avant le village guinéen de Taramballi, lorsque le Français Marcel Pilet (KTM) a percuté l'enfant qui traversait la piste derrière une bosse sans visibilité, selon la version présentée par l'organisation du rallye. La fillette est décédée des suites d'un traumatisme crânien, tandis que le motard est sorti indemne de l'accident.

Depuis sa création, en 1979, le Paris-Dakar, devenu cette année Grenade-Dakar, a été marqué par trente-trois accidents mortels. Onze concurrents se sont tués au cours de l'épreuve. Au cours de la présente édition, Laurent Gueguen a péri carbonisé, le 3 janvier, à bord de son camion qui avait vraisemblablement sauté sur une mine dans le Sahara occidental. L'état d'un autre concurrent, Thierry Rannou, est toujours jugé

préoccupant après sa chute en moto le même jour.

Quatorze victimes ont été recensées parmi les membres de l'organisation, les journalistes et les équipes d'assistance. Le 14 janvier marque la date du dixième anniversaire de la mort de Thierry Sabine, le fondateur de l'épreuve, du chanteur Daniel Balavoine et de trois autres personnes dont l'hélicoptère s'était écrasé au Mali en 1986.

**VICTIMES « CIVILES »**

Le décès de la fillette guinéenne porte à huit le total des victimes « civiles », selon l'expression employée dans les guerres. Six enfants et deux femmes ont ainsi été tués depuis le premier accident de ce type, en 1984, lorsqu'un véhicule était parti en tonneaux au Burkina-Faso, fauchant une mère et blessant grièvement sa fille.

La plupart du temps, ces décès sont dus à l'imprudence des concurrents, qui ne respectent pas les limites de vitesse imposées par les organisateurs pendant les traversées de villages.



COMMUNICATION

## « InfoMatin » mis en liquidation

LE TRIBUNAL de commerce de Paris a prononcé vendredi 12 janvier la liquidation de la société éditrice d'InfoMatin, en dépôt de bilan depuis le 8 janvier. Le tribunal a examiné le dossier d'InfoMatin en présence d'André Rousselet, patron et actionnaire principal, et des représentants des salariés, ainsi que des avocats de toutes les parties concernées. Lors d'une réunion à huis clos, en chambre

du conseil, André Rousselet a, selon le personnel, confirmé qu'il ne voulait plus financer InfoMatin, dont le dernier numéro a paru en kiosque lundi 8 janvier.

Cette décision met fin aux espoirs du personnel, qui souhaitait une procédure de redressement judiciaire et la nomination d'un administrateur qui aurait pu permettre une poursuite des activités du journal. Pour favoriser cette

option, la majorité du personnel s'était engagée « à réaliser le journal durant quinze jours, en renonçant à toute rémunération, sous réserve d'une mise en redressement judiciaire avec parution ». Faute d'offre de reprise, le tribunal a finalement choisi la liquidation, qui entraîne la vente de tous les actifs pour régler les salaires et les fournisseurs. Quarante-vingt-six emplois sont ainsi supprimés.

Dans un communiqué du 9 janvier, le Syndicat national des journalistes (SNJ) déplorait l'attitude d'André Rousselet : « Un Journal ne peut être à la merci de la volonté d'un seul homme. »

**UN STATUT POUR LA PRESSE**

Au-delà, le SNJ demande « un statut d'exception qui garantisse, au-delà des exigences financières, la survie des entreprises de presse ».

« Il y a place aussi pour des mécanismes de régulation qui prennent en compte à la fois la fragilité économique et le rôle culturel, social et politique de l'information », poursuit le SNJ, qui demande la « reconnaissance d'autres légitimités que celle du pouvoir financier » : celle des journalistes et celle des lecteurs.

Lancé le 10 janvier 1994, repris par André Rousselet en avril de la même année, le journal diffusait près de 70 000 exemplaires, alors qu'il lui en fallait le double pour équilibrer ses comptes. En deux ans, InfoMatin a perdu 150 millions de francs. La décision d'André Rousselet d'arrêter son soutien au journal, consécutive à un conflit avec la rédaction, a mis fin à près de deux ans de relations orageuses.

Pour le SNJ, l'arrêt d'InfoMatin s'apparente à un « licenciement collectif disciplinaire ». Interrogé sur LCI, le 6 janvier, André Rousselet avait indiqué : « Si la liquidation est prononcée, je suis libre. Je ne suis pas interdit de presse. »

A. S.

“GRAND JURY”  
RTL-Le Monde

ALAIN  
MADELIN

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
LAURENT MAUDUIT (LE MONDE)  
ET  
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30  
RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

CORRESPONDANCE

## La réorganisation de la Société des auteurs dramatiques

Marcel Bluwal et Olivier Carmet, respectivement président et délégué général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), nous ont adressé les précisions suivantes à la suite de l'article publié dans notre édition du jeudi 23 novembre 1995 :

Il n'y a pas de « prise de pouvoir par les juristes et les gestionnaires » à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD). La SACD reste elle-même. Elle a simplement décidé de se doter des moyens de faire rapidement face aux situations nouvelles créées par l'évolution des techniques dans le domaine du droit d'auteur — lequel n'est certainement pas une « manne », mais un droit reconnu dans son principe par la loi depuis deux siècles, et le juste salaire d'un travail.

Entreprise par la commission plénière, instance élue par les auteurs,

totallement solidaire et héritière de l'action et de la réflexion des présidents et des commissions précédentes, si peu « endormis » qu'ils ont gagné entre autres la bataille vitale de l'exception culturelle, cette réforme a pour conséquence un projet de modification des statuts de la SACD qui sera soumis prochainement à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire.

Il stipule dans son principe que la politique de la SACD est déterminée en commun par la commission plénière, le président et le délégué général, et que le délégué général (choisi par la commission et non par le président) a la responsabilité de mettre en œuvre cette politique dont il est comptable. Il est à ce titre le gérant de la société et il rend compte de son action devant la commission. Il est révocable par elle.

On est la prise de pouvoir ? Quant aux supputations sur la po-

litique de la SACD, elle sont manifestement prématurées. La raison en est simple. Cette politique doit d'urgence, avant de s'exprimer, être définie dans les conditions qui précèdent par une décision de la commission, du président et du délégué général.

Quant à la « cartellisation » entre sociétés d'auteurs et au risque de « satellisation » d'une SACD qui graviterait autour de la Sacem, la réponse est évidente : indépendamment du fait qu'il est contradictoire de parler d'entente entre sociétés d'auteurs pour ensuite les opposer, il est clair que la SACD et la Sacem interviennent dans des secteurs distincts de la création et qu'elles continueront à assurer, en toute indépendance, la défense des auteurs, sans créer entre elles des difficultés qui pourraient compromettre la vocation commune qui est leur raison d'être.

هكذا من لاجل



## La deuxième génération du monospace

Un véhicule moins cher, plus compact, plus dédié au ramassage scolaire

MOYEN des monospaces, le Voyager fait peau neuve. Plus nombreux dans ses dimensions (3,73 mètres de longueur pour la version standard soit 19 centimètres supplémentaires et 1,97 mètres en tout pour la version grand Voyager I), venu juste ce qu'il faut pour accueillir sept personnes, le nouveau Voyager sera commercialisé dès février à partir de 2,479 900 francs pour le SE 2.4 litres, alors que la version turbo-Diesel 2.5 litres sera proposée à 176 900 francs.

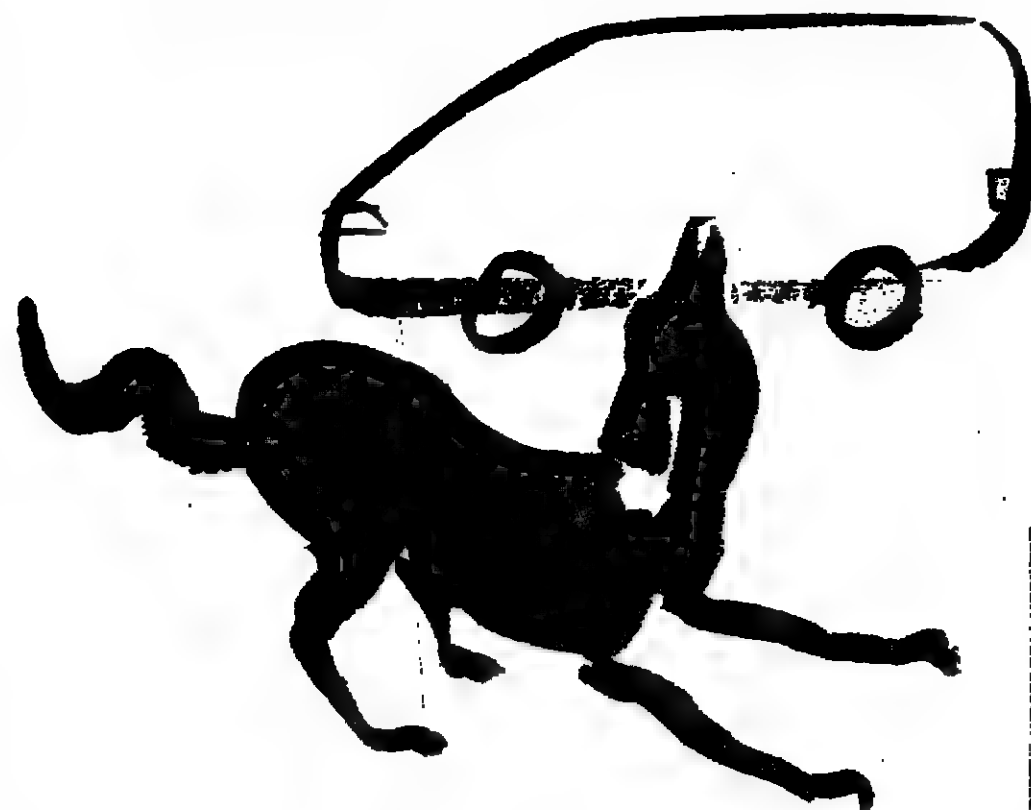
Motus atypique et plus pratique, cette deuxième génération veut aller « au-delà du concept classique du monospace ». Ses lignes plus épurées, comme la cassure nette entre le pare-brise et le capot, cherchent à retrouver la fluidité esthétique d'une berline. Désormais équipé de deux portes coulissantes, le Voyager, né en 1983, offre également une position de conduite plus proche d'une auto classique, une motorisation essence plus musclée, un rayon de braquage moins ridicule mais conserve certains détails pris comme sa suspension un peu ferme et des banquettes arrière plutôt que des sièges individuels.

Pour la firme américaine, distribuée en France par Sonauto, la concurrence ne se limite plus seulement à la Renault Espace ou à la Toyota Previa. Sur le marché de la voiture-cocoon, qui s'est constituée, depuis le début de la décennie, un jolii capital de sympathie, les nouveautés se bousculent depuis un an et demi. Sont apparus les modèles réalisés par Peugeot-Citroën et Fiat (806, Evasion, Ulysse et Zeta), la Honda Shuttle, ainsi que le Sharan

et le Galaxy, fruits d'un accord Volkswagen-Ford. Cet automne seront lancés la Classe V de Mercedes, le Sintra d'Opel ainsi que deux Renault (le nouvel Espace et la version monospace de la Mégane).

En France, les ventes (55 000 en 1995) ont augmenté de 23 % en un an alors qu'en Europe la hausse a dépassé les 30 % l'an dernier. Pourtant, les constructeurs, qui tabaient il y a deux ans sur 400 000 ventes en Europe dès 1998, ont dû revoir leurs prétentions à la baisse : l'an passé, le cap des 200 000 a tout juste été franchi. Certes dynamique, ce marché ne permettra donc pas à toutes les usines spécialement sorties de terre de tourner à plein régime. Car le monospace est une voiture familiale, mais pas populaire. Son prix d'achat démarre autour de 150 000 francs, et la clientèle-cible se recrute surtout parmi les jeunes familles aisées (trente-quarante ans), ayant souvent trois enfants et des revenus d'actif à part, ils s'adressent à leur tour à la clientèle familiale et aisée.

La banalisation guette-t-elle le monospace ? « Chez nous, le risque n'existe pas encore. En revanche, aux



futurs modèles, poursuit M. Ramage. Moins chers et bien adaptés à une utilisation de loisir, les breaks sont devenus de vrais rivaux. Quant aux 4x4 (en progression de 16,4 % l'an passé en France), eux aussi appréciés pour leur position de conduite élevée et leur personnalité à part, ils s'adressent à leur tour à la clientèle familiale et aisée.

Le futur Espace conservera à peu de chose près ses actuelles dimen-

Etats-Unis, les enquêtes font état d'un certain blues parmi des automobilistes, lassés de circuler avec un véhicule à bord duquel ils donnent le sentiment de n'être qu'en tant que parents, assure un spécialiste. Ce n'est pas un hasard si ce sont les pick-up et les 4x4, plus hétéroclites, qui se vendent le mieux.

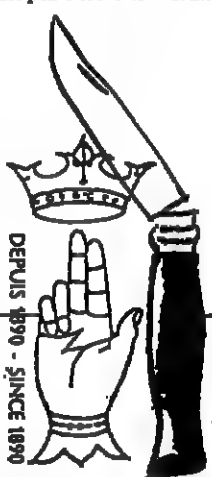
Chez Renault, on considère qu'il faut anticiper les attentes du client, quitte à prendre quelques risques. L'innovation est le prix à payer pour éviter que le succès du monospace ne soit qu'un feu de paille. « Les premiers acheteurs étaient disposés à consentir des sacrifices en termes de confort et parfois d'esthétique. Cette époque est révolue. Aujourd'hui, la clientèle attend un véhicule plus sûr, plus proche du niveau de confort et de l'agrément d'une berline », insiste René Decoinck, directeur du produit.

Le futur Espace conservera à peu de chose près ses actuelles dimen-

alors, intégrera une planche de bord originale, dans l'esprit de celle de la Twingo, et offrira une meilleure position de conduite. Mais le grand défi de Renault sera la version monospace de la Mégane, qui tentera de décliner sur une voiture moyenne un concept qui, jusqu'ici, n'a engendré que des véhicules volumineux. Elle ne comptera que deux rangées de sièges, mais la modularité de son habitacle, prometteuse ses concepteurs, aura de quoi surprendre.

Bref, l'objectif est de proposer un monospace plus compact et moins cher, adapté à une famille de deux enfants alors que les modèles classiques s'adressent davantage à celles qui en ont trois. Au vu des dernières statistiques démographiques, on comprend tout l'intérêt d'un tel élargissement de clientèle.

Jean-Michel Normand



Participation, empêché des retrouvailles précipitées lorsque la lame se soulève. L'Opinel, robuste centenaire, tombe en

rusticité, ne se contente pas du marché français. Pour plus d'un tiers, la production savoyarde viticole est exportée de contrées éloignées et, face à la concurrence anglaise, il n'a guère habitude, le conteur plébiscite à gagner en qualité. Pour les Japonais, il apparaît à mi-chemin entre le monde des Américains. Il s'est affiné, a opté pour une lame plus effilée, plus apte à affronter son cousin des établissements Buck. Bientôt, peut-être, il cédera à la pression des prudents, en s'équipant d'une virole.

Aude Dassonville

### L'Opinel, star internationale.

PARCIE INTÉGRANTE du patrimoine français, marque déposée du Petit Larousse depuis 1989, le conteur Opinel a conquis de longue date les poches des hommes et les sacs des dames. Constitué de cinq pièces, son extrême simplicité suffit de l'essentiel, d'où son succès. D'abord, la lame. Glorifiée ou blâmée, mais toujours convexe, elle ne demande qu'à trancher. L'acier dont elle est trempée supporte l'usage, ce qui lui confère la ténacité et la longévité. Puis vient la manche. Fendu pour accueillir la lame au repos, il en épouse amoureusement la forme.

Ergonomique et coquet, il s'habille d'une centaine d'essences de bois différentes, du hêtre au palissandre en passant par le bubinga et l'amarante, se pare de couleurs et de vernis. Le puriste le préférera jaune doré, de la nuance du vernis qui a fait son succès ; le collectionneur se précipitera sur les exemplaires commémoratifs du débarquement ou du centenaire du cinéma. La lame et le manche parachevent leur allure d'une gravure : frappé Opinel et de l'insigne main couronnée, adoptée en 1909, le conteur précise son identité à qui s'occuperait encore sa silhouette. Enfin, une bague amovible de sécurité à

## Femmes telles qu'« Elle »

A travers le fameux magazine, cinquante années qui ont changé la vie des Françaises

MESSIEURS s'abstenir ! Telles qu'Elle n'est pas pour eux. D'ailleurs, Colombe Pringle le reconnaît dans un petit rire : les femmes l'intéressent dix fois plus que les hommes. « Un hebdomadaire masculin sur cinquante ans, ce serait d'un ennui éternel ! » Alors que, du droit de vote et du mixer à la pilule et à Jean, l'histoire des Françaises depuis 1945 racontée à travers les pages complètes du magazine Elle, passe de bout en bout. Derrière l'air du temps, de l'autre le détail, de l'autre la sociologie : d'un côté les détails, de l'autre les sujets forts. Sans a priori : certaines années sont marquées par des faits politiques ou de société - loi Veil (1973), mères porteuses (1980), etc. -, d'autres par la psychologie (amour, famille, sexe), d'autres encore par la mode. Car la mode, dit-elle, « n'est pas légère. C'est aussi une perception fondamentale de notre être. Elle se fait l'écho de ce que veulent les femmes ; parfois, elle les décide ; parfois, elle vient les sauver :

quand elles sont terriblement féministes, la mode remet des jupes ». Le pointillisme apparent n'est qu'un prétexte. Derrière les paillettes un souffle passe. Celui du féminisme chaleureux de l'auteur. « Je voulais que ce livre devienne l'histoire de nos mères, de nos filles et qu'en arrivant au bout, on mesure le progrès accompli. Qu'on se souvienne qu'on dépendait de l'autorité paternelle jusqu'en 1970, qu'on ne pouvait pas porter de pantalon au travail jusqu'en 1972 ! Je voulais faire comprendre que le féminisme n'est pas démodé, mais que c'est une philosophie fondamentale ! »

Pari réussi et même au-delà. Colombe Pringle parvient en « mélange

geant tout ce qui fait la femme », à analyser en finesse et à donner un sens aux grandes étapes de la libération des femmes occidentales. 1945-1955, les « années domestiques » : le mixer, la fermeture éclair et la machine à laver fascinent et affranchissent des contraintes ménagères. 1955-1965, les « années boules » : la femme pressée se détourne de la couture et du rayon dames des grands magasins pour plébisciter le jersey, les draps de couleur et le prêt-à-porter. 1965-1975, c'est le « TGV du féminisme » : Jean, tee-shirt, talons plats, les uniformes « bourgeois » et les soutiens-gorge sont jetés aux orties. 1975-1985, les « années pouvoir » font triompher les tailleurs aux épaules démesurées, les sacs fourre-tout et le Filofax des « executive women ». 1985-1995 ou le « narcissisme roi » : tout se complique.

### LA MODE BEGAYE

Entre « l'allure désespérée des punks », l'androgynie et « la trop classique féminité retrouvée », la mode begaye, pour finalement fonctionner « comme un club », créateurs et top modèles entre eux, de plus en plus coupés de la rue.

« Aujourd'hui un tee-shirt à 10 francs peut être aussi beau qu'un tee-shirt à 2 000 francs et les femmes l'ont compris. Il y a vingt-cinq ans, seule l'élite allait s'acheter de belles choses pas chères. Maintenant chacune peut voter pour ce qu'elle aime ou pas. Le luxe est un mot totalement démodé. » Bref, la mode a perdu son pouvoir. « Les femmes veulent se plaire à elles-mêmes. » Une tournant

de la société, fondamental, « comme après la guerre et après mai 68 », estime l'observatrice. « Tous les codes qui nous ont portés depuis dix ans, la réussite, l'argent, la consommation, et la sottise qui apportait cette course échevelée, c'est fini. La façon de consommer, de regarder la vie, de lire, d'aimer, tout a changé. » Et si le Prozac est en hausse, c'est que les femmes, désormais libres, ne savent pas toutes encore très bien après quoi elles courent. « Avant c'était l'indépendance, puis la réussite. Aujourd'hui on a parfois le sentiment qu'on court après trois rides de moins ! »

Aucune raison pourtant de se dé-

soler, au contraire. Pour Colombe Pringle, la crise sociale qui vient de paralyser la France pendant plusieurs semaines a été une révélation : « Ceux qui dépriment sont ceux qui marchent avec les mêmes critères qu'avant. Sinon, il y a des signes très positifs : on a moins envie de dépenser, moins besoin d'insécurité pour se rassurer. Quelque chose d'essentiel est en train de se passer. »

Véronique Maurus

★ Colombe Pringle. Telles qu'Elle. Cinquante ans d'histoire des femmes à travers le journal Elle. Grasset, 1995, 284 p., 120 F.

## UN VENT DE RENOUVEAU A L'ALMA-LA ROCHELLE ET UNE NOUVELLE VAGUE DE SAVEURS A DECOUVRIR

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grand le vent dans les embruns, Jean Bourdin est bien connu dans sa ville natale pour son art de sélectionner et d'accommoder avec brio la pêche du jour. Nouveau capitaine à la barre du La Rochelle de l'Alma, il lui donne un nouvel élan des plus appétissants ! Déjà, en passant sur le tronçon difficile de résiner à l'appel du large lancé par le superbe bœuf d'acier que Jean Bourdin a étoffé. Un beau plateau ne constitue-t-il pas à lui seul, avec un fromage ou un dessert, un repas tout entier ? Sortis des flots le marin même, belons, praires, palourdes, amandes, carottes, bulots, clams, pétoncles... enrichissent la palette

des huîtres de Marenne, langoustines et homards bretons. Jean Bourdin, qui navigue avec brio tant en salle qu'en cuisine, oppose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin. Il réinterprète notamment à sa façon la fameuse poissille. A cette spécialité personnelle, sorte de paella à base de langoustines, moules, rascasses et saint-pieuvres, il ajoute un assortiment de rougets, sardines, harengs, calmars, fraies, frites d'éperlan. Le tout, frit avec un beurre allié, incorporé à un riz safrané et couronné de gambas et d'amars frits, se dégage avec une saveur rare et un sifflot. Cet amoureux du poisson mitonne aussi une spécialité assez exceptionnelle... Et par les déjeuners d'affaires, il ne rejette le traditionnel plat du jour

### LIEU

## Objectif sur cour

CE N'EST PAS encore Belleville, mais on s'en approche ; déjà, on ouïe la place de la République, les grands boulevards connus de la ville officielle et l'on pénètre dans un Paris travaillant et habitant, travailleur et habité : rue de la Pierre-Levée, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, accroché, droite, entre le début de la rue Jean-Pierre-Timbaud et la rue de la Fontaine-au-Roi, qui grimpent vers les hauteurs.

Pierre-Lévy, premier geste d'architecture, celle des origines, celle des symboles dressés par les civilisations les plus anciennes pour se rassembler, affirmer leur présence ou laisser une trace sur terre. Elle désigne le menhir qu'on y découvrit lors de l'ouverture de la voie en 1782. Fermée par la police de 1810 à 1825, parce que « trop mal famée », indique le Hillairet, l'indispensable Dictionnaire des rues de Paris.

Elle ne fut véritablement construite qu'après 1825, ce qui nous vaut aujourd'hui quelques exemples de cette délicate architecture de ville d'avant 1850, comme la néoclassique maison Kurz (au numéro 15), et des curiosités, comme cette fabrique de filence qui honore toujours, en fresques carrelées et colorées, « l'architecture, la sculpture et la peinture », tandis qu'elle abrite aujourd'hui, notamment, le siège français d'Amnesty International.

### ARCHITECTE DES IMAGES

Dans la famille Kaolin, on retrouve la Porcelaine de Paris, qu'on visite au numéro 8 et dont la boutique (au numéro 13) laisse voir, sur l'arrière, un atelier sous verrière tel que Paris en est beaucoup. C'est dans un de ces ateliers sur cour, au numéro 16, que sont installés les bureaux d'Archipress.

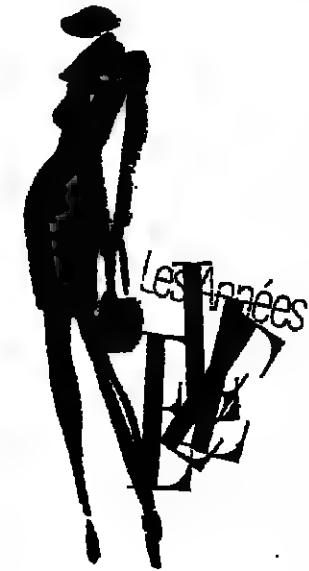
Spécialisée, comme son nom l'indique, dans la photographie d'architecture pour la presse, l'agence créée par Françoise Morin et Stéphane Couturier en 1968 a lancé ses propres recherches sur les mutations urbaines. Elle montre, dans une salle ouverte depuis peu, sa deuxième exposition : des reportages sélectionnés pour le plaisir, en dehors de toute commande extérieure, et réalisés par plusieurs photographes de l'équipe. Démonstration.

L'architecture sous l'objectif - qu'il s'agisse pour cadrer le détail, qu'il s'agisse pour embrasser l'environnement - devient sujet d'étonnement. Nettoyé de toute présence humaine - mystérieux code dont on ne sait s'il est suscité par la publication dans les revues spécialisées ou spontanément respecté par les artistes -, l'édifice s'exprime seul. Flattées par le grain de la pellicule, la surface griffée du béton, les couleurs fines de la décoration retiennent l'attention, autant que les rapports des volumes avec le ciel. Interprète des formes et des lignes, libre de ses mises en page, l'opérateur devient l'architecte des images. Architecte lui-même.

Michèle Champenois

★ « Territoires 96 », exposition des photographies de Luc Boegly, Robert César, Peter Cook, Stéphane Couturier, Michel Denancé, François Loze. Entrée libre, du lundi au vendredi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'à fin février. Catalogue, textes de Claude Evano (95 F). Archipress, 16, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris. Tél. : 43-38-51-81. Fax : 43-55-01-44.

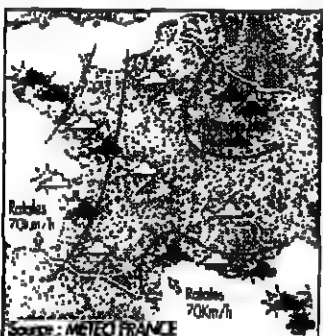
(Publicité)





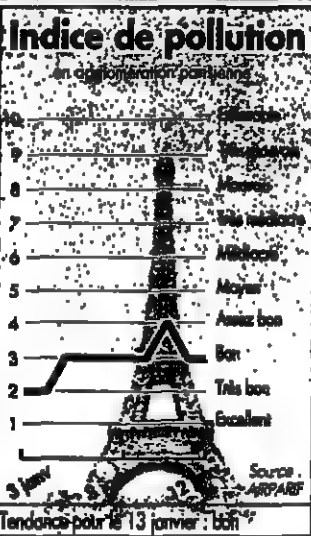
## Grisaille et douceur

ENTRE les hautes pressions sur la Russie et la dépression atlantique, la France se trouve dans un flux de sud. Les perturbations atlantiques remontent vers les îles Britanniques et n'intéressent que l'extrême ouest du pays. La dépression qui a occasionné des précipitations importantes dans le Sud-Est, avec presque 200 millimètres en quarante-huit heures dans la région de Grasse, s'éloigne vers la Tunisie.



Prévisions pour le 14 janvier vers 12h00

### La qualité de l'air



Tendance pour le 13 janvier : B51

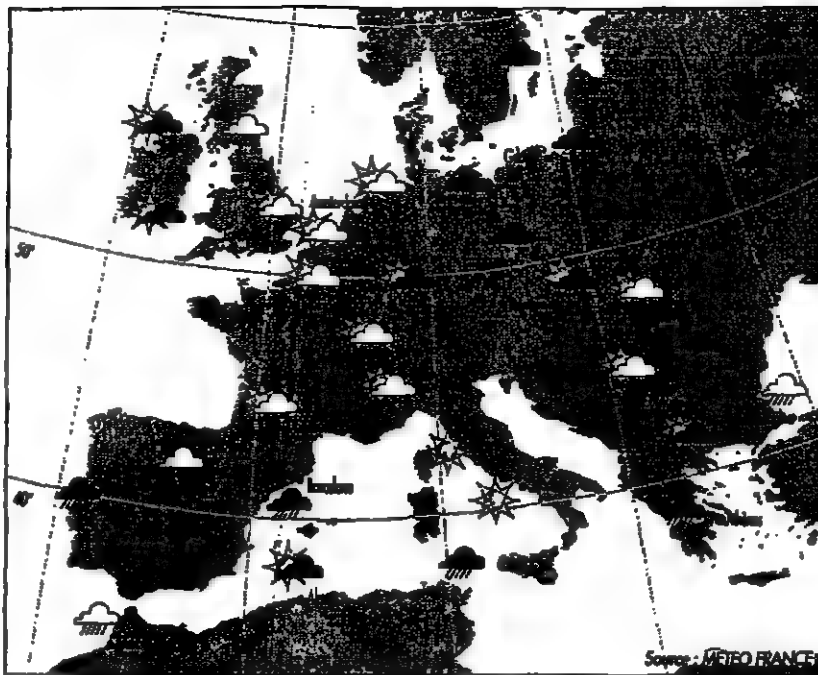
Dimanche matin, le Languedoc-Roussillon et l'ouest de la Provence seront sous la grisaille avec quelques gouttes. Sur la Corse, quelques ondées se produiront. Sur la région Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne et le Lyonnais, les nuages bas ou les brouillards domineront. Le soleil brillera au-dessus de 500 mètres. Sur la Bretagne, le ciel sera couvert avec quelques pluies faibles. Sur la Normandie, les pays de Loire, la région Poitou-Charentes et l'Aquitaine, le ciel se verra.

De Nord-Picardie à l'Île-de-France et aux Pyrénées, ainsi que sur les Alpes, la matinée sera agréable, avec juste quelques nuages élevés. L'après-midi, la grisaille se dissipera en partie sur le Nord-Est. Ailleurs, le temps évoluera peu.

Le vent de sud-est soufflera sur le Languedoc à 40-50 km/h. Les températures minimales seront comprises entre 3 et 10 degrés du nord au sud. L'après-midi, le thermomètre atteindra de 8 à 10 degrés sur le Nord et le Nord-Est, et de 10 à 15 degrés sur le reste du pays.

Lundi, il n'y aura pas beaucoup de changement. La grisaille devrait être plus discrète dans le Nord-Est.

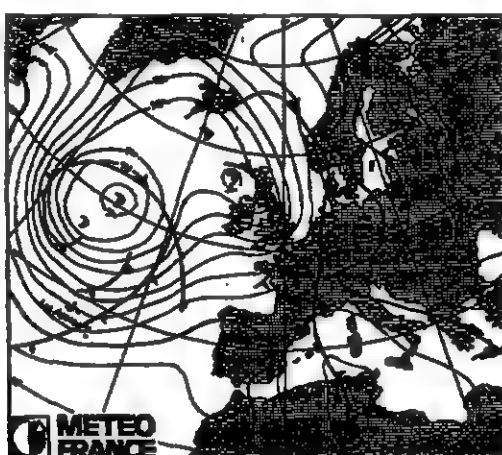
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



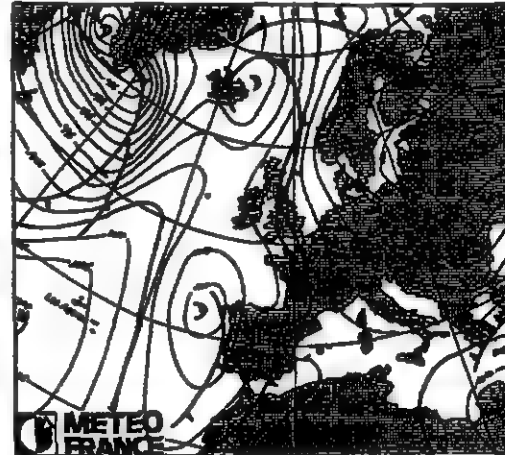
Prévisions pour le 14 janvier vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	12/6	TOURS	12/6	CHICAGO	-2/-3	LISSONNE	13/8
	LYLE <td>10/7</td> <td>STRASBOURG<td>12/6<td>COPENHAGUE<td>2/1<td>LONDRES<td>10/10</td></td></td></td></td></td>	10/7	STRASBOURG <td>12/6<td>COPENHAGUE<td>2/1<td>LONDRES<td>10/10</td></td></td></td></td>	12/6 <td>COPENHAGUE<td>2/1<td>LONDRES<td>10/10</td></td></td></td>	COPENHAGUE <td>2/1<td>LONDRES<td>10/10</td></td></td>	2/1 <td>LONDRES<td>10/10</td></td>	LONDRES <td>10/10</td>	10/10
	LYONS <td>12/4<td>ALGER<td>17/10</td><td>DAKAR<td>25/18<td>LOS ANGELES<td>10/12</td></td></td></td></td></td>	12/4 <td>ALGER<td>17/10</td><td>DAKAR<td>25/18<td>LOS ANGELES<td>10/12</td></td></td></td></td>	ALGER <td>17/10</td> <td>DAKAR<td>25/18<td>LOS ANGELES<td>10/12</td></td></td></td>	17/10	DAKAR <td>25/18<td>LOS ANGELES<td>10/12</td></td></td>	25/18 <td>LOS ANGELES<td>10/12</td></td>	LOS ANGELES <td>10/12</td>	10/12
du 13 janvier	MARSEILLE <td>13/10</td> <td>AMSTERDAM<td>10/6</td><td>DETROIT<td>23/19<td>LUXEMBOURG<td>9/4</td></td></td></td></td>	13/10	AMSTERDAM <td>10/6</td> <td>DETROIT<td>23/19<td>LUXEMBOURG<td>9/4</td></td></td></td>	10/6	DETROIT <td>23/19<td>LUXEMBOURG<td>9/4</td></td></td>	23/19 <td>LUXEMBOURG<td>9/4</td></td>	LUXEMBOURG <td>9/4</td>	9/4
maxima/minima	NANCY <td>12/4</td> <td>ATHENES<td>12/8</td><td>DUBAÏ<td>23/19<td>MADRID<td>13/1</td></td></td></td></td>	12/4	ATHENES <td>12/8</td> <td>DUBAÏ<td>23/19<td>MADRID<td>13/1</td></td></td></td>	12/8	DUBAÏ <td>23/19<td>MADRID<td>13/1</td></td></td>	23/19 <td>MADRID<td>13/1</td></td>	MADRID <td>13/1</td>	13/1
	NANTES <td>12/4</td> <td>BANGKOK<td>32/22</td><td>DUBLIN<td>9/8<td>MARRAKECH<td>17/8</td></td></td></td></td>	12/4	BANGKOK <td>32/22</td> <td>DUBLIN<td>9/8<td>MARRAKECH<td>17/8</td></td></td></td>	32/22	DUBLIN <td>9/8<td>MARRAKECH<td>17/8</td></td></td>	9/8 <td>MARRAKECH<td>17/8</td></td>	MARRAKECH <td>17/8</td>	17/8
FRANCE	PARIS <td>12/7</td> <td>BARCELONE<td>10/6</td><td>FRANCOFORT<td>9/8<td>MEXICO<td>16/5</td></td></td></td></td>	12/7	BARCELONE <td>10/6</td> <td>FRANCOFORT<td>9/8<td>MEXICO<td>16/5</td></td></td></td>	10/6	FRANCOFORT <td>9/8<td>MEXICO<td>16/5</td></td></td>	9/8 <td>MEXICO<td>16/5</td></td>	MEXICO <td>16/5</td>	16/5
	SAO PAULO <td>14/10</td> <td>BELGRADE<td>9/1</td><td>GENEVE<td>8/5</td><td>MILAN<td>13/1</td></td></td></td>	14/10	BELGRADE <td>9/1</td> <td>GENEVE<td>8/5</td><td>MILAN<td>13/1</td></td></td>	9/1	GENEVE <td>8/5</td> <td>MILAN<td>13/1</td></td>	8/5	MILAN <td>13/1</td>	13/1
	ST-ETIENNE <td>12/4</td> <td>BERLIN<td>9/0</td><td>HELSINKI<td>-3/-4</td><td>MONTREAL<td>-13/-15</td></td></td></td>	12/4	BERLIN <td>9/0</td> <td>HELSINKI<td>-3/-4</td><td>MONTREAL<td>-13/-15</td></td></td>	9/0	HELSINKI <td>-3/-4</td> <td>MONTREAL<td>-13/-15</td></td>	-3/-4	MONTREAL <td>-13/-15</td>	-13/-15
	STRASBOURG <td>12/4</td> <td>BOMBAY<td>30/17</td><td>ISTANBUL<td>12/5</td><td>MOSCOW<td>-14/-14</td></td></td></td>	12/4	BOMBAY <td>30/17</td> <td>ISTANBUL<td>12/5</td><td>MOSCOW<td>-14/-14</td></td></td>	30/17	ISTANBUL <td>12/5</td> <td>MOSCOW<td>-14/-14</td></td>	12/5	MOSCOW <td>-14/-14</td>	-14/-14
	TOULOUSE <td>12/6</td> <td>BRUSSELLES<td>12/7</td><td>JERUSALEM<td>16/6</td><td>MUNICH<td>14/-2</td></td></td></td>	12/6	BRUSSELLES <td>12/7</td> <td>JERUSALEM<td>16/6</td><td>MUNICH<td>14/-2</td></td></td>	12/7	JERUSALEM <td>16/6</td> <td>MUNICH<td>14/-2</td></td>	16/6	MUNICH <td>14/-2</td>	14/-2
			BUDAPEST <td>14/1</td> <td>KIEV<td>-3/-7</td><td>NEW DELHI<td>22/12</td></td></td>	14/1	KIEV <td>-3/-7</td> <td>NEW DELHI<td>22/12</td></td>	-3/-7	NEW DELHI <td>22/12</td>	22/12
			Buenos Aires <td>27/17</td> <td>KINSHASA<td>32/21</td><td>NEW YORK<td>24/-4</td></td></td>	27/17	KINSHASA <td>32/21</td> <td>NEW YORK<td>24/-4</td></td>	32/21	NEW YORK <td>24/-4</td>	24/-4
			CARACAS <td>26/20</td> <td>LE CAIRE<td>18/8</td><td>PALM JARVIS<td>24/-1</td></td></td>	26/20	LE CAIRE <td>18/8</td> <td>PALM JARVIS<td>24/-1</td></td>	18/8	PALM JARVIS <td>24/-1</td>	24/-1
							PRAGUE <td>2/5</td>	2/5



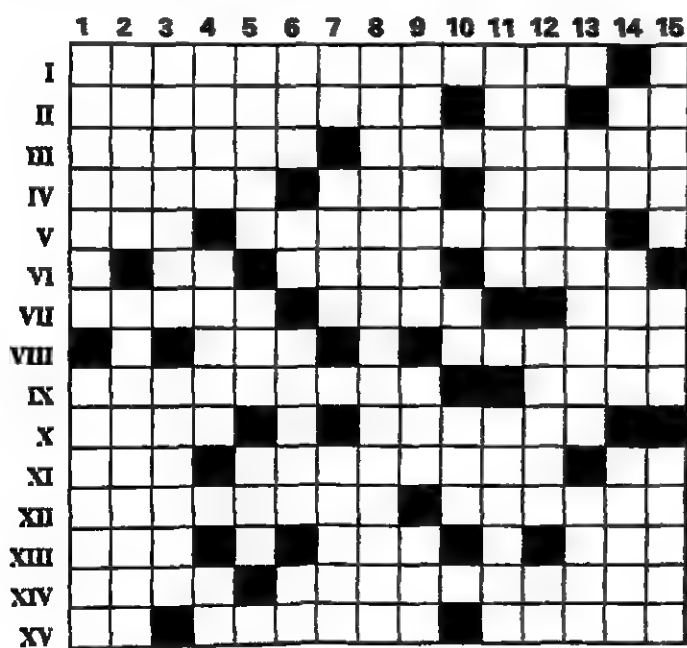
Situation le 13 janvier, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 15 janvier, à 0 heure, temps universel

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6734



### HORIZONTALEMENT

1. Quand il y en a plus qu'assez. - II. Pour être savoureux, elles doivent être un peu piquantes. Participe. Accueille de grands établissements. - III. S'exprime en poésie. On peut y servir des plats aussi bien que des blancs. - IV. Justifie une abstention. Un homme bien famé. Quand il est dans l'air, on peut s'attendre à des éclats. - V. Déesse. Peut-être faire de beaux rêves. - VI. Lettres pour attirer l'attention. Fixe un œil. Donné pour nourrir. - VII. Les Anglais y courent. Prouve qu'on a été trop brutal. Une pulsance éternelle pour les gnostiques. - VIII. Particule. Pas ramassé. - IX. Peut faciliter le travail. Une partie de l'ensemble. - X. Caché. Qui peut prendre la moitié. - XI. Partie de campagne. Permet de s'assurer que les bagages ont bien été enregistrés. A moitié repu. - XII. Peut-être être grand pour celui qui a été refait. Froides, quand on a eu chaud. - XIII. Dans un alphabet étranger. En Belgique. Pronom. - XIV. Victime d'une tromperie. Comme des gens de bonne foi. - XV. Bande d'écaille. Galon sur le légal. Disparue.

### VERTICALEMENT

1. Na pas sa tête à elle quand on la met en boîte. Sert pour couper des tissus. - 2. Sacré quand les Français sont devenus des hommes. Provoque parfois des noyades. - 3. Provoque une agitation. Plaine dans une île. - 4. Me brille pas par les paroles. Ce

qu'un Espagnol demandait à un général. Terme musical. - 5. Mot adressé à un veau. Tendre, c'est du poulet. Bénédictine. - 6. Avant l'heure. Consolide un assemblage. Le parent le plus connu de Rameau. Saint. - 7. Un mot pris en note. Rose, dans un massif. Pas imité. - 8. Des personnes très accueillantes. - 9. Pas intégré. D'un auxiliaire. Un mot très cavalier. - 10. En route. Cri devant une église. - 11. Sont parfois trouvés durs de la feuille. Faire des « hi » et des « ho ». - 12. Indignée. Est dur comme le bœuf. Possessif. - 13. Une femme souvent sur le sable. Qui ont beaucoup circulé. - 14. Un individu bien familier. Sorte de foire. Très recommandé. - 15. Peut indiquer qu'on a été obligé de couper. Pas vilain. Qu'on rencontre souvent.

### SOLUTION DU N° 6733

HORIZONTALEMENT  
1. Croûtes. - II. Colibris. - III. La. Sauter. - IV. Alours. Se. - V. Reps. Rits. - VI. Ire. Roc. - VII. Nerfs. Ans. - VIII. Cost. - IX. Tins. Sot. - X. Tula. Sève. - XI. Elbe. Es.  
VERTICALEMENT  
1. Clarinette. - 2. Cautère. Ruz. - 3. R. Opercule. - 4. Ours. Focal. - 5. Tsur. Usas. - 6. Ainsi. Se. - 7. Let. Braise. - 8. Erosion. Ove. - 9. Sénescentes.

Guy Bessy

## PARIS EN VISITE

Lundi 15 janvier

■ **MUSÉE DU LOUVRE**: exposition « Emaux limousins du Moyen Âge » (55 F + prix d'entrée), 10 h 45, sortie du musée Palais-Royal côté place Colette (Paris et son histoire); « Les primitifs italiens et le quattrocento » (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux); « objets d'art du Moyen Âge » (33 F + prix d'entrée), 19 h 30 (Musées nationaux).  
■ **GRAND PALAIS**: exposition « Sérénade, terre de Bouddha » 11 h 15 (37 F + prix d'entrée), hall d'entrée de l'exposition (Moments historiques); 15 h 30 (40 F + prix d'entrée), hall d'entrée de l'exposition (Approche de l'art).  
■ **LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (50 F + prix d'entrée).

14 heures, devant l'entrée sur le parvis de Notre-Dame (Odyssée).

Mardi 16 janvier

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 4, boulevard du Palais, devant la grille d'honneur (Odyssée).  
■ **MUSÉE D'ORSAY**: exposition Chefs-d'œuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague (34 F + prix d'entrée), 11 heures (Musées nationaux); Manet (55 F + prix d'entrée), 13 h 30, aux pieds de l'éléphant (Paris et son histoire); Courbet et Manet (50 F + prix d'entrée), 13 h 30, hall d'entrée du musée (Institut culturel de Paris); visite par thème, les impressionnistes (34 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).  
■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** (25 F + prix d'entrée), la céramique grecque, 12 h 30; faïences et porcelaines du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service abonnements

24, avenue du G<sup>e</sup> Luchaire - 92444 Châtillon Cedex - Tél.: 16 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée de mon abonnement:

	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 058 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for 5 000 per year + 1.1000000 + 1. place Luchaire - 92444 Châtillon Cedex - Tél.: 16 (1) 49-60-32-90. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, 92444 Châtillon Cedex, France. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges. For all subscription orders outside France, add 10% for postage and handling charges.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe: 3615 01 22

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMONDO

ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-23-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

36-68-23-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

est édité par le SA Le Monde, société anonyme à capital variable et siège social à Paris.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Concessionnaires pour les journaux et publications n° 57 437.

Imprimeur du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 92444 Châtillon Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani.

Directeur général: Gérard Mordacq.

Membres du comité de direction: Dominique Lévy, Godelieve.

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08.

Tél.: (1) 44-43-76-80; Fax: (1) 44-43-77-30.

## CONDENSATION-HUMIDITÉ

Un nouveau remède très efficace

Une étude récente a révélé que plus de 6 millions de foyers souffrent de problèmes d'humidité dus à la condensation. L'humidité devient très vite un danger pour l'habitation et ses occupants. Elle dégrade la décoration - tâches noires de moisissures, peintures écaillées, papiers peints décollés, sols ternes, boîtes d'armoire, papiers d'humidité sur les fissures et les meubles... - et elle rend l'atmosphère malsaine - odeurs de renfermé, asthme, allergies, bronchites et prolifération des acariens. L'ampleur du problème a poussé le constructeur anglais EBAC, spécialiste de la déshumidification à s'implanter en France. Sa méthode: l'assèchement de l'air par condensation au moyen d'un système de réfrigération. Pour cela il a mis au point le déshumidificateur domestique. De la taille d'une enceinte stéréophonique, il est capable de traiter à lui seul une habitation entière (120 m<sup>2</sup>).

Ce nouvel appareil électrique se branche simplement sur une prise avec terre. Un hygrostat réglable déclenche et arrête l'appareil automatiquement suivant le taux d'humidité sélectionné. Un ventilateur aspire l'air contre les tubes froids sur lesquels se dépose l'excès d'humidité. L'eau est récupérée dans un réservoir ou drainée en cas d'absence prolongée. L'air asséché est ensuite renvoyé séché. En quelques semaines, l'atmosphère redevient saine, confortable, fraîche et économique à chauffer et le linge sèche plus vite. Un EBAC récupère jusqu'à 12 litres d'eau par jour dans l'air ambiant de toute la maison! Il offre une solution sûre et rentable pour vivre dans un air sain.

Revendeurs agréés EBAC: 3 SUISSES, ART DU BRICOLAGE, BHV, BOULANGER, BRICOFRANCE, BRICOMARCHE, BRICORAMA, BRICOSPHERE, CAMIF, CASTORAMA, CATENA, CONNEXION, DARTY, FORCE SUD, GEDMAT, LA SAMARITAINE, LEROY-MERLIN, L'INDEX, MAISON CONSEIL, M. BRICOLAGE, OBI, SERPHE, et vos points de vente habituels.



Pour plus de renseignements appelez le

Numéro Vert 05 14 12 10

(hors coût)



CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JANVIER 1996

**VENTES** Mercredi 10 janvier, à New York, Christie's a rendu un bel hommage à l'érudition anglo-saxonne en dispersant les collections amassées par trois grands

historiens d'art aujourd'hui disparus. ● **SIR JOHN POPE-HENNESSY**, Richard Krautheimer et Rudolf Wittkower furent parmi les meilleurs spécialistes de la Renaissance

italienne. Leur réputation donne à leur collection un cachet d'authenticité et un côté connaisseur auxquels bien peu d'amateurs savent résister. ● **D'UNE**

**PARFAITE PROBITÉ**, ces professionnels peu fortunés ont su mettre à profit leur savoir. Sir John Pope-Hennessy, en particulier, vendit très cher aux musées américains

des œuvres découvertes dans l'immédiat après-guerre, achetées pour une bouchée de pain, mais dont l'attribution ultérieure centupla la valeur.

# Les collections privées de trois historiens d'art dispersées par Christie's

Peu fortunés mais fort savants, Richard Krautheimer, Rudolf Wittkower et John Pope-Hennessy avaient acquis des œuvres finement choisies, notamment de la Renaissance italienne. Cette mise aux enchères est un hommage à l'érudition anglo-saxonne

L'HISTOIRE moderne de l'art de la Renaissance est née en Allemagne, a grandi en Italie, pour s'épanouir ensuite outre-Manche. Christie's le rappelle utilement, en dispersant à New York les collections de trois grands professeurs : Krautheimer, Wittkower et Pope-Hennessy. Un trio responsable de certaines des plus belles pages écrites sur la Renaissance italienne par l'histoire de l'art du XX<sup>e</sup> siècle. Est-il besoin de le préciser, elles sont peu nombreuses à l'heure actuelle à avoir été traduites en français.

Richard Krautheimer (1897-1994) est né à Fürth, en Allemagne. Reçu docteur de l'université de Halle-Wittenberg, il bénéficie de l'enseignement du Pragoï Paul Frankl, un élève de Wittkower, l'auteur des toujours actuels *Principes fondamentaux de l'histoire de l'art*. Avec son épouse Trude, Richard Krautheimer mène un voyage de noces et séjour d'étude, en partant pour l'Italie en 1924. A peine débarqué, le couple fait l'acquisition du premier dessin de sa collection, un croquis allemand du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Un an après, Richard et Trude s'offrent un portrait par David Wilkie (1785-1841) et une composition de Felice Giani (1760-1823).

Les Krautheimer vivent à Rome jusque dans les années 50, et s'occupent : Richard rédige les cinq volumes du *Corpus basilicarum christianarum Romae* (publié par le Vatican de 1937 à 1976), un monument dans tous les sens du terme. Il signe aussi un important travail sur Lorenzo Ghiberti (publié à Princeton, en 1956) et conte un millénaire de l'histoire de Rome (312-1308), qu'il souhaitait compléter. Richard fut nommé professeur à l'institut des beaux-arts de l'université de New York, et le couple poursuivit sa collection outre-Atlantique.

souvent pulvérisées. Ainsi un *Ange en vol*, de Taddeo Zuccaro (1529-1566), est-il monté à 178 500 dollars, pour 80 000 d'estimation haute. Du même, une *Vierge en pâmation* s'est évanouie chez un marchand pour 63 000 dollars : le double des prévisions les plus optimistes. Le record appartient pourtant à une *Vierge à l'enfant* du Guerchin, un dessin agrémenté d'un joli chardonnet préoccupé d'accumuler des matériaux pour la construction de son nid. Estimés 15 000 dollars, l'enfant, la vierge et l'oiseau se sont envolés à un peu plus de 75 000 dollars, toujours dans l'escarcelle d'un marchand.

Le symbole de l'oiseau et du nid aurait plu à Rudolf Wittkower (1901-1971). Il le connaissait, sans doute. D'abord, parce qu'il écrivait, avec sa femme Margot (1902-1995), un ouvrage important sur la transformation des symboles à travers les âges. Ensuite, parce que le couple Wittkower, originaire de Berlin, suivit peu ou prou le même parcours que les Krautheimer. Installé à Rome depuis 1923, Wittkower travailla à la Bibliothèque hertzienne et publia, avec Ernst Steinhilber, une bibliographie de Michel Ange en 1927. La même année, le couple rentre en Allemagne. Pour peu de temps : les bruits de botte commencent, dans un pays qui brûle des livres. Chassés par les nazis, les Wittkower s'installent à Londres en 1933. Ils y rencontrent Kenneth Clark, un des rares historiens de l'art de gauche, et Anthony Blunt, qui le fut encore plus, mais plus discrètement : le monde n'apprit que tardivement sa trahison au profit de l'Union soviétique... Ils y retrouvent aussi Nicolaus Pevsner, l'ancien conservateur du Musée de Dresde, devenu spécialiste de l'architecture anglaise. Wittkower enseigne au Warburg Institut, et s'intéresse de près à Palladio.

Puis, comme son confrère Krautheimer, l'Amérique l'appelle : de 1956 à 1969, il dirige le département d'histoire de l'art et d'archéologie de l'université Columbia, à New York. Ses étudiants furent superbement formés aux principes de l'architecture à l'âge de l'humanisme, et bénéficièrent de ses recherches sur les rapports mathématiques utilisés dans la construction, la fameuse « musique des sphères » de la Renaissance.



Une vue du lac de Genève attribuée au peintre danois Simon Malmø.

sance italienne. On lui doit aussi d'importantes études sur le rôle des ordres mendiants dans le passage du gothique tardif à la Renaissance. Les vingt-quatre dessins que dispersait Christie's illustrent à merveille ces préoccupations : Saint-François est bien là, recevant les stigmates, dans une esquisse très enlevée du Guerchin ; de nombreux croquis de détails d'architecture et de monuments. Rien d'exceptionnel,

mais la collection d'un honnête homme, peu fortuné. Aucun record à attendre de ce côté. Le cas de Sir John Wyndham Pope-Hennessy (1913-1994) est bien différent. Sir John était, lui aussi, un érudit : sa somme sur la sculpture italienne (*Italian Gothic Sculpture*, 1955 ; *Italian Renaissance Sculpture*, 1958 ; *Italian High Renaissance and Baroque Sculpture*, 1965) fait encore autorité. Comme le personnage lui-même : jouant sur son nom, les Britanniques l'avaient surnommé « le Pope ». Historien d'art, il fut aussi conservateur de musée, c'est-à-dire détenteur d'un budget d'acquisition qui faisait défaut à ses deux confrères. Entré au Victoria and Albert Museum en 1938, il le dirigea de 1967 à 1973, avant d'exercer les mêmes fonctions au British Museum, de 1974 à 1976. Même lorsqu'en 1977 il céda aux sirènes de l'université, en allant

prodiguer à New York une série de cours sur les différents aspects de l'œuvre de Raphaël, il fut aussi consultant du Metropolitan Museum. Sir John est le prototype du spécialiste redouté des marchands parfois trop prompts à parer leurs œuvres d'attributions flatteuses. Et le modèle adulé des conservateurs, qui rêvent tous d'acheter une croûte sous la crasse de laquelle ils sont les seuls à avoir décelé le génie d'un maître. Sir John avait un vice avoué : il collectionnait. Des coquillages et des papillons, pour lesquels il avait rédigé un catalogue. C'était vers 1920, Sir John avait six ans. Son père, attaché militaire à l'ambassade britannique aux États-Unis, et sa mère, auteur d'un livre sur les jades chinois, collectionnaient aussi. M<sup>me</sup> Pope-Hennessy mère possédait ainsi, par admiration pour M<sup>me</sup> de Staël, une vue anonyme du lac de Genève. Sir John en hérita, et l'œuvre trouvée enfin un auteur en la personne du peintre danois Simon Malmø. Le souvenir maternel a pulvérisé les estimations de Christie's avec 178 500 dollars, environ le double de ce que les vendeurs en attendaient. 94 % des 103 lots ont été vendus. Parfois au-dessus des estimations, mais souvent au-dessous. Aucune œuvre en tout cas n'a atteint les 750 000 dollars que dut déboursier le Getty Museum, en 1980, pour acheter à l'habile historien d'art un *Christ portant sa croix* du Dominiquin, acquis par Sir John en 1946 pour une bouchée de pain. Le savoir paie, parfois.

Harry Bellet

## Le savoir et le prix du marché

Les amateurs achètent un nom. Fût-il sublime, un dessin anonyme ne vaut guère. Qu'une autorité inclue une œuvre douteuse dans une exposition consacrée et sa valeur en est multipliée. Pour cette raison, en France, les conservateurs de musée n'ont pas le droit de se livrer à des expertises. Ils prennent des précautions multiples avant d'accrocher une œuvre appartenant à un privé, qui pourrait se retrouver ensuite sur le marché. Mais, dans les pays anglo-saxons, les connaisseurs monnaient parfois leur savoir. Le plus célèbre d'entre eux, Bernard Berenson (1865-1959), avait inventé le métier d'adviser. Il conseillait les milliardaires des deux continents leurs achats dans le maquis de la peinture ancienne. Son association avec le marchand Joseph Duveen fit leur fortune. Seul inconvénient, il était rémunéré au pourcentage, et l'entretien de sa somptueuse villa de Settignano l'entraîna à des attributions un peu lestes. Mais l'historien d'art prit le dessus : Berenson rompit son contrat avec Duveen lorsque celui-ci vendit un Giorgione qu'il attribuait, lui, envers et contre tout, à Titien.

## DANS LES GALERIES

**GIULIO PAOLINI**  
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup> ; tél. : 42-71-09-33. Du mardi au samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; jusqu'au 17 février.  
L'exposition s'appelle « L'île enchantée », en hommage à Watteau. Du reste, une diapositive du tableau est projetée sur le mur de la galerie, où elle se superpose à une reproduction de l'*Autoportrait à contre-jour* de Reynolds, lequel posséda jusqu'à sa mort *L'île enchantée*. Au centre de la galerie, est disposée une installation qui confirme ce que suggèrent ces deux images : Paolini y rend hommage selon des procédés codés et allusifs à l'histoire de la peinture, au néoclassicisme, au XVIII<sup>e</sup> siècle et à la naissance du romantisme. Les sphères de verre peuvent évoquer celles que Turner figurait à l'aquarelle durant ses expériences d'optique. Les schémas astronomiques, autres sphères, ne sont pas sans rapport avec l'époque, ni la table recouverte de cartes à jouer, ni le style de la chaise dorée, ni le chevalet replié, ni l'éclat de violoncelle ouvert et vide. Dans la pénombre, ce reliquaire monumental commémore avec infiniment d'élégance et une belle maîtrise de l'espace et de la mise en scène un âge d'or, le beau temps d'autrefois où arts et sciences allaient au même pas dans le même sens. Ph. D.

**JESSICA STOCKHOLDER**  
Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3<sup>e</sup> ; tél. : 42-74-67-68. Du mardi au samedi de 11 heures à 19 heures ; jusqu'au 24 janvier.  
Faut-il dire « sculptures », « installations », « reliefs » ? Jessica Stockholder est de ces artistes d'aujourd'hui qui fabriquent des œuvres par association d'objets très disparates et additions de procédés très variés. Il y entre une part importante de peinture, soit parce que l'artiste recouvre de couleurs passablement criardes un meuble ou une planche, soit parce qu'elle emploie des morceaux d'étoffes baroques ou des seaux en plastique d'un rouge trop vif. Il y entre le souvenir du dadaïsme, celui du pop art et la conviction que tout peut servir - tout, mais à condition que la manipulation soit conduite avec un sens assez sûr de l'effet général. Alors que ses constructions poussent à son paroxysme la récupération des débris ménagers, Stockholder n'en réussit pas moins à leur garantir une sorte de cohérence paradoxale, qui tient aux rapports de tons, à l'emboîtement des volumes et au choix des dimensions, qui évite la démesure et le monumental. Restent des incertitudes : ces exercices de style vont-ils au-delà du plaisir de la surprise ? Ne sont-ils pas pure démonstration de dextérité ? Ph. D.

## Les Frères Jacques fêtent en chansons leur jubilé

**LES FRÈRES JACQUES**, avec Chanson Plus Biffoorée, le Quatuor, Orphéon Céleste, TSE, Rabatand et Desmond, Rict Barriar, mise en scène d'Alain Sachs.  
**CASINO DE PARIS**, 16, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Trinité. Le 13 janvier à 15 heures et à 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 110 F à 300 F.

Bellec, Paul Tourenne et François Soubeyran coulent depuis des jours heureux dans leurs provinces, s'adonnant à la peinture, à la photographie, à la céramique ou à la philanthropie. Ils ont aujourd'hui soixante-dix-sept ans de moyenne d'âge, et, pour fêter dignement leur jubilé, ils ont accepté de faire le voyage jusqu'au Casino de Paris et d'y pousser la chansonnette aux côtés de jumeaux désireux d'apporter la preuve de leur filiation.

Comment vont-ils ? Bien, merci. La Chanson sans calcul leur permet de rentrer sur scène en claudiquant avec grand art, et de rendre la salle hilare en trois vers et trois mouvements. Et puis il y aura *La Confiture*, qui dégoûte autant

qu'avant. Les Frères Jacques assistent à la suite du spectacle assis à des tables de bistro dans un coin de la scène d'où ils voient défiler leurs « frères » de la nouvelle génération : les Nimois Chanson Plus Biffoorée, lancés dans de pénibles exercices verbaux (*Le Moteur à explosion*) et des jeux scéniques proches de ceux pratiqués par les quatre Jacques ; les musiciens « casseurs » de classique du Quatuor, la bande naïve TSE, les bigarres Orphéon Céleste, le duo Rabatand et Desmond, un pianiste et une chanteuse, spécialistes du répertoire des Frères Jacques. Tous entreprennent l'idée du music-hall, carrefour du théâtre, du cirque et de la chanson. Mais les chansons des Frères Jacques étaient signées

Véronique Mortaigne

**GALERIE DU FLEUVE**  
Jacqueline Bellante  
DESSINS CHOISIS  
XIX<sup>e</sup>ème et  
contemporain  
7 décembre 1995  
28 janvier 1996  
6, rue de Seine - 75006 Paris  
Tél. : 43.26.08.96  
Fax : 43.28.28.91  
Mardi - Vendredi : 14h30 - 19h  
Samedi : 11h - 17h

**GALERIE JEANNE-BUCHER**  
53 rue de Seine 75006 Paris (1) 43 26 22 32  
présentation de  
**GÉRARD SINGER**  
D. Abadie - B. Ceysson - J.-L. Daval  
éditions Skira  
Rétrospective des travaux de 1937 à 1990

**Dominique Maurizi**  
BOITES DE LECTURE  
du 11 janvier au 15 février 1996  
Galerie du Resort  
12, rue de Lille - 75007 Paris  
Tél. (1) 49.26.04.89

Chaque semaine  
retrouvez  
"LE RENDEZ-VOUS  
DES ARTS"  
Pour vos annonces  
publicitaires contactez le  
44.43.76.20  
(Fax : 44.43.77.31)



## Les vingt-cinq ans d'images de Mary Ellen Mark

La photographe américaine présente ses portraits de marginaux et d'exclus



MARY ELLEN MARK n'en finit plus de fêter ses vingt-cinq ans de photographie. Déjà célébrée en 1992 au Palais de Tokyo à Paris, cette grande dame américaine de l'image fixe, spécialiste du reportage documentaire, revient cette fois à l'Espace photographique de Paris avec ses images en noir et blanc autour des exclus et des marginaux - aveugles, enfants fuyant, malades mentaux, lépreux, drogués, sans abris, pauvres, gitans... On retrouve avec bonheur quelques images qui ont fait le tour du monde comme la contorsionniste, ou Tiny dans son costume d'Halloween. Son travail

photographique, plus proche de la compassion que de la dénonciation, n'a pas l'ampleur ni la rigueur plastique de ceux de Diane Arbus ou de Robert Frank, ses deux références. Mais ses images subtiles des cirques indiens et ses portraits méconnus des années 60, tout en retenue, méritent le déplacement.

★ Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, 1, rue Pierre-Lescot, 4-8, Grande Galerie, Paris-7<sup>e</sup>. Du mardi au vendredi de 13 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 13 heures à 19 heures. Tél. : 40-26-87-12. Jusqu'à 15 mars.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Julien Lourau Groove Gang Béret et barbiçette façon Village new-yorkais des années beat generation, Julien Lourau et son Groove Gang fait avancer le jazz hard bop funk vers des ambiances venues d'Afrique. Le saxophoniste mène ici une de ses nombreuses activités : ludique et dansante. *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M. Châtelain, 22 heures, le 13. Tél. : 40-26-46-70, 78 F.*

Klaus Stetter, Misha Fitzgerald Michel Une des rares semaines non américaines de la Villa. Klaus Stetter, trompettiste, a participé à l'ONJ de Claude Barthélemy et Misha Fitzgerald Michel, guitariste, s'est montré très incisif pendant l'été 1995 auprès de Gérard Rannou. La rythmique (Daniel Vigne, basse et Mark Mondesik, batterie) devrait à son tour surprendre. *La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M. Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 13. 15 et 14. Tél. : 49-26-60-00. De 120 à 150 F.*

Rido Bayonne Né au Congo, Rido Bayonne, auteur-compositeur, arrangeur et multi-instrumentiste, fait depuis longtemps partie des agitateurs

reconnus de la scène africaine parisienne. Passionné de blues et de jazz autant que des musiques du continent africain, il a monté un big-band de haute voltige, témoin et miroir de son inspiration plurielle. *Auditorium des Halles, Forum des Halles (porte Saint-Eustache). M. Les Halles, 20 h 30, le 13 ; 16 heures, le 14. Tél. : 42-36-13-90.*

Michel Portal, Paul Meyer, Georges Pludermacher Michel Portal retrouve son vieux copain pianiste Georges Pludermacher avec lequel il a écumé toutes les maisons de la culture de France et de Navarre pour un concert au cours duquel il adoube le jeune Paul Meyer, un clavieriste dont l'esthétique est à l'opposé de la sienne. *CPE Bach : Duo pour deux clarinettes. Poulenc : Sonate pour deux clarinettes. Mozart : Duo pour deux cors de basses. Mendelssohn : Konzertstück pour clarinette, cor de basse et piano op. 114. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M. Alma-Marceau, 11 heures, le 14. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.*

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**BROOKLYN BOOGIE** Film américain de Wayne Wang, Paul Auster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Rosanne, Mel Gormán, Jim Jarmush, Lily Tomlin (1 h 25). VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 1<sup>er</sup> (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts, dolby, 4<sup>e</sup> (43-26-58-02) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6<sup>e</sup> (36-68-40-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (43-07-48-6



**ARTE**

**20.45** ► **Série : Du rouge à lèvres sur ton col.**  
[2/6] De Dennis Potter.

**21.45** **Magazine : Métropolis.**  
Présenté par Pierre-André Boutang et Peter Wien.  
Hommage à Emmanuel Lévinas ; Antonioni par-delà les nuages ; Revue de presse photographique ; L'Abécédaire de Gilles Deleuze ; Coup de colère.

**22.45** **Magazine : Music Planet.**  
Pop Galerie : Quiz [2/2].

**23.45** **Téléfilm : Women and Men.**  
[1/2] Trois histoires de séduction (v.o.) où portait une chemise de sexe Brooks, avec Beau Bridges et Eliza

**[3/7] France (1<sup>re</sup> partie)**

**1.35 Courts métrages d'animation : 7<sup>e</sup> art. b.**  
[37] France (1<sup>re</sup> partie). La Traversée de l'Atlantique / Le rame, de J.-F. Lequellier ; Mog-Mog : Autour d'une piscine, de J.-L. Bompont.

**2.05 Documentaire :**  
Fournures à fleur de peau. De Nigel Marchant (rediff., 50 min).

---

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :**  
► **Sélections dans « le Monde radio-télévision »** : □ **Film à éviter** ; ■ **On peut voir** ; ● **Ne pas manquer** ; ◆ **Chef-d'œuvre ou classique** ; ♦  **Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants**.

## LA CINQUIÈME

**12.00** Feuilletton :  
Au plaisir de Dieu (5/10).

**13.00** Dérouleurs de France.  
Les Manges enchantées.

**13.30** Fête des bulles !

**14.00** L'Esprit du sport.  
Invité : Jean-Marc Barr.

**15.00** Documentaire : Tuvia.  
Une peuplade en survie.

**16.00** Feuilletton :  
Sans famille [2/5]  
De Jacques Ertaud, d'après Hector  
Malot, avec Fabrice Jossio, Jean Fran-  
çois.

**17.00** Le Sens de l'Histoire.  
Présenté par Jean-Luc Hees. La  
Longue Marche. Témoins : François  
Jullien, Lucien Bodard.

**18.30** Ve savoir.  
Présenté par Gérard Klein. Sur le

**ARTE**

**19.00 Dessins animés :**  
Cassini Factory [1/10].  
Alice Rattled by Rats (1925) : Smile,  
Darn You Smile ! (1931) : Galloping  
Hoofs (1934) : Bakonland (1935).

**19.30 Magazine : Mirostre.**  
L'Art de la direction d'orchestre  
[2/2] de Sue Krussen.

**20.30 8 1/2 Journal.**

**21.40 Soirée thématique :**  
Métier de cheval.  
Conçue par Homéric et Jacques  
Malzère.

**22.45 Cinéma :**  
Monsieur ■

## Commentaire : Baptiste à l'écran

**7.25 Documentaire :** *Barabas, de la piste à l'écran.*  
D'Emmanuel Descombes.

**3.09 Documentaire :**  
*Des chevaux et des hommes.*  
D'Hornicet et Jacques Malaterre.

**3.55 Court métrage :**  
*Mérimée au cours de l'ex.*  
D'Arthur Joffé (1982).

**0.15 Court métrage :** *Elégie.*  
D'Huzarik Zolani (1965, muet).

**0.35 Magazine :**  
*Métropolis.*  
Antoniou par-delà les nuages :  
Revue de presse photographique ;  
L'Abécédaire de Gilles Deleuze ;  
Coup de colère (rediff. du 13 jan-  
vier).

**1.35 Documentaire :**  
*Les lobbies  
sortent de l'ombre.*  
D'Ariel Camacho et Laurent Guyot  
(rediff. du 11 janvier, 52 min).

---

**Les interventions à la radio**

**94.8 FM, 11 h 30 :** Georges Kiejman,  
Gros Plan ».

**Radio-Nostalgie, 13 heures :** « Les  
années Mitterrand ».



## Jérémiades

par Alain Rollat

CHER TONTON, fais gaffe. L'autre jour, pendant la minute de silence, notre insit nous a lu le texte d'un certain Stendhal qui dit que, « cent ans après sa mort, le plus grand bonheur qui puisse arriver à un grand homme, c'est d'avoir des ennemis ». Si c'est vrai, c'est mal barré pour toi. Car, aujourd'hui, selon la télé de ton copain Elkabbach, qui a consciencieusement enquêté à ce sujet vendredi soir, il ne te reste plus que trois ennemis répertoriés, et ceux-là, vu leur dérépitude, ne dureront pas cent ans. France 2 les a filmés.

Il s'agit de deux groupes du RPR ancienne formule qui trouvent « absolument grotesque » que le Bon Dieu t'ait accueilli au paradis dans le même compartiment que le général de Gaulle, mais qui ne sont pas très fiers de ce qu'elles disent puisqu'elles ne se sont même pas présentées à la caméra ; et un vieux crocodile que tu as bien connu de loin, l'ancien maire de Nice, qui, à peine sorti de prison, a savouré au champagne le plaisir de ne pas y retourner et en a profité pour bayer sur ta tombe en essayant de faire croire que la justice l'avait poursuivi pour « masquer les turpitudes » de ton règne. C'était aussi bête que méchant. Mais cela n'a plus d'importance.

L'essentiel est que, comme convenu certainement avec toi, ton pote Chirac se soit empressé de prendre rendez-vous avec le pape. C'est maintenant officiel : il se rendra au Vatican dès le 20 janvier. Nous avons tout de suite compris, bien entendu, qu'il va y plaider pour ta canonisation.

Bien joué. On imagine la tronche de Charasse...

En revanche, es-tu certain d'avoir bien fait de combiner avec Pivrot la rediffusion, ce même vendredi soir, du « Bouillon de culture » que tu lui avais accordé le 14 avril dernier ? Était-il vraiment indispensable d'attirer de nouveau l'attention sur ton *Mémoire à deux voix*, le livre rapportant ton dialogue avec ton ami Elle Wiesel, le prix Nobel de la paix ? D'accord, tous les éloges que tu y exprimes à l'adresse de sainte Thérèse d'Avila, saint François d'Assise et saint Jean de la Croix t'aideront à fédérer les courants mystiques du panthéon divin. Il faut même souhaiter que le brave Jésus suive ton conseil et choisisse de prononcer son prochain sermon sur la montagne « à Bobigny ».

On s'inquiète affectueusement pour toi à cause de la façon dont tu traites, dans ce livre, le prophète Jérémie. S'il est vraiment, comme tu l'as écrit, « un criard, un gueulard, un peu collaborateur, un personnage antipathique, très ambitieux et ambigu... », il risque de te donner beaucoup de fil à retordre au cours de tes prochaines campagnes.

Tiens bon ! On t'embrasse. Mais n'oublie pas que ce barbu connaît aussi bien que toi les roulements ruraux et qu'il s'est fait une spécialité de militer contre « les pasteurs qui égarent le peuple par leur vantardise » quand « leur course a pour but la malice », ces bergers qui confondent parfois, comme tu les dénonçais toi-même, « la paille et le froment »... (Jérémie, XXIII, 24-32).

## Martin Bouygues longuement entendu par le juge Courroye

MARTIN BOUYGUES a été entendu à Lyon, vendredi 12 janvier, durant près de cinq heures par le juge Philippe Courroye. Le PDG du groupe Bouygues avait été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, le 22 décembre, pour « abus de biens sociaux », après avoir reconnu que son groupe avait contribué au financement politique de Michel Noir. Il a dû, vendredi, s'expliquer sur les 2,3 millions de francs versés par une filiale africaine de son groupe sur un compte ouvert à Genève par Pierre Botton. Mis en examen pour recel, M. Botton aurait affirmé que Bernard Sarroca, ancien chef de cabinet de Michel Noir à la mairie de Lyon, jouait, comme lui, les « porteurs de valises » d'argent liquide entre la Suisse et Lyon. M. Sarroca qui, voici quelques années, avait été interpellé par les douanes françaises de Genève-Cointrin en possession de quelque 100 000 francs en espèces, a été entendu comme témoin, mercredi, par le juge Courroye.

### DÉPÊCHES

■ **INDUSTRIE** : le groupe Michelin a annoncé vendredi 12 janvier une réorganisation générale de la société. La nouvelle organisation sera bâtie autour d'un centre de technologie, de neuf lignes de produits, de onze services groupe et de quatre zones géographiques. François Michelin, son fils Edouard et René Zingraff, les trois gérants de la société, ont annoncé la création d'un conseil exécutif qui les assistera dans le pilotage de cette nouvelle organisation.

■ **UGC-DA** : la cotation des titres d'UGC-DA, filiale de droits audiovisuels du groupe UGC, a été suspendue vendredi 12 janvier. Cette décision pourrait présager d'une reprise par UGC-DA du catalogue Lumière, comprenant plus de 2 000 œuvres cinématographiques et décerné à 54,5 % par la Caisse des dépôts et consignations (CDC). En échange, la CDC pourrait prendre une participation dans le capital d'UGC-DA.

■ **FOOTBALL** : le tribunal de grande instance de Valenciennes a prononcé, vendredi 12 janvier, la mise en liquidation de biens de l'USVA, le club de football de la ville. Cette décision signifie la fin du club nordiste, au cœur de l'affaire VA-OM en 1993 et qui évolue aujourd'hui en National 1. Les dirigeants ont déposé un recours, espérant qu'il ait un effet suspensif.

■ **ESPACE** : le 82<sup>e</sup> tir de la fusée européenne Ariane a eu lieu avec succès vendredi 12 janvier à 20 h 10, heure locale, (23 h 10 GMT) du pas de tir de Kourou, en Guyane française. Deux satellites de télécommunications, Panamsat-3R pour les États-Unis et Measat-1, le premier satellite de la Malaisie, ont été mis sur orbite. (AFP)

## A nos lecteurs

UN AN APRÈS LE LANCEMENT DE SA NOUVELLE FORMULE, *Le Monde* continue de changer. Dans une semaine, à partir du samedi 20 janvier, nos lecteurs découvriront nos nouveaux rendez-vous hebdomadaires : le samedi (nos éditions datées dimanche-lundi), le nouveau cahier « Télévision-Radio-Multimédia » de 40 pages, guide pratique de tous les écrans, avec des programmes encore plus complets, des enquêtes et des analyses ; le lundi et le mardi (nos éditions datées mardi et mercredi), une nouvelle formule des cahiers « Initiatives-Métiers » et « Initiatives-Emploi » ; le jeudi (nos éditions datées vendredi), un « Monde des livres » rénové, faisant une plus grande place aux enquêtes et à l'actualité. De plus, nos éditions du samedi (datées dimanche-lundi) offriront dorénavant trois pages « Placements et marchés », élargissant et modernisant nos actuelles pages hebdomadaires consacrées aux marchés financiers.

Tirage du *Monde* daté samedi 13 janvier 1996 : 512 984 exemplaires

# Le Monde

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JANVIER 1996

## Alain Juppé déclare qu'il a « travaillé en confiance » avec François Mitterrand

Roland Dumas annonce la création d'une fondation qui portera le nom de l'ancien président

AU LENDEMAIN de l'inhumation de François Mitterrand à Jarnac, de nouveaux hommages ont été rendus à l'ancien président vendredi 12 janvier.

A Bordeaux, Alain Juppé a déclaré qu'il avait « travaillé en confiance » avec François Mitterrand quand il était ministre des affaires étrangères. Invité d'un « grand oral » organisé par Sud-Ouest à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, le premier ministre a indiqué aux étudiants qui l'interrogeaient : « Entre 86 et 88, j'étais ministre du budget [...] et pour moi c'était un adversaire politique ; je n'avais pas pour lui de sentiments positifs. Et puis, en 1993, nous nous sommes rencontrés et, en tant que ministre des affaires étrangères, je le voyais très souvent [...] et nous avons eu un et l'autre révisé nos jugements mutuels. »

« Nous n'avons pas toujours sur tout exactement la même approche, et pour moi M. Juppé, mais nous avons parlé, nous avons été au fond des choses et j'ai découvert cette personnalité étrange, fascinante par certains aspects. »

Rapportant des propos de l'ancien président qui l'avait trouvé un jour « bien sec, bien dur, même un petit peu fruste », M. Juppé a raconté qu'après avoir lu son livre (*La Tentation de Venise*), François Mitterrand lui avait confié que « ce n'était peut-être pas aussi simple ».

Pour le premier ministre, « cet élan qui s'est manifesté dans le pays montre qu'on avait besoin de se re-

trouver entre Français et entre Français autour d'un homme qui par la force des choses incarnait à ce moment-là l'union nationale ».

Vendredi après-midi, le conseil général de Haute-Garonne a rendu hommage à François Mitterrand au monument aux morts de Toulouse, en présence du premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, conseiller général du canton de Cintegabelle. En présence de près de 500 personnes, une gerbe de roses rouges a été déposée puis une minute de silence observée. Aucun discours n'a été prononcé.

A Paris, le maire RPR, Jean Tiberi, a rendu un hommage appuyé à François Mitterrand et confirmé qu'un lieu de la capitale porterait prochainement son nom. « Le pré-

sident François Mitterrand a marqué la République... C'était un homme qui était amoureux de Paris. Il circulait dans les rues, il allait dans les restaurants parisiens, chez les libraires, il y habitait », a déclaré M. Tiberi, lors de la présentation de ses vœux à la presse.

De son côté, Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel et ancien ministre des affaires étrangères, a indiqué sur France 2 que François Mitterrand lui avait demandé de créer une fondation de recherche. « Personnellement, il m'avait demandé de créer et de m'occuper d'une fondation qui sera un institut de recherche, qui portera son nom », a précisé M. Dumas, qui a indiqué qu'il avait reçu l'as-pui des pouvoirs publics.

## Charles Pasqua ouvre le pôle universitaire Léonard-de-Vinci au service public

CHARLES PASQUA entrebâille les portes du pôle universitaire Léonard-de-Vinci au service public. A ceux qui l'accusent d'avoir construit une « fuc privée sur des fonds publics », le président du conseil général des Hauts-de-Seine vient de formuler quelques concessions, sans pour autant renoncer à l'esprit général de son projet d'« université départementale ». Dans une lettre récemment adressée à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, il exprime deux propositions de nature à « apaiser » le climat de tension créé autour de cet établissement de 5 000 m<sup>2</sup> ouvert au mois de septembre pour 158 étudiants dans ses formations, propres, et un peu plus de 700 dans les quatre écoles privées logées dans ses somptueux locaux.

En premier lieu, l'ancien ministre de l'intérieur confirme son accord pour que le pôle accueille, dès la rentrée prochaine, un centre de recherche de langues étrangères commun à plusieurs universités (Paris-I, Paris-III, Paris-IV, Paris-X-Nanterre). Ensuite, M. Pasqua prend l'Etat à contre-pied en relançant le projet, actuellement au point mort, de création d'un IUT prévu en 1992 à Gennevilliers, que le conseil général se déclarait prêt à financer pour 100 millions de francs. « Pour que les étudiants puissent commencer à travailler rapidement », il suggère d'ouvrir deux départe-

ments (transports et sciences des matériaux) pour une centaine d'étudiants dans les locaux disponibles du pôle Léonard-de-Vinci. Cette mesure serait transitoire, pour une durée de trois ans, d'ici à la construction de l'IUT dans la ville dirigée par le maire communiste, Jacques Brunhes.

Dernière réponse enfin aux critiques de son opposition, les droits d'inscription des formations du pôle passeront de 26 000 francs à 3 000 francs pour les étudiants originaires des Hauts-de-Seine, sans que soit remis en cause le système des bourses. Ce « manque à gagner » est d'ores et déjà inclus dans la subvention de fonctionnement de 60 millions de francs que le conseil général a votée en faveur du pôle, dont le budget ne dépasse pas les 80 millions. « Il est logique de ne pas faire payer deux fois les contribuables locaux », a commenté M. Pasqua, qui a déjà consacré 1,3 milliard de francs à la réalisation du bâtiment.

Ces différentes mesures, confirmées vendredi 12 janvier lors d'une conférence de presse, représentent un geste en direction des détracteurs du pôle. Aussitôt annoncées, les initiatives de M. Pasqua ont été accueillies favorablement par François Bayrou, a indiqué son entourage.

Michel Delberghe, avec Jean-Claude Pierrette

## M. Primakov : « La Russie a été et reste une grande puissance »

MOSCOU

de notre correspondant  
Pour sa première apparition publique en tant que ministre des affaires étrangères, vendredi 12 janvier à Moscou, Evgueni Primakov, ex-chef des services de contre-espionnage, a montré qu'il n'avait pas l'intention de modifier les grandes lignes de la politique extérieure russe.

« Malgré les difficultés, la Russie a été et reste une grande puissance » et la diplomatie russe va « renforcer son activité pour protéger ses intérêts », a-t-il déclaré, lors de sa première conférence de presse. Cette politique n'est « pas en contradiction » avec « un partenariat avec les anciens adversaires de la guerre froide ». Ce partenariat, en même temps que le rapprochement avec les pays de l'URSS, une des priorités de Moscou. Cette coopération doit toutefois être fondée « sur l'égalité », a insisté M. Primakov, car « nous avons gagné la guerre froide ensemble ».

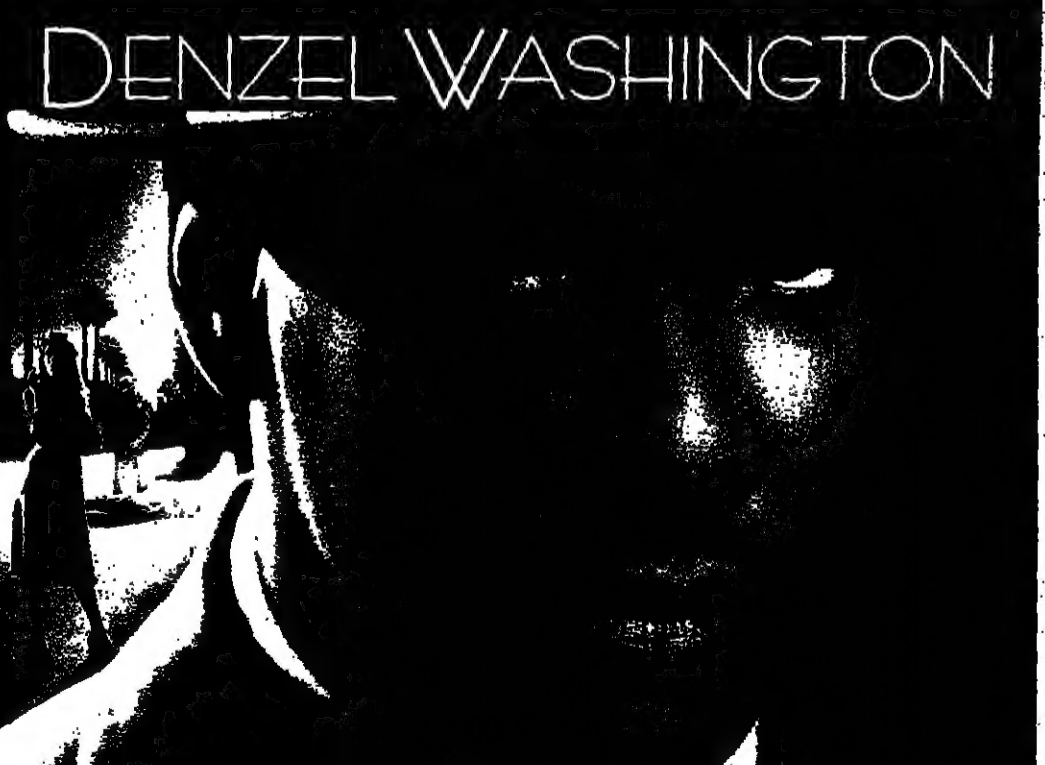
M. Primakov entend cependant comme l'a souhaité le président Boris Eltsine, corriger « le déséquilibre de la politique étrangère russe » entre l'Est et l'Ouest. Cet ajustement ne devrait pas s'effectuer au détriment des relations avec l'Ouest, mais par « la diversification de notre approche ». A cet égard, il a souligné la « place considérable » qu'il accordera au monde arabe, ainsi que l'importance du voyage en Chine du président Eltsine en mars 1996.

VERS UN COMPROMIS SUR L'OTAN  
S'agissant de la question cruciale de l'extension de l'OTAN à l'Est, M. Primakov a confirmé qu'il restait sur « ses positions », qui sont celles qui prévalent dans la Russie officielle : il estime que cet élargissement sera « contre-productif ». Et il laisse entendre que Moscou pourrait, dans ce cas, déployer de nouveaux missiles nucléaires à portée intermédiaire. Si de telles armes « sont déployées à la frontière russe, cela annulera les progrès accomplis » dans ce domaine, a-t-il précisé.

Cependant, M. Primakov, comme son prédécesseur Andreï Kozyrev, laisse la porte ouverte à un compromis avec l'Ouest sur ce sujet. Ce que Moscou veut à tout prix empêcher, « c'est un mouvement des infrastructures militaires de l'OTAN » vers les frontières russes. Ce qui laisse entendre que la Russie serait prête à accepter un compromis : l'intégration politique de certains pays d'Europe centrale dans l'Alliance atlantique. Les « mesures de rétorsion » n'interviendraient qu'en cas de déploiement de moyens militaires, particulièrement s'ils sont nucléaires.

Jean-Baptiste Maude

# DENZEL WASHINGTON



## LE DIABLE EN ROBE BLEUE

« Enfin un bon film de détectives. Avec un Denzel Washington formidable »  
STUDIO

« Un authentique film noir. Au delà des modes et de l'esbroufe... »  
POSITIF

**RFM** ACTUELLEMENT

la radio en or

DISTRIBUÉ PAR COLUMBIA TRISTAR FILMS

مركز من الرمال